

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine,
Frank La Brasca, Jean-Jacques Marie, Roger Revuz.

Publié par Le Cercle des *Cahiers du mouvement ouvrier*
c/o Jean-Jacques Marie - Bâtiment Les Charmes
36, rue de Picpus - 75012 Paris.
Adresse mail : jj.marie@club-internet.fr
Imprimerie monsoise : 5, avenue Léon Blum - 59370 Mons-en-Barœul

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 116 à 144 pages)

Prix du numéro : **9 euros (+ 1,50 euro de port)**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

- France : **32 euros** ;

- Etranger : Europe : **35 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Nom, prénom : _____

Adresse : _____

Courriel : _____

Chèques à l'ordre de Hélène Stern

A renvoyer à Hélène Stern, 18 rue Ferrus - 75 014 Paris

Sommaire

- **Avertissement** _____ p. 5
- **Roger Revuz** _____ p. 7
Les provocations de Clemenceau contre la CGT.
- **Marc Teulin** _____ p. 13
La guerre civile et le décret sur les otages.
- **La débâcle de l'armée de Koltchak**
par Edwin Dwynger _____ p. 17
- **Anatoli Egorine** _____ p. 23
La lutte contre le colonialisme italien en Libye
dans les années 1930.
- **Jean-Jacques Marie** _____ p. 41
Un événement de l'histoire contemporaine :
de 1994 à aujourd'hui ou la privatisation difficile d'Aeroflot.
- **Frank La Brasca** _____ p. 45
Les kominformistes dans la Yougoslavie de Tito.
- **Palmiro Togliatti et la révolution hongroise :** _____ p. 53
« *D'accord, pendez Nagy, mais seulement après les élections
en Italie* » Traduction d'un article paru dans *Il Corriere della Sera*.
- **Perles** _____ p. 57
- **Questions d'histoire** _____ p. 59
Lénine et les élections.
- **Nicole Perron, Rémy Janneau :** _____ p. 63
La fermeture de l'Institut d'histoire de la Révolution française :
une mesure politique.
- **Chronique des falsifications** _____ p. 69
- **Pages oubliées** _____ p. 73
Le massacre du Dimanche rouge raconté par le pape Gapone.
- **Notes de lecture** _____ p. 79
- **Cinéma** _____ p. 88

Avertissement

Des circonstances exceptionnelles nous contraignent à publier un numéro 72 des *Cahiers du mouvement ouvrier* d'un volume réduit (88 pages au lieu des 120 à 144 habituelles). Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

Nous préparons dès maintenant les quatre numéros de l'année 2017 qui seront aux trois quarts consacrés à la révolution russe.

Ci-dessous, le sommaire prévu du premier de ces quatre numéros, le numéros 73.

Sommaire du n° 73 (mars 2017)

Présentation et chronologie

- Le tract des *mejraiontsy* (regroupement unitaire dit «inter-arrondissements», auxquels Trotsky adhérera à son retour en Russie) appelant les ouvrières à célébrer la journée internationale des femmes.
- Kaiourov (bolchevik) : la grève des ouvrières du textile de Vyborg et les six journées de février.
Soukhanov (menchevik) : les journées de février.
Chliapnikov (bolchevik) : les journées de février.
- Extraits du discours du menchevik Tchkeidzé à la Douma du 24 février.
- Tract bolchevique du 26 février appelant au renversement de la monarchie. Appel des *mejraiontsy* et du Parti socialiste-révolutionnaire aux soldats du 27 février.
- Extrait de la *Pravda* clandestine racontant le 23 février.
- Extraits des rapports quotidiens du chef de l'Okhrana de Petrograd sur chaque journée de février.
- Extrait des Mémoires de Kerensky (lié aux S-R) et de l'ouvrage du chef des Cadets (parti constitutionnel-démocrate) Pavel Milioukov sur les journées de février.
- Documents du soviet de Petrograd annonçant sa constitution le 27 février puis ses premières mesures d'organisation des soviets.
- Tract des socialistes-révolutionnaires de Moscou du 28 février.
- Deux tracts des mencheviks de Moscou du 1^{er} mars.
- Résolution du soviet de Moscou du 3 mars sur les tâches du soviet.
- Extraits des débats du comité bolchevique de Petrograd à partir du 2 mars.
- Lénine et Trotsky sur le double pouvoir (soviets-gouvernement provisoire) issu de février.
- Katkov et la révolution de février : un modèle de la conception policière de l'histoire.
- Comment Soljenitsyne caricature la révolution de février.
- Que se passe-t-il alors dans le reste de l'Europe ?

Les provocations de Clemenceau contre la CGT

Roger Revuz

Présentation

L'étude de Roger Revuz sur Georges Clemenceau, « l'empereur des mouchards » et briseur de grèves, n'a pas seulement une valeur historique. L'histoire tire d'ailleurs sa valeur la plus profonde de ce qu'elle apporte au présent. La tragédie des Gracques Tiberius et Caius, tribuns de la plèbe assassinés à Rome à la fin du deuxième siècle avant Jésus-Christ parce qu'ils voulaient redistribuer les terres des grands propriétaires terriens qui régnaient en maître au Sénat, rappelle que les possédants sont prêts à combattre par la violence et à liquider toute force qui porte atteinte à leurs privilèges. Ainsi le rappel que Clemenceau interdit la manifestation du 1er mai 1910 à laquelle la CGT voulait appeler et dont elle avait décidé d'assurer le déroulement pacifique ne peut manquer d'évoquer le triste souvenir de la manifestation contre la loi El Khomri d'abord interdite puis réduite à une promenade de santé autour du bassin de la Bastille en juin dernier. Ce rappel souligne une continuité.

En 2008, dans *Pour en finir avec le socialisme*, Manuel Valls, disciple affiché de Michel Rocard, affirmait : « J'ai mis du temps à admettre que j'aurais plus facilement applaudi le Tigre que le fondateur de l'Humanité, maintenant j'assume. » Et il ajoute qu'à Jaurès il préfère Clemenceau car ce dernier avait refusé « *de se laisser abuser par l'idéologie binaire de la lutte des classes* » (1). Idéologie binaire, cela veut dire reposant sur l'idée qu'il y a deux classes fondamentalement antagonistes. Mieux vaut évidemment une idéologie monolithique où la bourgeoisie imposerait sa loi au nom de la « compétitivité des entreprises » avec l'appui de toutes les institutions de l'État. Dans *L'Humanité* du 5 juin 1908, Jaurès affirmait, lui : « *Je ne crois pas que dans les annales des grèves et dans la série des répressions il y ait eu un seul attentat comparable à celui de Draveil.* » Le choix par Jaurès du mot « attentat » est clair : l'action de Clemenceau relève du crime contre les ouvriers en grève pour défendre leurs légitimes revendications et contre le droit de grève lui-même.

(1) Cité par Jean-Paul Scott in *L'Humanité*, 23 juin 2016.

Clemenceau, « empereur des mouchards »

Le radical Georges Clemenceau, l'ancien dreyfusard, ministre de l'Intérieur depuis mars 1906, devient président du Conseil en octobre 1906 tout en gardant son portefeuille de l'Intérieur, ce qui lui vaudra l'un de ses surnoms : « *Flic premier* ». Durant sa présidence du Conseil de 1906 à 1909, Clemenceau doit faire face à une vague de grèves qu'il s'emploiera à briser par tous les moyens, ce qui lui vaudra le surnom supplémentaire de « *briseurs de grèves* » : au printemps 1907, à Narbonne, l'armée tire sur une manifestation de vignerons, cinq sont tués ; à Béziers, le 17^e Régiment d'infanterie de ligne se mutine et refuse de tirer sur les vignerons (1) ; en juillet 1907, deux grévistes sont tués à Raon-l'Étape dans les Vosges. Outre la force militaire et policière, Clemenceau use de la machination policière qu'il « *élèvera à la hauteur d'un système de gouvernement* », d'où son autre surnom « *d'empereur des mouchards* » (2).

L'objectif de Clemenceau, c'est la dissolution de la jeune Confédération Générale du Travail (CGT) née en 1895 et à laquelle ont adhéré les Bourses du travail en 1902. En 1906, au congrès d'Amiens, la majorité des délégués ont adopté ce qui sera connu dorénavant comme la *Charte d'Amiens*, qui affirme la volonté d'autonomie de la CGT par rapport aux partis politiques, c'est-à-dire concrètement par rapport au Parti socialiste unifié (SFIO) fondé en 1905 et dirigé par Jaurès, Guesde et Vaillant. La CGT est une organisation divisée en plusieurs tendances. Depuis 1904, au congrès

de Bourges, c'est la tendance syndicaliste révolutionnaire qui est majoritaire au comité confédéral. Elle prône l'action directe, l'abolition du salariat et du patronat, la grève générale révolutionnaire, mais il existe également une tendance réformiste (3). Depuis 1901, le secrétaire général de la CGT est Victor Griffuelhes (4) de la Fédération des cuirs et peaux. En 1905-1906, la campagne pour les huit heures a propulsé la CGT sur le devant de la scène.

La grève des terrassiers de Draveil-Vigneux (5)

Le 2 mai 1908 éclate la grève des 700 terrassiers des Sablières de Draveil-Vigneux, dans la Seine-et-Oise (6), en amont de Paris.

(1) Le chansonnier Montéhus (1871-1952) écrit sa chanson « Gloire au 17^e », entonnée dès lors par les manifestants chaque fois qu'ils sont face à la troupe ; c'est assimilé à un appel à l'insoumission et ceux qui l'entonnent risquent la prison.

(2) Jacques Julliard, *Clemenceau briseur de grèves*, collection Archives Julliard, 1965.

(3) En 1908, les Fédérations syndicalistes réformistes organisaient 200 000 syndiqués et les Fédérations syndicalistes révolutionnaires 120 000. Les syndicalistes révolutionnaires se retrouvaient majoritaires au comité confédéral car le vote était un vote par syndicat et non un vote proportionnel à l'effectif des syndicats.

(4) Voir *Cahiers du mouvement ouvrier* n° 65 : *Qui fut Victor Griffuelhes ?*, par Liliane Fraysse.

(5) Voir le chapitre 1 : « *Le sang des terrassiers (Draveil-Vigneux, 1908)* », dans *Le Goût de l'émeute*, d'Anne Steiner, Editions L'Echappée, 2012.

(6) Aujourd'hui département de l'Essonne.

Ces travailleurs extraient le sable de la Seine pour les travaux du métropolitain. Le sable est transporté sur des chalands à Paris tirés par des remorqueurs qui reviennent chargés des déblais dégagés des chantiers parisiens. Les terrassiers travaillent douze heures par jour, les pieds dans l'eau, sept jours sur sept, car les patrons des Sablières ne respectent pas la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire. Les grévistes revendiquent une augmentation de salaire, le respect du repos hebdomadaire et la reconnaissance de leur syndicat, rattaché à la Fédération du bâtiment, fer de lance de la CGT. Les patrons ne veulent rien lâcher. Ils tentent de briser la grève en faisant garder les dragues et les péniches par les gendarmes et en embauchant des « jaunes » auxquels les grévistes font la chasse. Le 2 juin 1908, les gendarmes, voulant arrêter un gréviste, pénètrent dans le café Ranque, à Vigneux, qui servait de quartier général aux grévistes. Ceux-ci leur refusent l'entrée ; les gendarmes tirent par les fenêtres durant une dizaine de minutes : on relève une dizaine de blessés et un mort, Pierre Le Foll, terrassier de 48 ans, veuf, père de trois enfants. Le jeune terrassier Emile Goebellina, 17 ans, blessé à la tête, meurt dans les vingt-quatre heures.

Un « gouvernement d'assassins »

La CGT, par voie d'affiche, dénonce ce « *gouvernement d'assassins* ». Le 6 juin, à l'appel des syndicats, se tient un grand meeting à Paris au cours duquel plusieurs milliers de travailleurs acclament la proposition de grève générale. La direction de la CGT est sur la réserve, persuadée que ce mot d'ordre a peu de chance d'être suivi. Au final, la Fédération du bâtiment fait voter le principe d'une grève générale de vingt-quatre heures en cas de nouvelles arrestations. En attendant, la grève des terrassiers des Sablières continue.

Le 27 juillet, à l'issue d'une réunion syndicale qui réunit un millier de participants, une centaine de grévistes s'en prennent à des « jaunes » qui travaillent sur un chantier de l'entreprise Lavollay et tentent d'incendier du matériel servant à l'extraction du sable. Les gendarmes

arrêtent cinq personnes dont deux qui s'étaient fait remarquer depuis le début de la grève pour leur radicalité : Edouard Ricordeau et Lucien Métivier.

Comme la CGT l'avait décidé le 6 juin en cas de nouvelles arrestations, la fédération du bâtiment lance un mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures pour le 30 juillet avec rassemblement à Vigneux. Après le rassemblement, les manifestants, hommes, femmes, enfants, se dirigent vers le cimetière de Villeneuve-Saint-Georges où a été enterré le jeune Goebellina.

Ils se heurtent à des régiments de dragons et de cuirassiers (7) qui chargent sabre au clair et font feu à deux reprises. Des barricades sont dressées, c'est l'émeute. On relève quatre morts et plusieurs centaines de blessés parmi les ouvriers et soixante-neuf blessés parmi les forces de l'ordre (8).

Clemenceau fait arrêter la direction de la CGT

Le soir du 30 juillet, Clemenceau décide de poursuivre les « *auteurs de la rébellion opposée à la force publique et [...] ceux qui s'en sont rendus complices par voie de provocation* » (9). Le soir du 31 juillet, le comité confédéral de la CGT se réunit à la Maison des Fédérations, rue de la Grange-aux-Belles, et décide d'un mot d'ordre de grève générale pour le 3 août. Pendant que se tient la réunion, une trentaine de mandats d'arrêt sont délivrés à l'encontre des principaux dirigeants de la CGT. Victor Griffuelhes, secrétaire général, et Emile Pouget, rédacteur de *La Voix du peuple*, l'hebdomadaire de la CGT, sont arrêtés à la sortie de la réunion, d'autres dirigeants échappent à l'arrestation en se réfugiant en Belgique comme Raymond Péricat, un des dirigeants de la Fédération du bâtiment, et Pierre Monatte, responsable de l'imprimerie, qui trouve refuge en Suisse. Henri Dret, de la Fédération des cuirs et peaux, est arrêté à l'hôpital où il a été amputé d'un bras après avoir

(7) Les dragons et les cuirassiers sont des troupes à cheval.

(8) Anne Steiner, ouvrage cité, p. 43.

(9) Jacques Julliard, ouvrage cité, p. 101.

été sabré lors de l'émeute de Villeneuve-Saint-Georges. La direction de la CGT est décapitée. Le 3 août, seul le secteur du bâtiment cesse le travail. Après l'échec relatif de la grève générale, les négociations reprennent entre le comité de grève des terrassiers et le patronat des Sablières. Les grévistes obtiennent une augmentation de salaire, le respect du repos hebdomadaire, la limitation de la journée à dix heures, en fait toutes revendications que le patronat était prêt à satisfaire depuis longtemps. Les terrassiers n'avaient poursuivi leur grève que pour obtenir la reconnaissance de leur syndicat et l'obtention d'un contrat collectif, et sur ces deux points, il n'y avait aucune avancée. La grève aura duré cent jours.

Le congrès de la CGT d'octobre 1908, à Marseille, se réunit alors que les principaux dirigeants sont en prison. Clemenceau espère que dans ces conditions les éléments réformistes obtiendront la victoire qu'ils recherchent depuis six ans. Mais c'est un échec. « *L'arrestation des chefs syndicalistes n'avaient pas fait éclater la confédération, ni permis aux réformistes d'arriver à leurs fins. Bien au contraire ! [...] Le procès de Corbeil [des syndicalistes emprisonnés] piétinait ; chacun savait que le dossier du juge d'instruction était vide* » (10).

Métivier, agent de Clemenceau, démasqué

Durant la grève des terrassiers, Luc Métivier, secrétaire du syndicat des biscuitiers et pains d'épice, membre du comité confédéral de la CGT, et membre important de l'Union des syndicats de la Seine, s'était fait remarquer par son zèle. C'est son arrestation le 28 juillet, après avoir appelé les soldats à l'insoumission qui, de fait, avait conduit la CGT à décider la grève générale du 30 juillet, qui avait dégénéré en émeute et donné un prétexte à Clemenceau pour arrêter la direction de la CGT. Depuis, des militants le soupçonnaient d'être un agent provocateur. À sa sortie de prison, il s'était fait encore remarquer dans des conflits sociaux par ses propos radicaux : il avait même tiré durant une manifestation et proposé des révolvers à des camarades (11).

Agent de la Sureté générale démasqué

En 1911, Il fut démasqué par le Service de sûreté révolutionnaire (SSR) créé par Miguel Almercyda, rédacteur à *La Guerre sociale*, le journal de Gustave Hervé (12), socialiste insurrectionnel, en prison à l'époque pour délit de presse. Métivier était fortement soupçonné, mais pour l'accuser, il fallait des preuves. Il semble que celles-ci aient été fournies par des fonctionnaires de la préfecture (13). Son appartement avait été perquisitionné par des membres du SSR et des documents compromettants trouvés. Un soir de juillet 1911, dans les locaux de *La Guerre sociale*, rue Montmartre à Paris, il fut interrogé par Almercyda en présence de responsables de la CGT, dont Victor Griffuelhes et des journalistes de la presse nationale. Métivier s'effondra et reconnut qu'il était un agent de la Sûreté générale depuis 1908, nom de code : Luc. Il dit avoir rencontré personnellement Clemenceau le 20 mai 1908, ce que ce dernier admit. Il était rétribué 250 francs par mois, l'équivalent d'un bon salaire ouvrier et devait remettre des comptes rendus des réunions auxquelles il assistait. *La Guerre sociale* publia les aveux de Métivier se contentant de le « griller », il ne subit aucune brimade.

Un autre agent provocateur

Une enquête permit de découvrir qu'un autre agent provocateur avait officié pendant les événements de Draveil-Villeneuve-Saint-Georges : Marceau Rimbault, 19 ans en 1908, secrétaire de la toute jeune

(10) Jacques Julliard, ouvrage cité, p. 132.

(11) Anne Steiner, ouvrage cité, p. 48.

(12) Gustave Hervé (1871-1944) : professeur agrégé puis avocat. Membre de la tendance socialiste insurrectionnelle de la SFIO (très minoritaire, influente dans l'Yonne et la Seine). Fonde, en 1906, l'hebdomadaire *La Guerre sociale*, antimilitariste, antipatriote et antiparlementaire. Mais, en août 1914, Hervé se rallie à l'Union sacrée.

(13) En 1911, Clemenceau n'est plus au pouvoir et certains de ses ennemis politiques ne sont pas mécontents de le mettre en difficulté en organisant ce genre de fuites.

Fédération anarchiste. Il avait été démasqué pendant son séjour en prison par un autre détenu. A sa sortie, il s'était opportunément engagé dans l'armée et s'était retrouvé en Algérie fort loin de ceux qui auraient pu lui demander des comptes.

Dans *La Bataille syndicaliste* (14) du 28 juillet 1911, Victor Griffuelhes met en garde les militants contre la maladie du soupçon introduite par les révélations du SSR de *La Guerre sociale* : « Reconnaissons-le, l'incident Métivier a jeté parmi nous un certain trouble devant disparaître à la moindre réflexion, si nous le voulons bien. Métivier était un mouchard, c'est entendu. Nous le savions depuis des mois...

Et d'ailleurs étaient-ils si grands les services qu'il rendit à la Sûreté ?... Qu'on n'oublie pas que la vie syndicale est publique, que les groupements sont de constitution ouverte, contrôlable ; les actes, les résolutions sont l'expression d'une volonté collective traduite en réunion, en meeting. Les combats que sont les grèves se déroulent au grand jour » (15).

Raymond Péricat, un des dirigeants de la Fédération du bâtiment, va un peu dans le même sens que Griffuelhes quand il écrit : « En faisant de Métivier un mouchard hautement qualifié et de Clemenceau un machiavélique homme d'État, que fait-on de la Fédération du bâtiment, de son comité fédéral et de ses militants ? » (16).

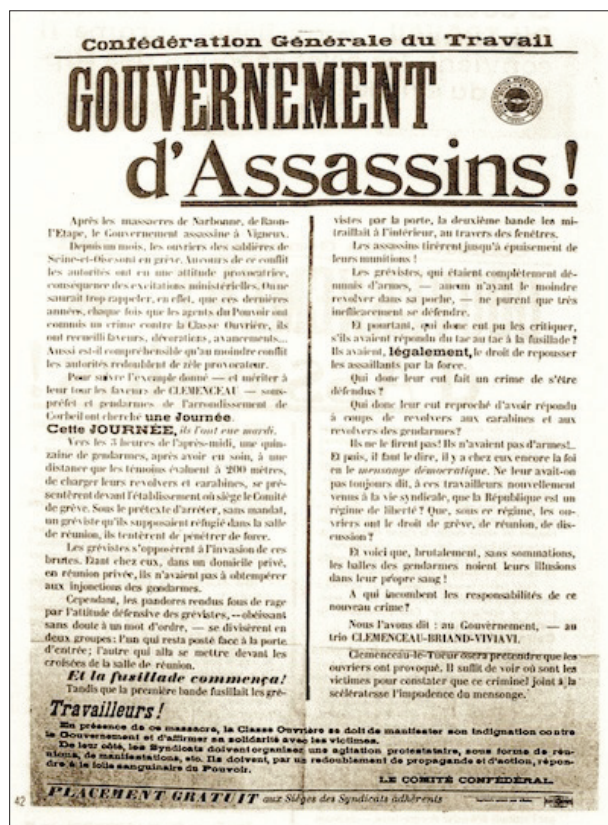
La « maladie du soupçon »

La « maladie du soupçon » dont parlait Griffuelhes joua un sale tour à Edouard Ricordeau qui avait été arrêté en même temps que Métivier. À sa sortie de prison, Ricordeau, proche des anarchistes, fut suspecté par le SSR de *La Guerre sociale* d'être un agent de la Sûreté. Une enquête fut menée qui conclua qu'il n'en était rien. *La Guerre sociale*, *La Bataille syndicaliste* et *L'Humanité* durent publier des démentis et s'excuser auprès de lui. « C'était une grande gueule, prompt à la bagarre, courageux et déterminé [...] mais il n'émargeait pas à la Sûreté. Preuve s'il en était besoin qu'on pouvait être hardi sans être un provocateur patenté » (17).

Griffuelhes comme Péricat ne font que souligner le fait que les indicateurs

et les provocateurs, s'ils peuvent être à l'origine de troubles qui peuvent faciliter la répression, n'ont pas une influence fondamentale sur la détermination des ouvriers quand ceux-ci sont prêts à la lutte. « La présence avérée de provocateurs ne pouvait rendre compte à elle seule de la radicalisation du conflit [...]. Les dresseurs de barricades, les lanceurs de pavés de Villeneuve-Saint-Georges n'étaient pas de pauvres marionnettes habilement manipulées par un vieillard roué, mais des travailleurs qui refusaient d'aller au devant des dragons les mains vides et les bras ballants, et qui n'accordaient plus aucun crédit aux représentants d'un État servant si manifestement les intérêts de la bourgeoisie » (18).

Roger Revuz



(14) *La Bataille syndicaliste*, quotidien, organe de la tendance syndicaliste révolutionnaire. Elle parut de 1911 à 1915.

(15) Jacques Julliard, ouvrage cité, p. 173.

(16) Cité par Anne Steiner, ouvrage cité, p. 53.

(17) Anne Steiner, ouvrage cité, p. 56.

(18) Anne Steiner, ouvrage cité, p. 53.



La tombe de Pierre Le Foll.

Le 4 juin 1908, une foule de 10 000 à 15 000 personnes, drapeau rouge en tête et chantant *L'Internationale*, accompagne le cercueil de Pierre Le Foll au cimetière de Villeneuve-le-Roi.

Par souscription populaire organisée par le syndicat des terrassiers, un monument à la mémoire de Pierre Le Foll et d'Emile Geobellina est construit sur la tombe de Pierre Le Foll et inauguré le 26 septembre 1909 en présence de Raymond Péricat, dirigeant de la Fédération CGT du bâtiment.

Le monument est inscrit à l'inventaire général du patrimoine national. Le nom de Pierre Le Foll a été donné à l'une des principales avenues de Villeneuve-le-Roi par laquelle on rejoint le pont qui mène à Villeneuve-Saint-Georges.

En 2008, une souscription à l'initiative de l'union locale CGT du Val d'Yerres a permis de récolter les fonds pour la restauration du monument.

**La guerre civile
et le décret
sur les otages**
Marc Teulin

La guerre civile et les otages

Après avoir décidé pour encadrer l'Armée rouge en formation de faire appel aux officiers de l'ancienne armée tsariste et de les encadrer par des commissaires politiques, Trotsky, par un décret du 30 septembre 1918, recommande, pour combattre les trahisons de prendre en otage des membres de la famille des officiers ralliés. Ce décret a fait couler beaucoup d'encre dans les écrits hostiles aux bolcheviks. Les officiers tsaristes ralliés aux Rouges, lorsqu'ils seront capturés, affirmeront en général, pour éviter d'être fusillés, qu'ils ont été contraints de rejoindre les Rouges pour préserver la vie de membres de leur famille (femme, fils, fille, père ou mère) retenus en otages.

Or ce décret, quoique menaçant, n'est guère qu'un effet d'annonce destiné à effrayer les candidats au passage chez les Blancs mais, malgré les affirmations des officiers capturés par ces derniers, il n'est suivi d'aucune mesure réelle, d'aucun enregistrement systématique des officiers ni d'aucune prise d'otage sauf dans quelques cas individuels assez rares.

L'exemple du général Makhrov...

Ainsi, lorsque le général P. Makhrov, resté inactif pendant de longs mois, décide de rejoindre les Blancs, il laisse à Poltava sa femme et sa fille. Lorsque l'Armée rouge prend la ville, la Tcheka perquisitionne la maison de Makhrov, sans beaucoup de courtoisie certes, mais laisse sa femme et sa fille tranquilles. Le choix public de Makhrov n'a aucune conséquence pour son propre frère qui sert dans l'Armée rouge, en se justifiant par ailleurs

auprès de lui par la peur qu'il aurait de la répression.

... et celui de la femme du général Kappel...

Le cas d'Olga Strolman, la femme de Kappel, l'un des généraux blancs les plus célèbres, celui qui, en août 1918, a été à deux doigts de prendre Sviajsk, Trotsky et son état-major, illustre le laxisme avec lequel le décret est appliqué ; pendant que son mari, au service de l'amiral Koltchak, parcourt la Sibérie à la tête de son détachement et inflige quelques lourdes défaites aux Rouges, elle vit à Perm sous son nom de jeune fille sans que jamais personne ne vérifie son identité réelle. Du début 1918 à mai 1919, elle travaille comme dactylo à l'état-major de la troisième Armée rouge. Un jour, remplissant un formulaire, elle indique le nom de son mari. Elle est aussitôt licenciée... puis trouve du travail au commissariat aux Finances ; elle est sans doute dénoncée, car, deux mois plus tard, en mai, la Tcheka l'arrête et l'interne comme otage à la prison de Boutyrka. Mais otage pour quoi ? Aucune tentative n'est apparemment faite de convaincre Kappel que sa femme est en danger. Certes, une légende court dans l'émigration affirmant que Kappel, invité à « adoucir ses coups contre les Rouges » (sic ! « adoucir » seulement !) pour obtenir la libération de son épouse, répondit fièrement : « Fusillez donc ma femme, car elle, comme moi, considère que la plus grande récompense que Dieu puisse nous donner sur terre est de mourir pour la patrie. Je continuerai à vous frapper

(1) *Kappel i Kappelevetsy*, Moscou 2007, p. 112.

comme je vous ai frappé jusqu'alors » (1). La posture est ici trop évidente pour que l'on puisse ajouter foi à ce récit héroïque, que l'historien A. Ganine juge à bon droit « *extrêmement douteux* » (2). La légende se retourne d'ailleurs contre ses fabricants, car Kappel continua à combattre les Rouges à la tête d'une des rares troupes d'élite de l'armée blanche sans que sa femme en souffre.

Olga Strolman-Kappel est, en effet, libérée quatre ou dix mois, selon les versions, après son arrestation. Au lendemain de la mort de Kappel, l'un des dirigeants de la Tcheka, Menjinski, lui propose de retravailler au commissariat aux Finances à condition qu'elle divorce de son défunt mari, dont le nom, célèbre, serait évidemment bien gênant pour travailler dans une institution gouvernementale soviétique. Elle le fait.

... et celui de la baronne Wrangel

Exemple aussi (voire plus) éclairant : tout au long de la guerre civile, la baronne M. Wrangel, la mère du baron Wrangel, le chef blanc sans doute le plus détesté des Rouges parce que le plus dangereux, a vécu à Petrograd, qui bouillonnait de cercles conspiratifs blancs, de 1918 à 1920. Elle écrira plus tard : « *Malgré toutes les horreurs de la vie, et la situation personnelle particulièrement délicate, j'ai survécu par miracle* » (3). Miracle peut-être, mais dans cette ville dirigée par Zinoviev et bouillonnante de complots contre-révolutionnaires, la baronne Wrangel ne pouvait guère passer inaperçue. La jugeant parfaitement inoffensive, l'administration de Zinoviev a fermé les yeux sans chercher à l'utiliser comme otage.

Les chefs blancs ne croyaient d'ailleurs guère à l'application réelle du système des otages. Ils n'ont jamais mené la moindre campagne de presse pour le dénoncer tout au long de la guerre civile ; et surtout, ils ont fusillé des centaines d'officiers rouges capturés qui tentaient de se défendre en avançant cet argument. Les Koltchak, Denikine, Wrangel et autres ne voyaient là qu'un camouflage et un faux prétexte et envoyaient souvent le rallié au poteau d'exécution.

Le vrai facteur du ralliement

Denikine met l'accent sur un autre point : « *Le pouvoir soviétique peut, écrit-il, s'enorgueillir de l'art avec lequel il a subjugué la volonté et la pensée du corps des généraux et des officiers russe, en les transformant en instrument involontaire, mais soumis, de son renforcement. En acceptant la pratique bolchevique, ces gens restaient, comme auparavant étrangers à l'idéologie bolchevique* » (4). Denikine est clair : « *En acceptant la pratique bolchevique* », écrit-il et non « en subissant par peur... ».

Une conjugaison efficace

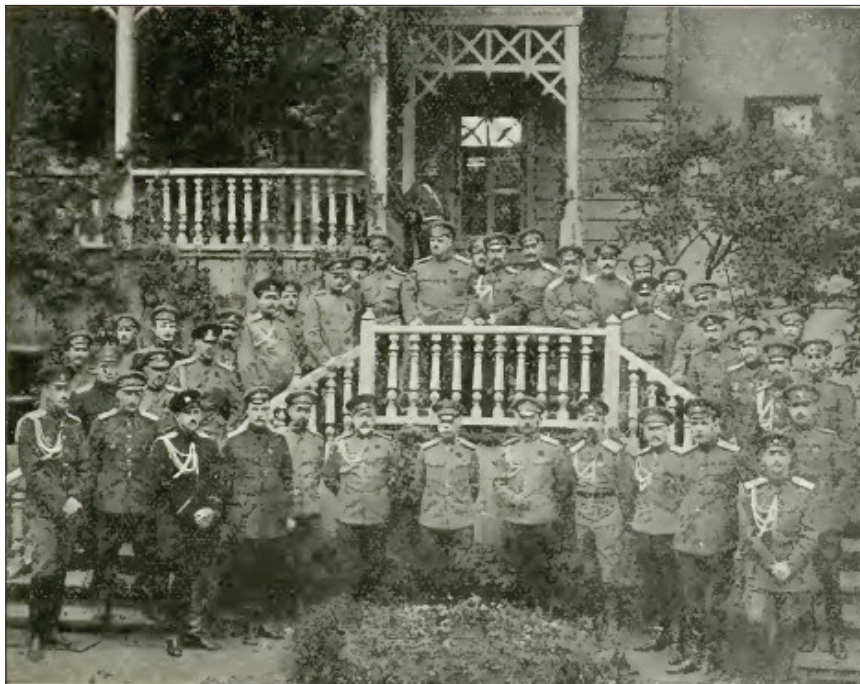
Les bolcheviks ont en effet réussi à conjuguer l'internationalisme – étranger à ces généraux et officiers – et l'appel à la défense de « la patrie socialiste » menacée, entre autres, par une intervention étrangère qui mêlera les légionnaires tchécoslovaques, les Allemands, les Anglais, les Français, les Polonais, les Turcs, les Japonais, les Américains et même les Grecs, désireux de combattre les ennemis de l'Église orthodoxe, et quelques bataillons italiens. Certes, en dehors des Polonais et de l'occupation de l'Ukraine par les puissances centrales de mars à novembre 1918, leur action proprement militaire a été réduite, étant donné le bouillonnement révolutionnaire qui soulevait la plupart de ces pays ; mais leur intervention politique, leur ingérence et leur soutien matériel ont été très lourds. Le rejet de l'intervention étrangère a gagné aux bolcheviks le soutien d'une partie des cadres de l'ancienne armée tsariste. Le décret sur les otages n'a joué dans ce ralliement qu'un rôle tout à fait mineur et n'a pas empêché quelques centaines d'officiers tsaristes (sur 35 000 !) ralliés ou infiltrés dans l'Armée rouge de trahir au bon moment... pour les Blancs.

Marc Teulin

(2) A. Ganin, *Mozg armii*, Moscou 2013, p. 198.

(3) *Arkhiv rousskoï revolioutsii*, Berlin 1922, tome 4, p. 198.

(4) *Voprossy istorii*, 1992, n° 11-12, p. 121.



Le Grand Quartier Général.



Trotsky et l'Armée rouge.

La débâcle de l'armée de Koltchak

vue par Edwin Dwinger



Fusiliers lettons pendant la guerre civile russe.

Présentation

Edwin Dwinger, officier allemand pendant la Première Guerre mondiale, blessé, est fait prisonnier par l'armée russe en 1915 ; il est interné dans le camp de prisonniers de guerre de Totzkoie où, sous le règne de la famine imposé par l'administration russe, les prisonniers meurent par milliers de faim et du typhus. Libéré par la capitulation allemande en novembre 1918, Dwinger erre en Sibérie avec une poignée de ses camarades entre les Blancs et les Rouges. Contraint de s'engager, il choisit les Blancs par hasard et sans conviction et participe aux combats que livre l'armée de l'amiral blanc Koltchak et à sa débâcle qu'il raconte dans son livre *Entre les Rouges et les Blancs*.

Il connaîtra plus tard une carrière à la fois réussie... et (pour le moins !) peu honorable ! Romancier très populaire en Allemagne entre les deux guerres, au lendemain de l'invasion de la Pologne le 1^{er} septembre 1939, il publie un roman diffusé par la propagande nazie sur le massacre, au troisième jour de la guerre, par la vaillante armée polonaise, de quatre à cinq mille fermiers Volksdeutsche installés depuis une éternité en Pologne et plus aisés à combattre que les régiments de la Wehrmacht. Son roman utilise ce massacre du 3 septembre pour justifier l'invasion de la Pologne... deux jours plus tôt.

Lorsque Berlin prépare l'invasion de l'URSS, le chef nazi Himmler lui propose d'entrer dans la SS et le romancier Dwinger devient Obersturmbanführer SS ; il accompagne l'armée allemande dans sa marche sanglante en Union soviétique, mais réussit apparemment à se parer du rôle de commentateur apologétique du régime. Au lendemain de la guerre en tout cas, les tribunaux de dénazification lui attribueront une résistance imaginaire – surtout intérieure, donc très difficilement mesurable ! – qu'il aurait même poussée jusqu'à la limite – très étriquée – du possible. Il poursuivra une carrière d'écrivain jusqu'à sa mort en 1981. Sa carrière ultérieure n'entache pas son témoignage dénué de tout parti pris idéologique sur la guerre civile.

Dans son livre il évoque divers personnages de son entourage (Vereniki, Petrov, Kostia) qui l'accompagnent, mais ne jouent pas de rôle particulier.

Les extraits que nous avons choisis de son livre nous montrent :

- un sous-officier de l'armée tsariste rallié par conviction à l'Armée rouge et étranglé pour cela par deux cosaques à la fin de son interrogatoire (extrait n° 1) ;
- une ouvrière communiste fusillée pour avoir collé des tracts (extrait n° 2) ;
- un officier tsariste rallié aux Rouges et fusillé (extrait n° 3) ;
- un train de prisonniers rouges transformé en train de la mort (extrait n° 4) ;
- une évocation des destructions monstrueuses commises par l'armée blanche lors de sa retraite vers Vladivostok (extrait n° 5).

La débâcle de l'armée de Koltchak

vue par Edwin Dwinger

Extrait n° 1

« Le capitalisme, c'est la moisissure dont souffre toute la terre »

Vers dix heures, Ilia arrive à cheval, son visage de fille voilé de tristesse. Il amène un prisonnier, et me dit :

– Vereniki m'envoie. C'est Kostia qui a pris celui-là... un homme intelligent. Nous avons causé en route. Dommage pour lui... Mais il faut que je retourne là-bas, en avant... Adieu, Benjamin !

Je fais entrer le prisonnier dans l'enceinte des voitures. Je le fais asseoir près de moi, dans un endroit où on ne pourra épier nos propos. C'est un homme jeune, avec un fort menton et un grand front. Il regarde sans cesse vers les collines, d'où vient le bruit des coups de feu qui claquent comme des coups de fouet. Un filet de sang coule sur son bras blessé d'une balle. Il porte un insigne de grade, rouge. Ses yeux intelligents ont l'expression de ceux qui savent ce que va être leur fin.

Il refuse poliment la cigarette que je lui offre. « Tu peux la prendre, lui dis-je. Je ne te demanderai rien en échange. » Il a une ombre de sourire, prend la cigarette et fume. « Quel est ton grade ?

– Chef de compagnie, dit-il brièvement, mais non impoliment.

– Officier ?

– Non. Adjudant, *starschi*.

– Tu étais au service ?

– Oui, sous-officier, du temps du tsar, promu en campagne.

– Mais comment as-tu pu devenir bolchevik ?

– Vous le demandez ? fait-il doucement avec une moue qui abaisse les coins

de sa bouche. C'est vrai, vous devez le demander... vous ne savez rien de notre vie... Je suis né dans une baraque, dans un pays minier... Mon père travaillait, ma mère enfantait... A treize ans, je commençai à pousser les wagonnets de minerai, les petits wagonnets si lourds... du matin au soir... Pour se distraire, rien que les filles et la vodka... Je ne voyais jamais de fleurs, jamais un arbre... Rien que du charbon, des puits, des chariots... Quand la sirène nous réveillait, il faisait nuit, et quand nous remontions, c'était encore la nuit... Le dimanche, je dormais de fatigue.

– Je te comprends, dis-je après un long silence. Mais – et je lui demande cela comme si je cherchais désespérément à trouver en son droit un point faible – pourquoi fermez-vous les églises ? Pourquoi persécutez-vous les prêtres ? Pourquoi vous moquez-vous de la religion ?

– Si nous les laissions subsister, nous n'arriverions jamais à notre but ! Pourquoi sont-ils souverains par la grâce de Dieu ? Ainsi, ils ont voulu se rendre inattaquables. Mais nous les Rouges, notre devoir est d'abolir la promesse de l'au-delà. Nous sommes des hommes – et des Russes : quand nous les Russes, nous croirons tous que cette terre est tout et l'au-delà rien, c'est alors seulement que nous nous soulèverons tous pour obtenir déjà en ce monde tout ce qu'il est possible d'obtenir.

Je me sens « coincé », et j'ai quelque embarras à demander :

– Mais pourquoi détruire sans exception ? Il y a bien...

– Non, interrompt-il, il n'y a rien ! Il faut détruire la maison moisie, et en construire une nouvelle. Le capitalisme, c'est la moisissure dont souffre toute la

terre. D'ailleurs, Kerenski a laissé à la bourgeoisie assez de temps pour se corriger. Elle ne l'a pas fait. Alors...

– Mais une cause qui ne peut réussir que par la terre...

– Quand un homme est enchaîné dans la poussière – dit-il d'abord avec un rire qui montre les dents, et ensuite en s'exaltant peu à peu –, quand il supplie : donnez-moi de la liberté, un tout petit peu plus de liberté, un tout petit peu de liberté et de nourriture, et quand on ne lui répond que par des moqueries et par de nouvelles rigueurs, est-ce un miracle que soudain, il tende les muscles à rompre ses chaînes, et qu'il voie tout en rouge ?

Vereniki l'a fait étrangler par deux Cosaques, il y a une heure. Ses derniers mots ont été : « Vous pouvez me faire taire, mais vous n'arrêterez pas la révolution ! Car pour remplacer l'homme que je suis, mille se lèveront, qui vous feront ce que vous me faites. L'avènement de l'humanité est proche... »

Je n'ai pas fermé l'œil cette nuit. Je le voyais toujours devant moi. Je l'entendais parler. A-t-il raison ? A-t-il tort ?

Dommage pour lui, a dit Ilia.

Notre contre-offensive a échoué. Toute l'armée reflue dans la direction de Pétropavlosk. L'Ichim est notre prochain retranchement. Après ce sera l'Irtych, et Omsk.

Les semaines du Tobol nous ont coûté vingt mille hommes. Encore une fois, beaucoup d'officiers ont été tués par leurs soldats, et de ce fait, nos pertes sont importantes. Comme il n'est pas arrivé la moindre réserve, le front s'émiette, et chaque formation bat en retraite sans s'inquiéter des autres.

– Nous ne sommes plus des soldats, disait hier Seydlitz. Seulement une soldatesque.

Extrait n° 2

Une ouvrière communiste (fusillée...)

Hier, Pétrov a ramené une communiste qu'il a surprise en train de coller des affiches de propagande. Ce serait une ouvrière du centre d'insurrection de Minusink, une femme forte et intelligente, résignée à son sort avec un fanatisme presque religieux.

J'étais là quand Pétrov l'amena, les mains liées en travers de la selle. Quand il nous rejoignit, il la jeta par terre, si violemment que pendant une seconde, elle eut la tête en bas et que ses jupes se retroussèrent. Les six Cosaques qui accompagnaient l'*essaoul* éclatèrent en rires grossiers.

Vereniki écouta impassiblement le rapport de Pétrov. Sans mot dire, il mit dans la poche intérieure de sa *tcherkessa* le corps du délit, l'affiche qui disait : « Ne donnez rien à manger aux chiens blancs, assommez-les quand ils viendront réquisitionner, brûlez vos fourrages plutôt que de les leur donner. Joignez-vous aux groupes de partisans pour anéantir tous les Blancs ».

– Une enragée, Votre Grâce, ricane Pétrov. Me permettez-vous d'écraser cette punaise ?... Il a des yeux de loup, et son visage grossier est effrayant, Kostia, qui est près de lui, a la mine impitoyable.

Vereniki incline la tête d'un air absent, et se hâte de pousser son cheval. (...)

Extrait n° 3

« Ces massacres ne finiront donc jamais »

L'interrogatoire du prisonnier fut fait sur le lieu du combat. « Ça vaut mieux, gronda fiévreusement Pétrov. A quoi bon le trimballer ? »

Le chef rouge gît sur un traîneau, au milieu de notre cercle. On voit ses os sous sa peau brune, et même sans conseil de guerre, il n'aurait plus longtemps à vivre. Cependant, il n'y a rien de guerrier en lui, malgré son assurance calme et fière. Je ne suis pas le seul à qui il fasse grande impression. « Si les Rouges ont beaucoup de gens de cette trempe, on peut les envier, » dit tout bas Recke.

Les questions commencent. Vereniki demande avec bienveillance :

– Recruté de force ?

– Non, dit l'homme en poussant le mot entre ses dents.

– Ancien officier ?

– Oui.

– Comment, s'écrie Pétrov, ancien officier impérial ?

– Taisez-vous, *essaoul* ! dit Vereniki

d'un ton de blâme. Et à l'homme : Pourquoi êtes-vous transfuge ?

– Pour délivrer la Russie !

– C'est aussi ce que nous voulons ! dit Vereniki avec un sourire sombre.

L'autre se dresse, rassemble ses dernières forces :

– Non, vous la vendez ! Vous appelez les étrangers, et à chacun, vous promettez quelque chose... Le pétrole, les mines, les pierres précieuses... Vous empoisonnez le pays avec vos hordes de typhiques... Vous faites sauter toutes les fabriques, tous les ponts... Vous faites un cimetière de chaque ville que vous touchez. Allez mourir dans les steppes ! Pourquoi faire périr toute la Russie avec vous ?

Il tousse, crache du sang, retombe à bout de forces.

Vereniki fait un geste, comme pour effacer tout ce que l'homme vient de dire. Et il demande :

– Pourquoi vous servez-vous de balles dum-dum ?

– Nous n'en employons pas. Nous devons couler nous-mêmes nos balles de plomb. Dans les forêts, il n'y a pas de fabriques de munitions. Dites à vos Anglais de nous fournir des balles en acier, pour que nous autres partisans, nous ne fabriquions pas de balles de plomb.

Vereniki mâche sa moustache.

– Pourquoi êtes-vous si cruel avec tous ceux qui sympathisent avec nous !

– Pour que toute la bourgeoisie ait peur et s'en aille avec vous, en gênant vos mouvements et en vous réduisant à l'impuissance.

– Et pour que tout périsse, pas vrai ? Hurlé Pétrov.

– Oui, fait le Rouge, presque souriant.

– Ça suffit ! conclut Vereniki en s'en allant rapidement.

Je vois encore que Pétrov se précipite sur le Rouge. Je me bouche les oreilles, je tourne les talons... Ces massacres ne finiront donc jamais ?

Extrait n°4

Le train de la mort

Depuis quelque temps, nous faisons les garde-voies. Nulle part, la population

n'est sûre. Il se produit des sabotages même dans les secteurs de l'avant. Mais par comparaison avec notre service précédent, nous menons une vie de paresseux. Dodanov est ravi. Seul, Kostia ne cesse de jurer.

Ce matin, en faisant le contrôle de notre petite gare, j'ai découvert une chose horrible. Un train venait d'arriver, et je flânais le long des wagons. Arrivé au dernier, j'entendis un faible gémissement. Je mis l'oreille contre la paroi. Je ne m'étais pas trompé. C'était bien un gémissement sourd, mais semblant venir de plusieurs bouches.

J'allais immédiatement chercher Vereniki. Nous fîmes descendre le chef de train de sa logette.

– Qu'y a-t-il dans le dernier wagon ? demanda rudement Vereniki.

– Dans le dernier wagon ? Attendez, répondit l'autre en feuilletant ses papiers. Ah ! des prisonniers pour Vladivostok.

– En wagon plombé ? Pas possible ! Accompagnez-moi.

– Nous retournâmes au wagon. Vereniki écouta longtemps. « Entendez-vous ? » demanda-t-il enfin.

Le chef de train, tout pâle, fit oui de la tête.

– Ouvrez !

– Je n'ai pas de clef. Le convoyeur militaire...

– Où est-il ?

Le chef de train fait plusieurs appels. Un officier de haute taille arrive. Il a un museau de martre. Il hurle :

– Que voulez-vous ? Allez au diable !

– Vous êtes le convoyeur militaire de ce wagon ? demande Vereniki de sa voix d'orgue.

– Oui ! Et personne n'a...

– Je vous arrête ! Enlève-lui son revolver, Benjamin ! dit tranquillement Vereniki.

L'autre est si surpris qu'il me laisse faire. Des soldats et des cheminots se sont attroupés autour de nous.

– Quelqu'un connaît-il cet officier ? demande Vereniki.

Un cheminot salue :

– Il passe souvent par ici. Il fait partie du service de contre-espionnage.

– Et pourquoi vient-il par ici ?

– Il conduit les suspects envoyés en déportation, dit-il à demi-voix. Habituellement, il les fait rouler en wagons à bestiaux jusqu'à ce qu'ils meurent.

Vereniki se raidit. « Conduisez-le au poste de police ! » dit-il enfin. Et, se tournant vers le chef de train : « Faites mettre le wagon sur une voie isolée. Barrez-en strictement les accès. »

On emmène l'officier. Une locomotive conduit sur une vieille voie de garage le wagon, autour duquel nos Cosaques forment une haie impénétrable. « Ouvrez ! » fait Vereniki, la voix enrouée.

Le wagon contenait quarante personnes. Trente-trois étaient déjà mortes de faim et de soif. Les survivants, semblables à des fantômes, à de grandes araignées, sortirent en rampant et en s'aidant de leurs mains amaigries. Une jeune paysanne, prise d'un rire de folle, tenait contre sa poitrine un petit corps d'enfant déjà à moitié décomposé. Tous avaient une peau verdâtre, tachée, moisie.

Un des Cosaques de la garde, bien connu comme brute et tueur de bolcheviks, se mit à crier à tue-tête. Un autre tomba à genoux, et commença à prier à haute voix. Presque tous ceux qui entouraient le wagon pleuraient. (...)

Extrait n° 5

Une destruction monstrueuse

Et je pense à tous les wagons démolis que j'ai vus à côté de la voie, depuis Omsk jusqu'à Taïga ; ce n'étaient plus que des squelettes de fer, dont on avait arraché le bois pour alimenter, pendant la nuit, les feux de bivouac. Plus de maisons non plus sur le parcours de la ligne longue de plusieurs centaines de kilomètres. Tout a été brûlé par la foule des fuyards, afin de traverser les nuits sans être gelés et de lutter contre le froid, chaque jour, chaque heure plus mordant pour nos corps mal nourris.

Ainsi, notre marche n'est pas seulement celle de la mort ; c'est encore celle d'une destruction aussi impitoyable que l'œuvre des Vandales. Depuis Kourgan, on a rendu inutilisables toutes les fabriques, tous les dépôts de chemin de fer, tous les ateliers de réparations. A Petropavlosk,

à Omsk, à Novonikolaïevsk, rien n'est resté entier de ce qui aurait pu servir aux Rouges : signaux, cabines d'aiguillage, postes de garde-voie, gares. De l'Oural à Taïga, nous avons fait sauter vingt-cinq ponts qui semblaient bâtis pour l'éternité.

Quand on voit cette destruction monstrueuse, on a le sentiment amer que le Christ a vécu en vain, et que notre monde est dépourvu de sens. De la culture, tant que toutes ces choses sont possibles ? Non c'est un mensonge.

Mais le plus amer est d'entendre prétendre que tout cela se passe sous les drapeaux où s'inscrit le plus haut idéal, sous des chefs qui montrent à l'humanité la Terre promise !

Dans un désert de sang et de ruines ?... J'aime mieux renoncer à ma part de ce Paradis, tant qu'on n'y pourra parvenir que par cette voie...

Le soir tombe. L'air clair et froid laisse arriver toujours plus nettement le gémissement des malades qui ont soif. Combien peut-il y en avoir ? Est-ce un chœur de plusieurs centaines de mille ?

Si nous poursuivons notre route, c'est la mort pour tous ! dit Iliia. Il est assis à côté de Liouba, le bras sur ses épaules. Elle lève ses yeux grands ouverts vers la voie ferrée, les doigts enfoncés dans ses oreilles.

Cinquante mille morts restèrent à Taïga (...).

Les intertitres sont de la rédaction des Cahiers du mouvement ouvrier



L'amiral Alexandre Vassilievitch Koltchak.

**La lutte
du peuple libyen
contre le fascisme**
Anatoli Egorine

1. La lutte des patriotes libyens sous la direction d'Omar Mokhtar (1923-1931)

En octobre 1922, la dictature fasciste était instaurée en Italie et, dès janvier 1923, un nouveau gouverneur, fasciste cette fois, arrivait en Cyrénaïque, le général Bongiovanni, sommé par Mussolini d'écraser coûte que coûte la résistance de la population arabe (1). A l'arrivée du nouvel émissaire de Rome, les Italiens ne contrôlaient que vingt positions dans la bande côtière, le reste de la province était aux mains des sanussis. Au début mars, Bongiovanni invita Mohammed al-Rid al-Sanussi, qui faisait fonction de chef de la confrérie depuis le départ d'Idris (2), pour exiger la liquidation des camps militaires de Cyrénaïque et se vit opposer un refus. Alors les Italiens lancèrent une attaque sur les camps d'El-Abiar, Taknis, Slont, El-Mitchili et Akrom et arrêtaient tous les sanussis qui s'y trouvaient. De fortes unités militaires firent route vers Adjabia et s'en emparèrent le 21 avril, frappant d'autres localités dans une bande côtière de 40 à 50 kilomètres. Ils détruisaient les maisons, tuaient des habitants, jetaient des bombes sur les caravanes, tentant, comme l'a écrit Evans-Pritchard, de « semer la terreur au cœur de la population pastorale de Cyrénaïque » (3).

Le 24 avril 1923, Bongiovanni déclara que l'Italie dénonçait unilatéralement tous les accords passés avec les sanussis, et le 3 mai l'émir Idris al-Sanussi, qui se trouvait en Égypte, en fut informé. Les combats commencèrent et toutes les tribus nomades de Cyrénaïque y prirent part.

Dans la mesure où il était difficile d'affronter les Italiens dans l'espace ouvert et les oasis du Sahara, le centre de la résistance fut le grand massif de la Montagne verte (le djebel Akhdar). Le mouvement de libération nationale était dirigé par Omar Mokhtar, nazir (inspecteur) sanus-

(1) Evans-Pritchard E. E., *The Sanusi of Cyrenaica*, Oxf., 1949, p. 156.

(2) Idris al-Sanussi, cheikh, un des dirigeants de la confrérie soufie des Sanussi (1890-1983), de son nom complet Sidi Muhammad Idris al-Mahdi al-Sanussi. Par la suite premier roi du royaume uni de Libye. Né le 13 mars 1890 à Jaghboub, en Cyrénaïque orientale, qui était alors sous le pouvoir turc. Petit-fils du fondateur de la confrérie des Sanussi, Muhammad ibn Ali al-Sanussi. En 1917, il devint le quatrième possesseur du titre de « Grand Sanussi » et reconnu d'abord l'autorité de l'Italie. Pendant les années de la « République tripolitaine », Idris manœuvra entre les diverses forces politiques libyennes, accepta finalement d'assurer la direction du pays, s'opposant au régime de Mussolini ; cependant il prit ses distances avec la lutte active et émigra en Égypte, où il établit des liens solides avec l'Angleterre. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il se battit contre les forces de « l'Axe ». En 1947, il devint émir de Cyrénaïque. En 1950, l'Assemblée constituante de nouvel État de Libye proclama Idris roi du pays, et le 24 décembre 1951, il monta sur le trône. Le roi Idris poursuivit une politique intérieure conservatrice. Dans les affaires extérieures, il maintint des rapports amicaux avec les puissances occidentales. Destitué en septembre 1969 par un coup d'État militaire, il trouva refuge en Égypte. Décédé au Caire le 25 mai 1983 (*note de l'auteur*).

(3) *Ibid.*, p. 175.

site (4) d'El-Abiar et Taknis, qui avait déjà combattu les Italiens en 1911-1916.

Il était né en 1862 dans le petit village de Djanzur, situé à 90 kilomètres à l'ouest de Tobrouk et y avait passé sa jeunesse et son adolescence. Il avait 16 ans quand son père, Ahmed al-Gariani al-Chamissi, personnalité religieuse importante de la localité, mourut. En 1879, Omar Mokhtar se rendit à l'oasis Jaghoub, capitale de la confrérie sanussite. Pendant huit ans il y reçut une éducation générale et religieuse. Puis il fut envoyé dans la lointaine oasis de Koufra pour y diriger la *zawie* (*zawiya*) (5) sanussi. C'est là qu'il reçut son baptême du feu, prenant la tête des tribus locales pour lutter contre les colonisateurs français. En 1902, rentré au djebel Akhdar, il fut nommé cheik d'une des *zawies*. En 1911, il participa activement à la lutte contre les Italiens et devint le dirigeant de la résistance sennoussite et nationale. Dès ce moment les Italiens mirent sa tête à prix (6).

Partisan du mouvement sanussite, Omar al-Mukhtar défendait les principes de l'unité, il considérait que la tâche centrale était la lutte contre l'intervention étrangère et qu'elle primait sur les rivalités de clan. Nommé nazir d'El-Abiar et Taknis à une époque où le mouvement sanussite était en déclin, il sentait que le recul du mouvement de libération nationale pour l'indépendance était temporaire et se préparait à de nouveaux combats. A son initiative, de petites unités mobiles, dispersées sur tout le territoire des s vertes, furent constituées et commencèrent à jouer le rôle principal dans la guerre de partisans contre les Italiens. C'était l'époque où les alliés d'hier de l'Entente, s'étant partagé les zones d'influence en Afrique du Nord, renforçaient activement leurs positions. Rome aussi se préparait à porter un coup fatal aux forces patriotiques libyennes. Personne, semblait-il, ne pouvait s'y opposer. Mais il y eut une opposition, c'était l'Union soviétique. Sa voix était isolée, mais ferme, et elle se fit entendre non seulement à Moscou, mais sur l'arène internationale, perçant le mur de l'obstruction politique du monde capitaliste.

Cela se passa à la conférence de Lausanne qui se tint en Suisse du 24 novembre

1922 au 24 juillet 1923 sur les questions du Proche-Orient. Pour la première fois depuis la révolution d'Octobre, une délégation soviétique y participait. Elle avait déclaré qu'elle entendait défendre les principes du droit des peuples à l'autodétermination (7) et sévèrement critiqué les articles du traité de Sèvres qui assurait la domination de l'Italie sur la Libye et de l'Angleterre et de la France sur les autres anciennes possessions de l'Empire ottoman, ce qui contraignit finalement les puissances occidentales à retirer du traité de Lausanne les formules de reconnaissance formelle des protectorats en Afrique du Nord (8).

Ce qui fit une forte impression sur Omar Mokhtar, lui donnant la certitude que ses compatriotes allaient reprendre espoir et continuer la lutte pour leur juste cause. Et bien qu'après le départ d'Idris al-Sanussi il n'ait pas été nommé à sa place, il eut l'audace de prendre la tête du mouvement national pour l'in-

(4) Les Sanussi (senussites), appellation courante de la confrérie Sanusiyya. Fondée à La Mecque en 1837, comme confrérie religieuse soufie par l'algérien Sidi Muhammad al-Sanussi al-Idrissi ; vers 1843, al-Sanussi s'éloigna dans le désert de Cyrénaïque. Sous son fils et son petit-fils, le mouvement s'étendit en Libye ; vers 1884, il y avait déjà une centaine de « *zawiya* » dans toute l'Afrique du Nord et au-delà. Les sanussi, opposés tant aux Turcs qu'aux colonisateurs européens, jouèrent un important rôle politique pendant les deux guerres mondiales, dans la lutte anticoloniale en Libye et dans les pays voisins. De 1902 à 1913, la confrérie se battit contre l'expansion française au Sahara et contre la colonisation italienne de la Libye qui avait commencé en 1911. Au XX^e siècle, le mouvement est devenu de plus en plus actif, intervenant, pendant la Seconde Guerre mondiale, contre la présence italienne en Libye. Quand, en 1951, la Libye accéda à l'indépendance, le chef de la confrérie, Idris I^{er}, devint le premier roi du pays. En 1969, le roi Idris I^{er} fut renversé par un coup d'État militaire, dirigé par le colonel Mouammar al-Kadhafi (*note de l'auteur*).

(5) Centre politique et économique de la confrérie (NDT).

(6) Tobrouk-Madina at-Taarikh val djihad Tobrouk 1976, pp. 25-26.

(7) Documents de politique extérieure de l'URSS, t. V M. 1961 N 108.

(8) Chedov A., Roumiantsev V. Relations soviéto-libyennes M. 1986, p. 24.

dépendance, sans aucune sanction écrite de la part de l'émir, bien que certains historiens occidentaux (par exemple M. Khadduri) aient tenté ensuite d'affirmer qu'il avait bien reçu une telle sanction d'Idris (9).

La tactique de la terre brûlée

En réponse à la tactique de la terre brûlée mise en œuvre par le commandement fasciste italien et aux exactions bestiales contre la population, Omar Mokhtar appela à la lutte toute la population de Cyrénaïque, à la résistance populaire et à la vengeance, œil pour œil, dent pour dent. Les Italiens contrôlaient la plus grande partie de la Cyrénaïque, mais la Montagne verte continuait à leur donner du fil à retordre. Les patriotes y étaient les maîtres, avec un chef courageux et audacieux. Il planifiait et coordonnait les opérations, remplissait les fonctions administratives, levait même les impôts pour financer l'achat d'armes et de provisions dans l'Égypte voisine. Il avait placé à la tête de détachements de 300 hommes au plus des chefs connus du peuple et qui étaient insaisissables. Les Italiens, qui avaient encerclé tout le massif, décidèrent de resserrer lentement le cercle et de bombarder systématiquement tous les lieux habités. Quand ils s'étaient emparés d'une localité, ils y faisaient régner un ordre draconien, mais les Libyens restaient insoumis et la guerre traînait en longueur. Ce n'est qu'à la fin 1924 que les Italiens établirent leur contrôle sur les pentes est de la Montagne verte. En avril 1925, ils commencèrent à progresser à l'intérieur du djebel Akhdar en direction du sud de Benghazi, mais les succès militaires étaient infimes et Rome devait envoyer sans cesse de nouveaux renforts. De la part de l'Italie, qui avait signé le traité de Lausanne le 24 juillet 1923, c'était du pur banditisme, elle foulait aux pieds tous les droits internationaux, ce que dénonçait alors implacablement l'Union soviétique. « *Le fascisme est le moyen d'assurer une dictature ouverte de type militaire, un pouvoir fort indispensable au capital pour surmonter sa crise économique et sociale* », écrivait la *Pravda* le 4 novembre 1922.

L'isolement des tribus insoumises

Omar Mokhtar et les détachements de partisans qu'il dirigeait, composés essentiellement de bédouins patriotes illettrés, avait du mal, bien sûr, à affronter une armée européenne disposant de l'armement le plus moderne, y compris les avions et les tanks. Les fascistes construisirent une série de places fortes autour de la Montagne verte, organisaient des patrouilles sur les chemins de Cyrénaïque, coupaient les voies d'approvisionnement des patriotes. Le plan de conquête de l'oasis Jaghboub, berceau des sanussis, participait à l'opération d'isolement des tribus insoumises du djebel Akhdar, comme l'entendait le nouveau gouverneur Mombelli qui avait succédé à Bongiovanni en 1924. Le 6 décembre 1925, un accord signé avec l'Égypte remettait Jaghboub à l'Italie, modifiant le traité signé entre Rome et Londres en 1921. Du côté italien, c'était un acte d'usurpation destiné, d'une part, à dompter la résistance de la direction sanussi, et de l'autre à bloquer la voie des caravanes pour « *poignarder dans le dos les insurgés libyens* », comme l'écrira plus tard l'historien égyptien M. al-Chaniti (10). La perte de l'oasis desservait les intérêts de l'Égypte, mais cela n'intéressait pas Londres qui était le maître sur les rives du Nil et était déjà, à l'époque, de connivence avec les fascistes italiens.

Mombelli commença les préparatifs de l'assaut de Jaghboub, et le général Terucci, qui le remplaça à la fin de 1926, y envoya 2 500 soldats, 8 pelotons de voitures blindées et 12 avions pour passer à l'exécution du plan (11). Le 5 février, un avion italien lâcha sur Jaghboub des tracts appelant la population à se rendre, avec la promesse de protéger les « lieux saints » sanussi. Le 6 février, les troupes d'occupation entrèrent dans l'oasis sans rencontrer de résis-

(9) Khadduri M. *Modern Libya. A study of political development* Baltimore, 1963 p. 24

(10) Al-Chaniti Mahmud Kadyia *Libya* le Caire 1951, *Problèmes de Libye* (en arabe), p. 106.

(11) Wright J. *Libya* L. 1969 p. 156.

tance, jouèrent la farce de la montée des couleurs du drapeau italien en présence de quelques chefs sanussi qui collaboraient avec les autorités coloniales (12). Puis les colonnes mécanisées italiennes se mirent en marche pour s'emparer de l'oued de Koufra, principale artère alimentant les partisans du djebel Akhtar par le sud-ouest. Mais là, ils se heurtèrent à une résistance assez bien organisée et ce n'est qu'après quatre-vingts jours de combats acharnés (vers l'été 1927) qu'ils réussirent à occuper la région, repoussant les partisans vers le sud. Dans le même temps, le commandement italien avait établi son contrôle sur la route Benghazi-Derna, ce qui facilitait grandement l'approvisionnement des troupes qui combattaient Omar Mokhtar dans le centre de la Montagne verte.

Le siège du djebel al-Akhdar, la perte de Jaghboub et Koufra, qui fournissaient les insurgés, aggrava sensiblement leur situation. Dans la seule période d'avril à septembre 1927, ils avaient perdu un millier d'hommes (13). De mai à février 1927, au cours de battues et d'opérations policières, les Italiens saisirent 37 755 armes à feu chez la population locale (14). Pourtant, à Rome, on ne se hâta pas de chanter victoire, car Omar Mokhtar continuait la lutte, portant des coups plus rares, mais sensibles, ce qui signifiait pour la population que la résistance n'était pas brisée. Les troupes italiennes eurent alors tendance à établir leur contrôle sur l'ensemble de la Libye, laissant pour l'instant isolée la région où se trouvait Omar Mokhtar. Luttant contre la résistance dans le nord du pays, les occupants avaient déjà tenté auparavant de s'enfoncer le plus possible dans le sud. En Tripolitaine, vers 1924, ils atteignirent le 31^e parallèle, sans presque rencontrer de résistance organisée, et les contre-attaques de quelques tribus isolées furent réprimées avec férocité, au point de recourir aux armes chimiques et aux gaz asphyxiants (15). En Cyrénaïque, le but essentiel des envahisseurs était de contrôler la bande côtière jouxtant la Montagne verte pour isoler complètement Omar Mokhtar. En même temps ils tentaient de dominer complètement le sud du pays bien qu'il ne leur causât guère d'inquiétude.

Une opération pour écraser toute résistance

A l'automne 1927, l'initiative militaire était entièrement aux mains des Italiens. Ils planifièrent une opération pour écraser toute résistance dans les régions occidentales de la Tripolitaine, dans celle de la Syrte, en frappant le long de la mer pour isoler les oasis d'El-Djofr et de Gialo. Le plan fut mis à exécution à partir de janvier 1928. Une colonne partit de Buerat-el-Khsun (à 80 kilomètres au sud de Syrte), une autre d'Adjabia. Il n'y avait personne pour s'opposer aux Italiens, car Mohammed al-Rid, qui remplaçait Idris al-Sanussi, s'était d'abord enfui du camp de Gialo, puis s'était constitué prisonnier à Adjabia (16). Son fils s'était enfui plus loin encore, dans l'oasis de Koufra, d'où il envoya des émissaires avec des lettres aux Italiens pour implorer leur clémence. Comme l'écrivit Evans-Pritchard, le père et le fils, qui prétendaient au trône sanussite, n'avaient même pas la fierté bédouine coutumière, sans parler du fait qu'ils abandonnaient à leur sort les populations placées sous leur protection (17). Le 13 janvier 1928, les troupes italiennes prenaient possession de Ras-Lanuf, non sans recourir aux avions et aux voitures blindées contre la défense libyenne et réduisaient les habitations en cendres. En février, ils occupèrent les oasis d'el-Djofr et Gialo, encerclant ainsi les régions agitées de Syrte, et continuèrent vers les oasis de Tazerbo et Koufra. En 1928, en cinq mois, ils occupèrent un territoire de 150 000 km² (18), mais cela ne signifie pas qu'ils en fussent absolument maîtres.

Les bédouins, bien que dispersés, combattaient les occupants avec le cou-

(12) Al-Chaniti Mahmud Kadyia Libya, le Caire 1951 p. 106.

(13) Wright J. Libya L. 1969 p. 157.

(14) Prochine N. I. *Histoire de Libye*. Fin du XIX^e s. 1969 M. 1975 p. 160.

(15) Wright J. Libya L. 1969, p. 158.

(16) Taarih Libya mounzou aldam al-Assour... p. 151

(17) Prochine N. I. *Histoire de Libye*, p. 161.

(18) Taarih Libya mounzou aldam al-Assour p. 151

rage du désespoir. Même dans la région de Syrte où les Italiens avaient établi huit bases militaires (19), les patriotes montaient d'audacieuses opérations. Ainsi, le 25 février 1928, près de Magrifet (à 100 kilomètres au Sud de Zell), ils attaquèrent une colonne d'occupants où se trouvait le commandant en chef du corps expéditionnaire, le général Graziani. Le combat dura sept heures. Les Libyens perdirent 250 hommes (20) mais infligèrent des pertes sensibles aux agresseurs. Après cela, Graziani n'entreprit plus de « promenades » aussi risquées, bien qu'il continuât à envoyer ses rapports à Rome sur « le triomphe total de l'armée italienne en Libye », pour la plus grande joie des dirigeants fascistes (21).

Cependant, les patriotes des régions côtières n'étaient pas les seuls à mener une active guerre de partisans ; il en était de même dans les régions éloignées de Tripolitaine et de Cyrénaïque, en particulier dans les oasis de Tazerbo et Koufra, au sud de Guibna et Hamad-el-Hamra, dans l'oued El-Shati et aussi à Ghat, Toummo et Mourzouk (22). Les Italiens durent renoncer à l'envoi de colonnes pour s'emparer de localités ou d'oasis (elles étaient souvent la cible d'attaques bédouines) et ils ouvrirent le « front du Sahara », une ligne qui s'étendait à l'ouest et à l'est de Guadamès (occupé dès 1923) en passant par Sohna, Aoujila jusqu'à Jaghboub. Bien sûr, les tribus bédouines auraient pu faire mieux si elles avaient été unies. C'est ce que tentèrent d'obtenir notamment Seïf al-Nasr de l'oued El-Shati, d'où il voulait organiser, avec les chefs des tribus locales, une contre-offensive pour libérer le djebel Nefus. Mais il n'avait ni aide ni armes à attendre de personne, il fallait du temps pour s'organiser et il fût bientôt trop tard. Au cours des années 1928-1929, les Italiens avaient établi en Tripolitaine du Sud une série de zones fortifiées, ils y envoyaient des renforts, des avions, des blindés, bloquaient les routes des caravanes, dans les régions désertiques empoisonnaient les puits, désarmaient les tribus insoumises. A l'été 1929, le district de Khamad-el-Khamra était occupé, le 26 mai, les détachements d'Ahmed-al-Nasr, qui ne disposaient que d'armes légères et en quantité insuffisante,

subirent également une défaite, à la bataille d'El-Shouvéref (au sud-ouest de Bu-Ndjema). Ahmed-al-Nasr se retira dans le Sud avec le reste de ses troupes (23). En mars 1929, le maréchal Badoglio, chef de l'état-major italien (24), arriva en Libye. Il fut nommé d'abord gouverneur unique de Tripolitaine et de Cyrénaïque et commandant en chef de toutes les forces d'occupation. Il avait pour mission d'achever dans les plus brefs délais l'occupation de la Libye où la guerre coloniale de Rome durait depuis déjà deux décennies. Ses premiers mots sur la terre libyenne furent : « *Il faut que chacun des habitants de ce pays comprenne que nous sommes ici pour toujours* » (25). Sur tout le territoire, Badoglio lança des milliers de tracts appelant les tribus locales à se rendre aux Italiens et menaçant ceux qui continuaient la lutte (26).

(19) *Ibid.*

(20) Wright J. *Libya* L. 1969 p. 160

(21) Pendant les trois ans (1928-1931) où Graziani a dirigé les opérations en Libye, les Italiens ont remporté d'important succès dans la soumission du pays, ce qui lui a valu le titre de « général colonial ». Ses opérations se distinguaient par une brutalité sans exemple et un cynisme qui lui valaient les faveurs de Mussolini. Rudolfo Graziani (1882-1955) est devenu en 1937 maréchal dans l'Italie fasciste ; il a commandé l'armée du Sud dans la guerre italo-éthiopienne (1935-1936) ; il était chef d'état-major de l'infanterie en 1939-1940, commandant en chef des troupes italiennes en Afrique du Nord en 1940-1944, ministre de la Guerre dans la « République sociale italienne » fantôme de Mussolini en Italie du Nord en 1943-1945, il a dirigé la lutte contre les partisans et les exactions contre la population civile. En 1950, il a été condamné à dix-neuf ans de prison comme criminel de guerre, mais amnistié la même année.

(22) Evans-Pritchard E. E. *The Sanusi of Cyrenaica* Oxf. 1949 p. 185.

(23) Prochine N. I. *Histoire de Libye*, p. 163.

(24) Petro Badoglio (1871-196) a été chef d'état-major des forces armées d'Italie en 1925-1940. En 1926 il a été nommé maréchal, en 1935-1936 commandant en chef des troupes italiennes pendant la guerre italo-éthiopienne. A participé au coup d'État de 1943 qui a conduit à la destitution du dictateur Mussolini. En 1943-1944, Premier ministre d'Italie, il a conclu l'armistice avec les pays de la coalition antifasciste.

(25) Taarih Libya mounzou aldam al-Assour..., p. 152.

(26) *Ibid.*, p. 151.

Le « plan ultime » de colonisation de la Libye

En même temps, il déclara qu'il avait l'intention de mener à terme le « plan ultime » de colonisation de la Libye. Cette étape commença avec l'occupation des régions du sud de la Tripolitaine et du Fezzan où la machine coloniale italienne s'enlisait dans les sables. En novembre 1929, l'assaut était donné à El-Shouveïref. Une colonne de 2 500 hommes dirigée par Graziani prit la route du sud. Sur sa route, il avait environ 1 500 bédouins à bout de forces. Par endroits, ils tentèrent de résister, mais le rapport de force était trop inégal. Le 5 décembre, les Italiens occupèrent Brak, le 14, Sebha, le 9 janvier 1930, l'oasis Oumm-el-Araneb. Le 13 janvier, il y eut un combat avec la tribu guerrière aouad suleïman qui fut écrasée. Le 20 janvier, la colonne de Graziani atteignait Mourzouk, capitale du sud du Fezzan, au-delà de laquelle commençaient les sables inhabités du désert Idehan-Mourzouk.

Une seconde colonne de troupes italiennes quitta Derdj en direction d'Edri et, après avoir réussi à traverser le désert d'Hamad-el-Hamra et les sables d'Idehan-Oubari, parvint le 21 janvier 1930 au dernier point fortifié et en février à Oubari. De Mourzouk et Oubari, les Italiens, qui s'étaient rejoints, se dirigèrent vers le Sud-Est, vers la frontière avec l'Algérie et, le 15 février, ils étaient au poste-frontière de Ghat. Progressant le long de la frontière avec l'Algérie et le Niger, dans les sables de l'Idehan-Mourzouk, les troupes italiennes occupèrent en mars les régions de Harrouk et Toummo (27), à l'extrême sud de la Libye, s'approchant des unités françaises qui observaient, sans rien dire, mais avec attention, les actions de leurs anciens alliés de l'Entente, prêts à couper court aux appétits coloniaux grandissants des fascistes italiens. Rome, évidemment, n'avait pas l'intention d'entrer en confrontation avec les Français (plus tard, le 1^{er} juin 1935, il y aura un accord entre Rome et Paris sur la délimitation des frontières, française, au Tchad, et italienne, en Libye, confirmant l'accord franco-italien du 9 août 1919 sur cette question) (28).

Ainsi s'achevait l'opération des troupes italiennes au sud de la Tripolitaine et du Fezzan qui leur permit d'occuper 250 000 km² de territoire libyen (29). De nombreux bédouins, habitants des sables de l'Idehan-Oubari et de l'Idehan-Mourzouk, que Badoglio avait contraints à se rendre non par ses tracts, mais par ses mitrailleuses et dont le Sahara était la patrie, ne se rendirent pas au vainqueur mais partirent en Algérie, Tunisie, au Niger ou au Tchad d'où ils continuèrent la lutte, effectuant d'audacieux coups de main contre les garnisons italiennes. Néanmoins la résistance marqua le pas.

Les Italiens fêtaient la victoire, ayant noyé dans le sang la lutte des patriotes du Sahara central, mais n'occupaient pas encore la totalité du territoire. Dans la Montagne verte, Omar Mokhtar continuait la lutte. Après que Mohammed al-Rid se fût rendu aux Italiens, Omar Mokhtar était devenu de fait (bien qu'il ne fût pas en titre) le chef de la confrérie sanoussi et même la chute de Syrte n'avait pas ébranlé son intransigeance. Mais la lutte était inégale. Les avions italiens ne quittaient pas la zone d'action des partisans, guettant toute concentration. Les voies de communications étaient bloquées. La Montagne verte fut entourée de barbelés et de fortins. Omar Mokhtar, comprenant la situation, se transporta au cœur des forêts de Chaïman et de l'oued Makhadj, faisant échouer le plan d'encerclement, mais ce n'était qu'un répit. Les détachements de partisans tentaient d'échapper soit en s'enfonçant au cœur de la Montagne verte, soit en forçant le blocus pour se réfugier dans le désert. Mais, ce faisant, ils perdaient leurs liaisons et la possibilité de se coordonner. Ils étaient affamés et épuisés. Les champs n'étaient plus ensemencés, les récoltes restaient sur pied, le bétail était saisi par les occupants. Le mécontentement montait et avec lui les querelles entre insurgés. Là aussi la lutte marquait le pas.

(27) Prochine N. I. *Histoire de Libye*, p. 163.

(28) Hqjjaji Salem Ali. *The New Libya*. Tripoli 1970, Appendix B, Map 2.

(29) *Taarih Libya mounzou aldam al-Assour...*, p. 152.

Une double pression sur Omar Mokhtar

Omar Mokhtar était soumis à une double pression. Badoglio, le 1^{er} mars 1929, lui avait proposé, en tant que chef des sanussi, de discuter d'un accord de paix, comptant ainsi gagner du temps. Ce n'était pas une nouveauté pour Mokhtar, mais lui aussi, visiblement, espérait qu'un armistice lui permettrait de regrouper ses forces. C'est alors qu'Idris al-Sanussi donna tout à coup de ses nouvelles. Il proposait à Mokhtar de venir, fût-ce brièvement, en Égypte. Mokhtar lui répondit : « *Je ne quitterai pas le djebel Akhdar, tant que je vivrai. Je ne laisserai pas les Italiens tranquilles tant que je ne repose-rai pas en terre* » (30).

Néanmoins, se voyant dans une situation sans issue, Mokhtar se décida à entrer en pourparlers avec Badoglio, mais il avançait une série de conditions qui se trouvaient dans la « Loi fondamentale » de la Cyrénaïque et dans les accords signés à Akroma et à El-Radjme que les Italiens n'avaient pas respectés et dont il demandait l'application. Badoglio y consentit et la rencontre eu lieu le 19 juin 1929, à Sidi-Rahim. Les sources arabe et européenne en apprécient diversement les résultats. Les historiens libyens Abdel Hafez al-Miïar et Ahmed al-Iazouri, qui ont traduit en arabe l'*Histoire de la Libye*, de J. Wright, affirment que « *les pourparlers tombèrent dans l'impasse par suite de divergences sur l'avenir d'Idris* » que Mokhtar refusait de considérer comme le chef de la Libye (31). Les Italiens, au même moment, répandirent des tracts où, dans le but évident de saper le prestige du chef des insurgés, Badoglio affirmait que Mokhtar acceptait de reconnaître le gouvernement italien si celui-ci annonçait une amnistie générale pour tous les habitants de Cyrénaïque (32).

Un certain accord, visiblement, fut trouvé puisque un mois plus tard environ, une rencontre eu lieu entre Mokhtar et le vice-gouverneur Siciliani où fut décidé qu'un « accord de paix » serait signé à Benghazi. Cet accord fut ratifié par Hassan al-Rid al-Sanussi (le fils de Mohammed al-Rid), mandaté par Omar Mokhtar. Mais il apparut que le document signé n'était pas

du tout celui sur lequel s'étaient accordés Badoglio et Mokhtar. Non seulement il y manquait les points spécifiés dans leur accord, mais il comportait un appel aux combattants à rendre les armes et à se soumettre aux officiers italiens. La partie italienne, en reconnaissance de cette capitulation, s'engageait à verser mensuellement 50 000 francs à Hassan al-Rid al-Sanussi et à lui construire une mosquée et une maison dans la zawie de Kousour (33) (*). Ces passages ne figurent pas dans le texte arabe de l'*Histoire de la Libye* (1972), mais on sait que Mokhtar refusa de reconnaître l'accord et lança un appel au peuple libyen publié dans les journaux du Caire du 3 janvier 1930. Il y exposait la vérité sur les pourparlers, exprimait le souhait de les poursuivre si les Italiens respectaient les exigences légitimes des patriotes, mais menaçait de reprendre les armes si ces conditions n'étaient pas satisfaites. Il terminait par ces mots : « *Que ceux qui veulent nous exterminer reviennent à la raison* » (34). Cela signifiait que les patriotes qu'il dirigeait étaient prêts à poursuivre la lutte, en dépit d'une situation difficile, et que leur chef gardait l'initiative.

La combativité d'Omar Mokhtar, son mépris du danger, sa souplesse politique, ses qualités d'organisation amenaient dans ses rangs des forces nouvelles. Son seul nom faisait frémir les Italiens dans leurs forts et leurs expéditions. Mais les forces étaient inégales. Mokhtar annonça la reprise des combats le 24 septembre 1929. En fait, ils reprirent en novembre. Les partisans subirent de lourdes pertes. Leur situation empirait ; le 11 janvier 1930, le général Graziani fut nommé vice-gouverneur de Cyrénaïque et Rome le chargea d'en finir avec les insurgés. Les troupes italiennes s'accrochèrent littéralement à la Montagne verte, tentant d'exterminer les partisans par le fer et par le feu. Le 28 janvier, les fascistes arrivaient au camp où

(30) Wright J. *Libya* L. 1969 p. 74.

(31) Taarih Libya mounzou aldam al-Assour..., p. 153.

(32) Prochine N. I. *Histoire de Libye*, p. 165.

(33) Al-Zawi am-Taguer Ahmed. Omar al-Mokhtar. Tripoli, 1970, p. 145.

(34) *Ibid.*, pp. 152-155.

se trouvait Omar Mokhtar. Les patriotes réussirent à s'enfuir, mais ils avaient perdu 150 hommes et Mokhtar était blessé.

Un réseau de camps de concentration

En sus des opérations militaires proprement dites, Graziani créa un réseau de camps de concentration où les bédouins, avec leur famille et leur bétail, étaient parqués (et mouraient de faim). Les mitrailleuses tiraient sur quiconque tentait de s'en échapper. C'était des camps de la mort fascistes décrits plus tard par K. Kholomos, voyageur musulman danois, dans son livre *Rencontres dans le désert*. Après avoir visité un de ces camps, près d'El-Mardj, il écrit : « *Le camp est immense, il y a 1 500 tentes et 6 000 à 8 000 personnes. Des enfants couraient derrière nous, affamés, épuisés, en loques. Les bédouins étaient incroyablement déguenillés. Beaucoup semblaient malades* » (35). Dans ces camps pourrissaient tous ceux qui s'opposaient aux autorités, refusaient de désarmer ou d'obéir aux forces d'occupation. Les Italiens forçaient ceux qui passaient de leur côté à les servir, y compris des membres de la famille des sanussis. Ainsi, Hassan al-Rid al-Sanussi aida à encercler et exterminer le détachement d'Hassad bou Kalivan (36) (compagnon d'arme de Mokhtar). En juin 1930, les avions lâchaient des tracts au nom de Mohammed al-Rid appelant à cesser la lutte armée et à ne pas exécuter les ordres de Mokhtar (37).

Pour priver les insurgés de tout lien avec l'Égypte, Graziani ordonna de dérouler une ceinture de barbelés, de 4 mètres de large et 3 mètres de haut, sur 300 kilomètres le long de la frontière qui traversait le désert libyen du nord au sud, de la Méditerranée jusqu'à l'oasis de Jaghboub. Cette bande était sous le contrôle de patrouilles terrestres et aériennes et tout bédouin qui s'en approchait était tué. Graziani appelait cette ceinture « *le grand mur de Chine* », bien qu'il reconnût plus tard son inutilité devant des journalistes (38).

La principale base d'approvisionne-

ment des insurgés était l'oasis de Koufra où étaient livrés les armes et l'approvisionnement en provenance du Caire et du Soudan. Pour s'emparer de cette base, le commandement italien y envoya deux colonnes mécanisées, une venant d'Adjabia, l'autre de Zella, qui se rejoignirent, en janvier 1931, dans la région de l'oasis de Tazerbo, aux abords de Koufra. En chemin, les Italiens ne rencontrèrent presque aucune résistance, les détachements locaux peu nombreux évitaient le combat, assurant l'évacuation des populations vers l'Égypte et le Soudan. Le 19 janvier 1931, près de l'oasis Khavri, eut lieu une bataille décisive dirigée par Seïf al-Nasr (avec environ 500 guerriers) où les patriotes, bien que défaits, montrèrent qu'ils n'étaient pas brisés. Pour se venger, les Italiens, qui plantaient leur drapeau sur Et-Tadj le 20 janvier, massacrèrent la population de l'oasis de Koufra.

Bien qu'il parût que Mokhtar était totalement encerclé, Graziani reconnut plus tard dans ses Mémoires que pendant les vingt mois où il avait été vice-gouverneur de Cyrénaïque, les arabes avaient mené 263 opérations militaires (39), ce qui témoigne de la résistance des forces patriotiques à l'expansion fasciste italienne.

Condamné à mort

Cependant, ces forces fondaient. Au printemps 1931, Mokhtar, blessé, ne disposait plus que d'une centaine d'hommes, dans un camp de la région d'Ein-Laf, au sud de Beïda. C'est là, au petit village de Slont, que, le 13 septembre 1931, il mena son dernier combat contre l'occupant. Son cheval fut tué sous lui, puis il fut blessé au bras, fait prisonnier et envoyé, garrotté, à

(35) Holmboe K. *Désert Encounter*, London 1936, p. 113.

(36) Al-Zawi am-Taguer Ahmed. *Omal al-Mukhtar*. Tripoli, 1970, p. 145.

(37) *Ibid.*, p. 163-164.

(38) Taarih Libya mounzou aldam al-Assour..., pp. 157-158.

(39) Al-Zawi al-Taguer Ahmed. *Djihad al-Abtal fi Tarablious al Garb*, Le Caire 1950, « La guerre sainte des héros à Tripoli » (en arabe) p. 91.

Benghazi. Apprenant la nouvelle, le général Graziani abrégea son congé en Europe et rentra à Benghazi pour assister au procès. Un tribunal militaire secret condamna à mort le héros national libyen âgé de 70 ans. Le 17 septembre 1931, la condamnation fut exécutée à Solouk en présence de 20 000 bédouins que les Italiens avaient fait venir de force de toute la région (40). Omar Mokhtar était un grand patriote, qui a dirigé une « véritable guerre nationale » (41) pour défendre sa patrie. Bien qu'issu d'une famille haut placée et cheik lui-même, il prit, dès son adolescence, une part active à la lutte anticoloniale de son peuple aux côtés des bédouins démunis. Le cheik Oman Mokhtar a été, pendant une longue période, proche des dirigeants sanussis, ce que certains historiens occidentaux ont tenté d'utiliser pour blanchir certains dirigeants vénaux de la confrérie. Mais, par sa lutte décidée contre les colonisateurs, son intransigeance pour les traîtres, il a mérité la confiance des masses populaires, les a dirigées et a inspiré leur lutte. Il s'est sacrifié pour la liberté et l'indépendance de son pays, immortalisant ainsi son nom.

Après la mort de Mokhtar, ses partisans, dirigés par Ioussef bou Rahil al-Masmari (environ 700 hommes), continuèrent leurs opérations militaires pendant encore quatre mois, mais l'ennemi avait coupé toutes les routes et concentré d'importantes forces dans la région. Deux groupes, sous le commandement de Ioussef bou Rahil al-Masmari et Abdel Hamida Abara, tentèrent une sortie vers l'Égypte, les autres restèrent dans les montagnes, se dispersèrent dans les ravins et les oueds. Quelques unités poursuivirent la lutte jusqu'en 1933. Pour la seule période 1923-1929 de cette guerre coloniale italienne, il y eut 4 329 exécutions, 141 766 furent chassés de leur foyer ou tués (sans compter les morts au combat) (42), ce qui indigna le monde entier et, bien sûr, l'opinion progressiste italienne. « *Les fascistes italiens ont montré comment le fascisme conduit la colonisation. Dans ce domaine, le fascisme est apparu comme la forme la plus barbare de domination de la bourgeoisie. La guerre des Italiens en Libye a été, du début à la fin,*

une guerre d'extermination », a déclaré le dirigeant des communistes italiens, Palmiro Togliatti, dans son rapport au VII^e Congrès mondial du Komintern (43). Le mouvement de libération nationale en Libye a été vaincu, mais il a montré la volonté de résister du peuple, son aspiration à la liberté et à l'indépendance. La ligne de confrontation est passée entre les forces extérieures qui voulaient dominer la Libye et avec qui collaboraient certains clans locaux et les forces patriotiques dirigées, en Cyrénaïque, après la fin de la Première Guerre mondiale, par Omar Mokhtar. Les colonisateurs italiens ont été soutenus par les autres puissances européennes, qui voulaient diriger l'expansion fasciste, non seulement contre les peuples coloniaux, mais vers l'Est, contre l'URSS, ce qui était alors vivement dénoncé dans la presse soviétique. La revue *Vie internationale* caractérisait, dès 1926, les « concessions » de l'Occident aux exigences coloniales de Mussolini comme un « premier paiement de Chamberlain pour la participation de l'Italie à Locarno » (44). Une autre de nos revues, le *Courrier militaire*, dénonçait l'hypocrisie de la propagande fasciste sur le « rôle civilisateur de l'Italie en Afrique », et soulignait, en 1928, que les « grandes » campagnes militaires en Tripolitaine et en Cyrénaïque pour « pacifier » la population étaient une tentative de démontrer aux alliés occidentaux de l'Italie sa capacité à « diriger » les colonies (45). En Union soviétique, on condamnait avec colère les atrocités des fascistes italiens contre la population civile de Libye et toute la politique de « pacification ». Moscou, à cette époque, a démontré devant le monde entier sa solidarité avec les fils d'Omar Mokhtar et croyait que, tôt ou tard, ils seraient victorieux. Mais ce jour était encore loin...

(40) Taarih Libya mounzou aldam al-Assour..., pp. 157-158.

(41) Lénine V. I., *Œuvres*, t. 30, p. 80.

(42) Nouvelle histoire des pays arabes M. 1968 p. 484.

(43) P. Togliatti. *Les tâches de l'Internationale communiste en lien avec les préparatifs d'une nouvelle guerre mondiale impérialiste*. M. 1935, pp. 41-42.

(44) Mejdounarodnaïa jizn' (*Vie internationale*) 1926, n° 1, p. 9.

(45) Voenny vestnik (*Courrier militaire*) 1928, n° 32, p. 9.

2. L'addition de la Libye pour les victoires étrangères

La description des opérations militaires est tirée des communiqués officiels de l'époque et ne rendent compte que des principaux moments du drame qui s'est joué, au cours des années quarante du XX^e siècle, dans les espaces d'Afrique du Nord. Pourtant, les alliés de la coalition antifasciste et leurs adversaires ne luttaient pas seulement pour la conquête d'un espace donné, leurs troupes bombardaient sans pitié, les tanks écrasaient tout sur leur passage, la terre libyenne était trouée de balles et truffée de mines, ses habitants, toujours qualifiés de « sauvages », n'étaient pas considérés comme des êtres humains. Et ces « sauvages » tenaient bon. Huit ans après la fin de la guerre, en 1951,

ils étaient les premiers en Afrique du Nord à conquérir la liberté et l'indépendance. Et trente ans plus tard, bribe à bribe, ils reconstituaient le tableau véritable de ce qui s'étaient passé et présentaient l'addition à leurs agresseurs d'hier. Une addition qui n'a toujours pas été honorée. La contribution essentielle à ce travail de recherche fut apportée par le Centre tripolitain d'étude du « djihad » (guerre sainte) libyen qui a édité le « Livre blanc » sur les dommages causés par les puissances qui ont lutté sur son sol pendant la Seconde Guerre mondiale. Nous ne serions pas objectifs si nous ne faisons pas une large place à l'appréciation libyenne des événements de ce temps.

Chronique libyenne de la guerre de 1940-1943

15 septembre 1940 : les troupes italiennes occupent Salloum, en Égypte occidentale, près de la frontière avec la Cyrénaïque, province orientale de la Libye.

15 septembre 1940 : les Italiens s'emparent de Sidi Barrani, à l'ouest de Saloum.

20 septembre 1940 : raid de l'aviation britannique sur Tobrouk et Salloum.

25 septembre 1940 : l'aviation britannique bombarde la ville et le port de Tobrouk.

29 septembre 1940 : combat aérien entre les Italiens et les Anglais au-dessus de la Marmarique, région côtière orientale de Libye. Les sources italiennes font état de la perte de trois avions de chasse.

15 novembre 1940 : les avions britanniques bombardent Sidi Barrani et Salloum, et Bardia, en Cyrénaïque.

17 novembre 1940 : premier communiqué sur un raid de l'aviation britannique sur Benghazi.

18 novembre 1940 : les avions italiens bombardent l'oasis de Koufra.

21 novembre 1940 : les avions britanniques bombardent Salloum, Bardia, Tobrouk, Benghazi. Les troupes terrestres britanniques enfoncent la défense italienne près de Sidi Barrani. Les sept divisions du général Graziani n'ont

pu résister à l'attaque de deux divisions britanniques, la 4^e division indienne et la 7^e division de chars blindés. En quatre jours, les Anglais s'emparent de Toummar, Makdil et prennent possession de Sidi Barrani. Quatre divisions italiennes sont détruites, près de 38 000 hommes sont faits prisonniers, dont quatre généraux. Les britanniques ont perdu 624 hommes, mais ils ont saisi une grande quantité de matériel militaire, 237 canons, 73 tanks et pas moins de 1 000 unités de transport.

9 décembre 1940 : les débris des troupes italiennes sont rejetés à l'ouest.

12 novembre 1940 : les troupes italiennes quittent le territoire égyptien.

3 janvier 1941 : les Anglais, après l'arrivée de la 6^e division australienne, poursuivent leur avancée en Cyrénaïque, attaquent la base italienne de Bardia défendue par 45 000 soldats italiens sous le commandement du général Bergonzoli.

5 janvier 1941 : chute de la base de Bardia. Les britanniques font 40 000 prisonniers et s'emparent de 129 tanks légers, 700 unités de transport et 462 pièces d'artillerie.

7 janvier 1941 : les Anglais font une première tentative pour s'emparer des installations dé-

fensives de Tobrouk. La défense italienne disposait de 25 000 soldats, 220 pièces d'artillerie et environ 70 tanks.

20 janvier 1941 : Hitler décide d'envoyer la 15^e division de chars blindés allemande sous la direction du maréchal Rommel pour renforcer les troupes italiennes en Libye.

21 janvier 1941 : l'infanterie australienne lance l'assaut sur Tobrouk. La veille, la ville a été isolée par la 7^e division britannique de blindés.

22 janvier 1941 : la garnison italienne de Tobrouk se rend après avoir détruit les installations portuaires et coulé le cuirassé *San Giorgio*. Les Anglais font prisonniers 40 000 Italiens, s'emparent de 200 pièces d'artillerie et d'environ 70 tanks. Le soir du même jour, les Anglais sont à 30 kilomètres de Derna.

24 janvier 1941 : près de Mitchil, en Cyrénaïque, a lieu la première bataille de chars de la guerre sur le continent africain. La 7^e division blindée anglaise détruit 8 tanks italiens et en capture un. Pertes anglaises : un tank lourd, 66 légers.

29 janvier 1941 : les Italiens évacuent Derna et se préparent à abandonner la Cyrénaïque pour renforcer la nouvelle ligne de défense près d'El Agheila.

33 janvier 1941 : les Britanniques occupent Derna.

1^{er} février 1941 : les Italiens ont quitté la région de Benghazi. Le gouvernement italien exige que l'Allemagne renforce sa participation à la guerre en Afrique.

3 février 1941 : le général Graziani ordonne à ses troupes de se replier en Tripolitaine. Le commandement supérieur allemand décide l'envoi d'un premier contingent du corps expéditionnaire africain (Deutsches Afrika-korps) en Libye.

5 février 1941 : en Cyrénaïque, la 4^e brigade blindée britannique et le 11^e régiment motorisé de hussards avancent vers Adjabia.

6 février 1941 : les troupes britanniques occupent Benghazi.

7 février 1941 : les troupes britanniques s'emparent d'Adjabia, dernier point d'appui des Italiens en Cyrénaïque. Au petit village de Beni-Fomm, les Italiens ont perdu 20 000 hommes, 20 pièces d'artillerie et 120 tanks.

9 février 1941 : les Anglais atteignent El Agheila.

14 février 1941 : le premier contingent de l'Afrikakorps allemand composé de la division Ex et d'une division antichar arrive à Tripoli.

15 février 1941 : toute la Cyrénaïque est aux mains des Anglais, sauf les oasis de Koufra et de Jaghboub. En deux mois de combat, les Italiens ont perdu 150 000 hommes dont 130 000 faits prisonniers ; 850 pièces d'artillerie, 400 tanks, des milliers de camions et autres engins motorisés. Les pertes britanniques s'élèvent à 500 morts, 1 400 blessés et 55 disparus.

1^{er} mars 1941 : les troupes françaises occupent l'oasis de Koufra.

20 mars 1941 : la garnison italienne se rend à Djaraboum, centre administratif de l'oasis de Jaghboub, après un long siège des Français.

24 mars 1941 : après une attaque éclair, les troupes allemandes occupent El Agheila.

31 mars 1941 : les troupes italiennes et allemandes attaquent Mers el-Breg. Les Britanniques doivent se replier, abandonnant 50 voitures blindées et 30 tanks.

2 avril 1941 : les troupes allemandes occupent Adjabia et Zouetina, en Cyrénaïque.

6 avril 1941 : les troupes de Rommel occupent El-Mitchili et Msous, la 9^e division australienne a commencé à évacuer Derna.

7 avril 1941 : les Allemands occupent Derna. Les Anglais s'apprentent à défendre Tobrouk.

10 avril 1941 : les défenses de Tobrouk sont complètement encerclées par les troupes de Rommel.

14 avril 1941 : à la suite de combats acharnés, Tobrouk est coupé des principales forces anglaises. Le siège de la ville commence.

21 avril 1941 : les forces maritimes britanniques, venues de Malte et Alexandrie, bombardent le port de Tripoli.

26 avril 1941 : pendant la nuit, les forces aériennes britanniques bombardent Benghazi causant de nombreuses destructions et faisant de nombreuses victimes.

29 avril 1941 : l'aviation anglaise bombarde Benghazi.

30 avril 1941 : Rommel entreprend une nouvelle offensive sur Tobrouk.

9 mai 1941 : les avions britanniques font un raid sur Derna. Les Allemands bombardent Tobrouk.

21 mai 1941 : bombardement de Tobrouk par les aviations allemande et italienne.

22 mai 1941 : raid de l'aviation britannique sur Benghazi.

3 juin 1941 : l'aviation des pays de « l'Axe » (Allemagne et Italie) continue à bombarder Tobrouk.

7 juin 1941 : l'aviation italienne bombarde Tobrouk, l'aviation britannique Benghazi et Tripoli.

24 juin 1941 : raid nocturne des bombardiers britanniques sur Benghazi et Tripoli.

6 juillet 1941 : les avions italiens et allemands bombardent Tobrouk.

9 juillet 1941 : bombardement de Tobrouk par les avions de l'Axe.

16 juillet 1941 : les forces armées aériennes de l'Axe bombardent Tobrouk, l'aviation britannique bombarde Tripoli et Benghazi.

17 juillet 1941 : les forces de l'Axe continuent à bombarder Tobrouk, les Anglais Tripoli.

19 juillet 1941 : l'aviation britannique bombarde Tripoli.

1^{er} août 1941 : duel d'artillerie des belligérants autour de Tobrouk.

23 octobre 1941 : les bombardiers britanniques attaquent Benghazi et Tripoli.

18 novembre 1941 : la 8^e armée britannique commence l'opération de libération de Tobrouk encerclé.

19 novembre 1941 : la 8^e armée atteint Sidi-Rezeh.

22 novembre 1941 : près de Sidi-Rezeh, bataille entre la 5^e brigade d'Afrique du Sud et la 21^e division blindée allemande avec de lourdes pertes des deux côtés.

23 novembre 1941 : la ligne de front passe entre Bir-el-Gobi et Sidi-Rezeh.

4 décembre 1941 : Rommel commence une attaque décisive sur Tobrouk.

16 décembre 1941 : Rommel donne l'ordre de lever le siège de Tobrouk. Au cours du mois de décembre, les troupes de l'Axe ont perdu 38 000 hommes et 300 tanks, les Anglais 18 000 hommes et 278 tanks.

18 décembre 1941 : dans le port de Tripoli, le croiseur britannique *Neptune* et un torpilleur d'escadre sautent sur des mines.

23 décembre 1941 : dans le djebel Akhdar, les troupes allemandes mènent de difficiles combats et tentent de contenir l'avancée de la 8^e armée britannique.

25 décembre 1941 : l'armée britannique occupe Benghazi.

1^{er} janvier 1942 : Rommel engage une contre-attaque dans la région d'Adjabia.

6 janvier 1942 : le déploiement des troupes allemandes le long de la ligne El Agheila-Marada est achevé.

7 janvier 1942 : le 13^e corps de la 18^e armée britannique atteint Adjabia.

17 janvier 1942 : après deux mois de résistance, la garnison italo-allemande d'Adjabia se rend aux Anglais. Les troupes britanniques sont maîtres de toute la Cyrénaïque.

21 janvier 1942 : Rommel commence une contre-offensive le long de la ligne El Agheila-Marada en direction d'Adjabia.

23 janvier 1942 : les troupes italo-allemandes occupent Antilat et Saounnou.

25 janvier 1942 : les troupes italo-allemandes ont repris Msous et ont commencé l'offensive sur Reguim, faubourg ouest de Benghazi.

29 janvier 1942 : les troupes de Rommel s'emparent de Benghazi.

31 janvier 1942 : bombardement britannique sur Misurata et Tripoli. Les troupes italo-allemandes ont pris Barca et se dirigent à marche forcée sur Kirena.

2 février 1942 : après la prise de Barca et de Kirena, les troupes de Rommel se dirigent sur Derna.

4 février 1942 : les troupes de l'Axe occupent Derna.

7 février 1942 : après la prise de Gazal, Rommel ordonne de faire une pause derrière la ligne fortifiée et les champs de mines Derna-Bir-Hakeim.

17 février 1942 : les avions allemands et italiens bombardent Tobrouk et l'aérodrome de la ville égyptienne Mers-Matrouh.

25 février 1942 : l'aviation britannique effectue un raid nocturne sur Benghazi et Tripoli, entraînant de sérieuses destructions.

26 février 1942 : l'aviation britannique bombarde à nouveau Tripoli et Benghazi.

1^{er} mars 1942 : l'aviation britannique bombarde Tripoli.

3 mars 1942 : l'aviation allemande et italienne bombardent Tobrouk, l'aviation britannique Tripoli.

5 mars 1942 : raid aérien des forces aériennes anglaises sur Benghazi.

20 mars 1942 : les Anglais attaquent la région de Derna et Benghazi.

29 mars 1942 : les Allemands bombardent Tobrouk.

4 avril 1942 : raids de l'aviation britannique sur Benghazi et Derna.

6 avril 1942 : nouvelle attaque nocturne sur Benghazi et Derna.

25 avril 1942 : les forces aériennes italienne et allemande attaquent le port de Tobrouk. Bombardement nocturne de Benghazi et Derna par l'aviation anglaise.

26 mai 1942 : Rommel reprend l'opération interrompue le 7 février. Une division blindée commence sa progression vers le sud-ouest à travers le désert.

27 mai 1942 : les tanks de Rommel atteignent

la partie sud de Bir-Hakeim. En même temps Rommel lance une nouvelle attaque sur Tobrouk.

30 mai 1942 : les troupes de l'Axe continuent à attaquer, mais sans succès. Les bombardements anglais s'intensifient.

4 juin 1942 : la contre-attaque de la 8^e armée britannique contre les positions de Rommel échoue.

5 juin 1942 : près de Bir-Hakeim, la 15^e division blindée allemande engage le combat avec les troupes françaises.

7 juin 1942 : la première brigade de la « France combattante » continue à repousser les attaques allemandes à Bir-Hakeim.

10 juin 1942 : les groupes d'assaut de l'Afrika Korps pénètrent dans Bir-Hakeim pendant la nuit et les Français reculent, laissant 500 prisonniers.

18 juin 1942 : les troupes italiennes et allemandes occupent la zone de Gambout, près de Tobrouk, si bien que Rommel encercle la ville.

20 juin 1942 : les Allemands et les Italiens soumettent Tobrouk à un bombardement massif. A 19 heures, les tanks de la 21^e division entrent dans la ville.

21 juin 1942 : les forces britanniques, 30 000 hommes, dont six généraux, sont faits prisonniers.

27 juin 1942 : les troupes de Rommel progressent en direction de l'Égypte.

6 juillet 1942 : les forces aériennes anglaises commencent leurs attaques sur Tobrouk et Benghazi.

8 juillet 1942 : l'aviation britannique renforce ses attaques sur Tobrouk.

13 juillet 1942 : attaques massives de l'aviation britannique sur Tobrouk avec le soutien de l'artillerie de six croiseurs et torpilleurs d'escadre.

14 juillet 1942 : l'aviation anglaise bombarde Barca et Gialo.

20 juillet 1942 : les forces aériennes britanniques renforcent leurs attaques sur tout le territoire libyen.

3 novembre 1942 : l'aviation britannique poursuit ses raids sur les principales villes libyennes.

11 novembre 1942 : les troupes anglaises venues d'Égypte entrent en Libye et occupent Bardia.

13 novembre 1942 : les troupes britanniques entrent dans Tobrouk.

20 novembre 1942 : les troupes britanniques occupent Benghazi.

21 novembre 1942 : les forces aériennes anglaises et américaines bombardent Tripoli.

22 novembre 1942 : les Anglais atteignent Benghazi.

7 décembre 1942 : l'aviation anglaise bombarde Tripoli.

12 décembre 1942 : la 2^e division néo-zélandaise occupe Mers-Matrouh.

14 décembre 1942 : début de la bataille pour El Agheila. Les troupes de Rommel ont positionné leur ligne de défense à l'arrière des champs de mines.

16 décembre 1942 : les forces italo-allemandes quittent El Agheila en direction de Bouerat.

18 décembre 1942 : combats acharnés près de Noufilia, entre El Agheila et Syrte.

21 décembre 1942 : l'avant-garde de la 8^e armée britannique atteint Syrte.

28 décembre 1942 : des unités de la 8^e armée pénètrent dans l'oued el-Kebir, non loin de Bouerat.

29 décembre 1942 : incursions de l'aviation italienne sur les colonnes françaises qui font mouvement du Tchad en direction de Tripoli.

23 janvier 1943 : des unités de la 8^e armée entrent dans Tripoli.

27 janvier 1943 : La 8^e armée britannique franchit la frontière entre la Libye et la Tunisie.

11 mai 1943 : fin des opérations militaires sur le territoire libyen.

Source (46)

123 batailles...

D'après les sources libyennes, pendant la Seconde Guerre mondiale, 123 batailles, auxquelles ont participé un million et demi de combattants, ont eu lieu sur le territoire du pays. Les villes et les lieux habités ont été soumis à 3 128 bombardements aériens et maritimes, au cours desquels ont été utilisés 16 millions de substances explosives.

Trois villes et douze villages ont été totalement détruits. Tous les points habités ont connu des destructions, le paysage naturel et le monde animal ont souffert. L'élevage des moutons a pratiquement disparu (47).

(46) White book. Some examples the damages caused by the belligerents of the World two to the people of Jamahiriya. Tripoli : Marcas al-Jihad al-libyin studies centre, 1980 pp. 56-60.

Les belligérants ont constitué d'immenses champs de mines où ils ont déversé plus de 300 000 mines de toutes sortes. De l'avis des spécialistes, le plus important champ de mine au monde est l'espace désertique de la région de Bouerat. Il s'étire sur une large partie frontale de 45 kilomètres, s'amenuisant vers le désert jusqu'à un kilomètre. Le triangle Bouerat (sur la côte)-Heddahia (à l'ouest)- Bou Ndjem (au sud) était le plus commode à miner, ce qui, d'après Rommel, devait stopper l'avance des troupes britanniques ou les freiner sensiblement. Ces calculs furent démentis.

A la fin de la guerre, il y avait encore 150 000 mines dans les champs et sans doute encore autant enterrées. Une firme spécialisée de Tripoli s'employa au déminage. A compter de 1959, elle en neutralisa plus de 100 000. D'après les données libyennes, de 1943 à 1954, jusqu'à 100 personnes perdaient la vie chaque année à cause des mines, de 1965 à 1975 jusqu'à 50, de 1976 à 1996 jusqu'à 40 (48). Défendant la justice et ses droits souverains, la Libye s'est maintes fois adressée à des forums internationaux pour appeler les puissances qui avaient combattu sur son sol à compenser les pertes subies pendant la Seconde Guerre mondiale, à collaborer sur le plan technique et économique à la destruction des mines laissées après la guerre. Cette question, entre autres, a été posée à la conférence des ministres des Affaires étrangères des pays non alignés à Lima (Pérou) (25-30 août 1975) ; à la séance de la commission économique de l'Assemblée générale de l'ONU (25 novembre 1975) ; à la 7^e conférence islamique des ministres des Affaires étrangères à Istanbul (12-15 mai 1976) ; à la conférence des pays non alignés à Colombo (Sri-Lanka) (16-19 août 1976) ; au cours des travaux de la 5^e session du conseil de direction chargé du

programme de défense de l'environnement de l'ONU à Nairobi, Kenya (9-25 mai 1977) ; à la conférence des ministres des Affaires étrangères des pays islamiques à Islamabad (22 mai 1980) ; à l'assemblée générale de l'ONU (5 décembre 1980), etc. Et pourtant, jusqu'à la fin du XX^e siècle, aucun des pays belligérants n'a répondu aux exigences libyennes sur la compensation des torts causés et la collaboration à la neutralisation des mines qui continuaient à tuer de nombreux Libyens.

Ce kaléidoscope de faits, de chiffres, d'opérations dessine une vérité peu reluisante sur la guerre que l'Occident a même réussi à qualifier de libératrice. En fait, les principales puissances occidentales, admirant chacune sa propre grandeur tout en se combattant mutuellement, n'ont finalement pas réussi à mettre en œuvre leurs plans sur cette rive de la Méditerranée. En fait, aucun des belligérants ne menait une « guerre de libération », chacun convoitait des terres étrangères espérant faire de ses habitants leurs esclaves. Mais, hélas ! Les plus grandes déceptions les attendaient. Les « sauvages du désert » – les Libyens – (et leurs voisins, égyptiens, algériens, tunisiens) défendaient leur droit à l'existence, et les « agresseurs », ces « sauvages civilisés », comme les appelaient les bédouins, ont finalement été contraints de regagner leurs pénates, laissant derrière eux de nombreux cimetières en souvenir et pour l'édification des générations futures. Telles sont la « version libyenne » et l'appréciation libyenne des terribles événements de ces années 1940 du XX^e siècle. L'humanité du XXI^e siècle en tirera-t-elle les leçons ?

(47) *Ibid.*, p. 82.

(48) *Ibid.*, p. 89.

3. Les « esclaves russes » de Rommel

Il y a encore un aspect de la campagne d'Afrique du Nord qui a « échappé » à l'attention de chercheurs, qui a été mésestimée.

C'est l'utilisation par Rommel de prisonniers de guerre russes aux travaux de fortification assurant les opérations militaires.

A son arrivée sur le front, Rommel a vite compris que les troupes qui lui étaient confiées supportaient mal la chaleur africaine et le vent impitoyable qui saccageait les abris de sable, attaquait les yeux, les oreilles et les poumons, opacifiait les appareils optiques et bousillait toute la technique militaire. Edifier dans ces conditions de véritables infrastructures militaires était impensable, les soldats avaient à peine la force de creuser des tranchées rudimentaires, sans parler d'équiper les positions. Rommel en déféra à Berlin et demanda à l'état-major de mettre à sa disposition... les citoyens soviétiques ou prisonniers plus ou moins bien portants qu'il pourrait trouver dans les camps ou parmi les évacués, pour les utiliser aux travaux à l'arrière. Bientôt, plus de 20 000 de nos prisonniers furent expédiés et affectés à l'édification de tout ce dont l'armée de Rommel avait besoin, depuis les tranchées jusqu'aux postes fortifiés qui se succédaient dans les profondeurs de la Tunisie, de la Libye et de l'Égypte.

Les « esclaves russes » – c'est le nom que leur donnaient même les bédouins, – étaient cantonnés dans des fossés de sable ou des trous creusés à la hâte, une simple bâche au-dessus de la tête. Le sable les recouvrait, ils mouraient de faim et de maladie, mais sous la menace des mitrailleuses, ils s'efforçaient de faire ce qu'on exigeait d'eux, même si un sur trois devait y trouver la mort.

Ayant ainsi équipé le territoire, théâtre des actions militaires, le feld-maréchal Rommel n'aurait peut-être pas perdu si vite sa guerre d'Afrique du Nord si Berlin ne lui avait retiré ses meilleures divisions pour les jeter sur le front de l'Est, sur Stalingrad. Après la défaite d'El Alamein, les troupes fascistes reculèrent. Rommel, dans sa retraite, abandonnait ses subordonnés italiens à leur sort, mais pas les russes survivants, ils reculaient vers l'Est ensemble et les Russes étaient maintenant pour les Allemands des bêtes de trait... La supériorité des Anglais s'affirmait de jour en jour et il devenait évident que la guerre était perdue. Les Allemands et les Italiens commencèrent à se rendre par colonnes entières. Et les Russes ? Ils « prirent leurs jambes à leur cou » à travers le désert et

les oasis, chacun comme il pouvait, et les tribus locales de Libye et de Tunisie les y ont aidés.

Pour les prisonniers russes, la fin de la guerre a été amère. Ceux qui sont tombés aux mains des alliés ont d'abord été internés. Puis, sur ordre du commandement soviétique, ils ont été transférés par voie maritime à Novorossisk où les attendait le châtement de la patrie. Des fuyards qui s'étaient cachés dans le désert adoptèrent l'islam et des noms arabes et « s'évanouirent » si bien parmi les bédouins qu'on a perdu leurs traces. Pendant le travail de la commission d'enquête de l'ONU en Libye (pour décider du sort des anciennes colonies italiennes), les représentants de l'URSS ont activement recherché ne fut-ce que des traces de leurs concitoyens, mais sans succès. Ils ne « montraient pas le nez » et le désert gardait ses secrets. Il est tout à fait possible que ce soit la raison pour laquelle le représentant de l'URSS à l'ONU de l'époque, Andreï Gromyko, a proposé que l'Union soviétique participe à la tutelle de la Tripolitaine à égalité avec la Grande-Bretagne, les États-Unis et la France (49). Mais ce n'était qu'une réaction émotionnelle et les dirigeants soviétiques renoncèrent bientôt à cette initiative qui avait alors paru très étrange. Tout s'est ainsi terminé.

Nous avons eu beau chercher...

Pendant qu'il travaillait en Égypte (1965-1971) et en Libye (1974-1980), l'auteur s'est souvent rendu sur les lieux où l'on s'était battu. A El Alamein, Tobrouk, Benghazi, il y a des cimetières anglais, italiens, allemands où les corps de ceux qui ont combattu au nom du Reich allemand ou pour la démocratie occidentale sont rassemblés et enterrés humainement. Les noms des victimes sont gravés sur la pierre, certaines tombes sont fleuries en permanence. Mais nous avons eu beau chercher, nulle part nous n'avons trouvé le nom de nos concitoyens. Ni de ceux qui étaient prisonniers de Rommel

(49) Pelt A. *Libyan independence and the United Nations*. New Haven, 1970, p. 60.

dans le désert ; ni de ceux qui assuraient les transports maritimes britanniques en Méditerranée (ce qui a également eu lieu) ; ni de ceux qui ont réussi à échapper à Rommel et ont combattu dans le corps expéditionnaire britannique contre l'ennemi commun... Il a été triste de dresser ce constat, encore plus triste de l'écrire aujourd'hui...

Le triste destin des « esclaves de Rommel » serait resté ignoré si les survivants des bataillons disciplinaires et des camps sibériens n'avaient raconté la vérité sur eux-mêmes et leurs camarades morts dont s'étaient détournés le destin et la patrie. Vieux et épuisés, ils étaient parfois confus, mais ont unanimement confirmé le fait de cette « présence russe » en Afrique du Nord pendant la Seconde Guerre mondiale. La « saga » des « esclaves russes » de Rommel n'est pas encore écrite (**). Les chercheurs doivent encore étudier les archives allemandes, britanniques, américaines, italiennes (et aussi celles des pays d'Afrique du Nord) et, si nous n'y réussissons pas, ce sera à nos descendants de la faire...

L'histoire, il est vrai, ne laisse pas seulement des archives, mais les témoins vivants des événements qui souvent complètent, mais parfois aussi réfutent, les archivistes. Les « esclaves russes » qui se sont retrouvés en en Afrique du Nord par la volonté de Rommel ne sont plus de ce monde, mais le désert où s'est passé le drame est toujours là ; des gens qui les ont vus existent ; et il reste, bien sûr, des parents qui veulent savoir la vérité sur ceux que l'ont considéré toujours comme « disparus ». Ensemble ils pourraient échanger des informations et même organiser une expédition de recherche commune dans les territoires où la guerre a fait rage. Il n'est pas exclu que les bédouins blonds que l'auteur de ces lignes a souvent croisés dans les oasis libyens (et également tunisiens et égyptiens) puissent les aider. Et s'ils se demandaient, ces descendants des « esclaves blancs », pourquoi ils se distinguent de leurs compagnons, non seulement par la peau et les yeux, mais par certains traits, et si leur sang arabe n'est pas mêlé d'une patiente tristesse russe ? Oui, l'espoir meurt en dernier. Et nous devons garder l'espoir de connaître

un jour la vérité sur ceux des nôtres qui sont tombés dans le piège du destin tendu par Rommel.

Les intertitres sont de la rédaction des Cahiers du mouvement ouvrier.

(*) Al-Zawi am-Taguer Ahmed. Omar al-Mokhtar. Tripoli, 1970, p. 145.

(**) Le livre de V. Beliakov, *Sur les traces du « Peresvet »* (les russes en Égypte), édité au Caire en 1994, évoque le destin de quelques-uns de nos concitoyens dans le chapitre « *Ils ont combattu dans les sables* », pp. 205-225.

L'auteur

Egorin Anatoli Zakharovitch, né le 15 février 1931 à Troubtchevsk dans la région de Briansk. A terminé la faculté de journalisme de l'Université de Moscou en 1960, docteur ès sciences historiques, professeur, membre de l'Académie internationale d'informatisation, académicien de la RAEN. Correspondant de 1965 à 1971 de l'APN en Égypte, conseiller de l'ambassade d'URSS en Libye de 1974 à 1980, a eu de nombreuses rencontres avec M. Kadhafi, A. Djellud et autres dirigeants du pays. Vice-président de la société russe de solidarité avec les peuples d'Asie et d'Afrique, consultant de la Douma de la République de Russie pour le Moyen-Orient, président des amis de la Mauritanie en Russie et d'une série de sociétés d'amitié avec les pays arabes, membre de l'Union des journalistes : spécialité, histoire contemporaine des pays arabes, histoire de la Libye, fondateur de l'école pour l'étude de l'histoire de la Libye, auteur de près de 250 publications savantes et de 20 films documentaires, de plus de 500 articles de presse sur les problèmes de l'Orient. Président du Centre scientifique « Dialogue russo-arabe » de l'Institut des études orientale de l'Académie des sciences de Russie.



Omar Mokhtar arrêté par les officiels italiens.



Arrestations massives.

**Un événement
de l'histoire
contemporaine**
Jean-Jacques Marie

Poutine et Aeroflot...

Le lundi 1^{er} février 2016, Vladimir Poutine a réuni les chefs des grandes entreprises publiques russes, dont les sociétés pétrolières Rosneft et Bashneft, la société des chemins de fer russes RJD et Aeroflot, pour leur présenter son grandiose plan de privatisation pour l'année 2016. Objectif de ce plan : céder des actifs à hauteur de 1 000 milliards de roubles (soit, au taux du rouble de l'époque, 11,5 milliards de roubles) (1). Poutine a affirmé, bien entendu, que ces cessions d'actifs devaient être « économiquement justifiées ». On n'a jamais vu un chef d'État prôner des cessions d'actifs économiquement injustifiées (du point de vue de ses bénéficiaires). Il a précisé : « *Il ne devrait pas y avoir de ventes d'actions pour un prix dérisoire.* » Mais on n'a jamais vu non plus de chef d'État reconnaître qu'il vendait des actions au privé à « un prix dérisoire »... même Boris Eltsine lorsque, dans les années 1990, il cédait des entreprises à des oligarques pour un prix correspondant à 1 ou 2 % de leur valeur (2).

Et puis patatras, à la mi-septembre 2016, la directrice du département de la gouvernance d'entreprise du ministère du Développement économique, Oksana Tarasenko, affirme que la privatisation d'Aeroflot ne figurera finalement pas dans le plan de privatisation des années 2017-2020 et qu'elle ne sera donc **pas mise en œuvre avant 2020...**

Vingt-cinq ans après ?

Soit, si elle est effectivement mise en œuvre à ce moment-là, **vingt-cinq ans** après avoir été décidée pour la première

fois en 1993 lors du lancement du processus de privatisation de secteurs entiers de l'économie russe, quatre départements d'Aeroflot avaient été transformés en filiales indépendantes qui restaient pour le moment propriété d'État et recevaient un quart du domaine d'Aeroflot. Les dirigeants des filiales ont demandé à devenir maîtres, chacune pour sa part, de ce quart. Le ministère russe de la privatisation, désireux de voir ces filiales devenir totalement indépendantes d'Aeroflot, se transforme en société par actions et, à cette fin, ouvrir une part de leur capital aux investisseurs privés, appuie alors cette demande. La direction de l'Air du ministère des Transports s'opposa à cette ambition. Finalement, en avril 1994, le gouvernement s'opposa au désir d'indépendance des directions des quatre filiales : Aeroflot devrait être privatisé en bloc, à la seule exception de l'aéroport de Moscou, Cheremetievo, qui devait rester propriété d'État. Mais le morceau était trop gros... La privatisation, qui affaiblirait l'État lui-même et se heurtait donc au cœur même de la bureaucratie, exigeait le démantèlement préalable d'Aeroflot.

En 2010 déjà...

Au début d'octobre 2010, le ministre des Finances du gouvernement Poutine, sous la présidence Medvedev, partisan

(1) A la date où j'écris cet article, le rouble a légèrement remonté. Un euro vaut 69 roubles...

(2) Lire à ce propos *Le Parrain du Kremlin* du journaliste américain (malgré son nom russe) Paul Khlebnikov, qui fut assassiné en 2004, sans doute parce qu'il en savait trop.

d'un grand plan de privatisations, Alexei Koudrine, annonce : « *Nous allons mener un grand programme de privatisation. Cela concerne des compagnies pétrolières, mais aussi une série d'autres groupes dans des secteurs différents, d'Aeroflot à Sviazinvest* » (3). Aucun élément de ce vaste plan ne sera mis en œuvre ; bientôt Alexei Koudrine démissionnera et deviendra l'un des porte-parole de l'opposition dite libérale, dont une autre grande figure, Mikhaïl Prokhorov, réclame une révision du Code du travail permettant l'instauration de la semaine de soixante heures.

Certes, au fil des années, le capital d'Aeroflot a été ouvert au capital privé, et la direction d'Aeroflot a tenté d'accélérer le processus. Elle choisit des conseillers juridiques (de chez Debevoise et Plimpton) et des banques d'investissement (Sberbank CIB et J.P. Morgan) pour mettre en vente un montant d'actions de 200 à 3 000 millions de dollars appartenant à la corporation d'État Postex. L'entreprise a capoté. Ce n'est pas la seule.

Une cession d'actifs qui n'a pas dépassé le stade de l'annonce

En 2014, le gouvernement avait annoncé une baisse de la participation de l'État dans la principale compagnie pétrolière du pays, Rosneft, de 69,1 % à 50 % plus une. La cession annoncée n'a pas dépassé le stade de l'annonce et n'a été suivie d'aucun effet.

L'économiste Vladislav Inozemtsev voit dans ces échecs répétés le signe que l'État lui-même multiplie les obstacles aux privatisations afin de les empêcher de se réaliser. « *C'est tout à fait dans la logique de la politique russe des dix ou quinze dernières années. L'histoire de la privatisation dans la Russie de Poutine, c'est l'histoire de la non-privatisation.* » Le journal *Vedomosti*, qui rapporte ces propos, met en avant les restrictions infligées aux investisseurs étrangers qu'il juge « *incompréhensibles et contraires à la législation russe* ». Et il ajoute : « *Ces actifs pourraient être rachetés par les oligarques de l'entourage de Poutine.*

Si l'objectif est de se partager les parts au moment où leur valorisation est au plus bas, c'est le bon moment (...). Mais même les oligarques proches de Poutine, soumis aux sanctions occidentales, n'ont ni l'argent ni la possibilité d'emprunter » (4). Et à ce jour, l'État russe contrôle 51,7 % des actions de la compagnie.

Un reflet extrêmement lointain et déformé

Réduire le nouvel échec de la privatisation d'Aeroflot à une simple manipulation d'oligarques mafieux désireux de se partager le gâteau est par trop simpliste, comme le souligne la conclusion même d'Inozemtsev (« *ils n'ont ni l'argent ni la possibilité d'emprunter* »). Ce qui est en jeu, c'est la permanence même de l'État, dont l'énorme bureaucratie héritée de l'Union soviétique ne peut survivre en tant que couche sociale qu'aussi longtemps que cet État s'appuie sur le réseau d'entreprises d'État qui existent encore dans quelques grands secteurs industriels. Cette nécessité ne l'empêche pas d'être intégrée au marché mondial et d'être subordonnée aux besoins fondamentaux de l'impérialisme comme le souligne son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (l'OMC) en 2012 mais elle tente d'y préserver un petit morceau de son propre capital étatisé. C'est pourquoi d'ailleurs le Kremlin a demandé et obtenu un délai de sept ans pour mettre en œuvre les exigences destructrices de l'OMC. C'est là un reflet, extrêmement lointain et extrêmement déformé certes, mais un reflet quand même, de l'expropriation du capital réalisée par la révolution d'Octobre. C'est bien pourquoi l'opposition « libérale » des Koudrine, Prokhorov ou Navalny, pro-Union européenne et pro-américaine, critique si vertement ce freinage, voire ce blocage, de la privatisation d'Aeroflot et de quelques autres entreprises d'État.

Jean-Jacques Marie

(3) AFP, 15 octobre 2010.

(4) <http://www.courrierinternational.com>



les kominformistes dans la Yougoslavie de Tito

Frank La Brasca

Les « Prisonniers du silence » (1): Un aspect mal connu et paradoxal des horreurs induites par le stalinisme

La Yougoslavie de Tito : un « stalinisme sans Staline » ?

Dans sa contribution personnelle à un ouvrage collectif rassemblant des contributions en langue anglaise de spécialistes serbes et russes et publié sous sa direction, l'historien serbe Vojislav G. Pavlovic, membre de l'Institut des études balkaniques (Institute for Balkan Studies) de l'Académie serbe des sciences et des arts (Serbian Academy of Sciences and Arts), utilise, pour caractériser le régime mis en place sous la direction de Tito, la formule de « *stalinisme sans Staline* » (2).

S'efforçant de repérer dans les évolutions du Parti communiste yougoslave (PCY) à partir de 1937 (date des grandes

purges staliniennes qu'on connaît) les racines du violent conflit qui éclata entre les deux partis frères en 1948, V. G. Pavlovi défend la thèse selon laquelle les prétentions avancées par Tito à établir une différence fondamentale, et par voie de conséquence une indépendance foncière de la politique du PCY par rapport à la direction stalinienne qui remonterait précisément à cette année 1937 qui fut aussi celle où Tito, qui résidait alors à Moscou, fut officiellement investi de la direction de ce parti par le PC(b) de l'Union soviétique de Staline et l'Internationale communiste de Staline-Dimitrov, ne correspond pas à la réalité, malgré le fait qu'elles aient

(1) L'expression est empruntée au titre de l'ouvrage italien dont s'inspire le présent article : Giampaolo Pansa, *Prigionieri del silenzio. Una storia che la sinistra ha sepolto* [Prisonniers du silence. Une histoire que la gauche a enterrée], Milano, Sperling & Kupfer Editori [« Saggi » *Storia*], 2004. N.B. Le journaliste Giampaolo Pansa, comme l'indique d'emblée le sous-titre de son ouvrage, s'est fait un nom dans un genre souvent peu recommandable et qui connaît un réel essor dans notre époque de marasme idéologique et politique, celui de la « révision » d'une certaine conception, par ailleurs, il faut bien en convenir, souvent idyllique et tendancieuse des événements qui ont marqué la période de la résistance au fascisme et au nazisme dans l'Italie de la Seconde Guerre mondiale, conception longtemps ultra majoritaire et hégémonique du fait du crédit et de l'immense influence dont ont bénéficié pendant des décennies, dans les milieux intellectuels mais aussi bien au-delà, la gauche italienne et, surtout, le défunt Parti Communiste italien. Il n'en demeure pas moins que les faits que Pansa expose reposent souvent sur des réalités que les images d'Épinal longtemps en vigueur pour des raisons propagandistes ont volontairement occultées. C'est pourquoi, sans partager aucunement la dimension évidemment opportuniste et commerciale, voire encore plus machiavéliquement politico-idéologique de cette opération médiatique de dénonciation systématique, il ne nous a pas semblé sans intérêt de livrer quelques éléments de ce dossier aux lecteurs de notre revue et aux amis du Cercle des Cahiers du mouvement ouvrier.

(2) L'ouvrage en question s'intitule *The Balkans in the Cold War. Balkan Federations, Cominform, Yugoslav-Soviet Conflict*, Edited by Vojislav G. Pavlovic, Belgrade, Institute of Balkan Studies of the Serbian Academy of Sciences and Arts [Special Editions 116], 2011. Le titre de la contribution personnelle de V. G. Pavlovic se trouve en tête de l'ouvrage, aux pages 11-42 et porte le titre suivant : « Stalinism without Stalin : The Soviet Origins of Tito's Yugoslavia 1937-1948 ».

été en partie adoptées y compris par des représentants de l'impérialisme britannique et des historiographes favorables au camp occidental (3).

« De pures motivations d'intérêts étatiques » ?

Dans la conclusion de son article, l'historien serbe va jusqu'à risquer l'affirmation suivante :

« *Le conflit yougoslavo-soviétique ne fut pas provoqué par des divergences idéologiques. Il reposa sur de pures motivations d'intérêts étatiques. Comme cela avait été le cas durant la guerre, Tito suivit son agenda personnel et les intérêts de la Yougoslavie tels qu'il les envisageait. La coopération régionale, la fédération balkanique, la présence militaire yougoslave en Albanie – toutes ces questions démontraient qu'il se considérait lui-même comme étant en capacité de développer sa propre politique étrangère et de favoriser les intérêts du communisme dans les Balkans de la manière qui lui semblait la plus appropriée. Cette sorte de conduite indépendante fut la véritable cause de son conflit avec Staline. Du point de vue idéologique, la Yougoslavie de Tito n'était rien d'autre que la copie la plus conforme qui soit de l'URSS. Tito fut capable de résister à Staline non pas parce que lui et le PCY n'étaient pas stalinien, mais précisément parce qu'ils l'étaient. Seule une structure stalinienne et monolithique, basée sur l'organisation des Partisans créée au cours de la guerre était en mesure de résister aux pressions que la Yougoslavie subit après 1948* » (4).

Sans entrer ici dans la discussion approfondie que mériterait ce jugement, nous dirons que le traitement auquel furent soumis les militants italiens du PCI qui furent victimes de la répression du régime titiste après 1948 n'est assurément pas sans rappeler ce que fut celui des opposants réels ou supposés au régime soviétique sous le « Petit Père des peuples » et même après la disgrâce que connut la mémoire de ce dernier, postérieurement au XX^e Congrès du PCUS de 1956.

Un goulag adriatique

Giampaolo Pansa, dans son avant-propos au lecteur de l'ouvrage que nous

avons cité à la note 1, affirme que c'est par la lecture de la biographie de Tito publiée par l'oppositional yougoslave Milovan Djilas (5) qu'il a appris l'existence d'un véritable goulag yougoslave situé dans l'île croate de Goli Otok (l'île chauve, en français) où avaient été détenus dans des conditions effroyables des opposants au régime yougoslave de diverses sortes : aussi bien des anticommunistes déclarés, dont des oustachis survivants de la période du régime fasciste croate d'Ante Pavelic, petit État fantoche allié de Hitler

(3) Pavlovic cite en particulier le fait que, dans ses Mémoires, le général de brigade britannique Fitzroy Maclean, l'officier de plus haut grade parmi ceux qui avaient été parachutés auprès du quartier général de la résistance titiste durant l'occupation de la Yougoslavie, déclare que dès cette époque il avait acquis la conviction que Tito ne devait pas être considéré comme un communiste comme les autres (cf. V. G. Pavlovic, « Stalinism without Stalin ... », in *The Balkans in the Cold War*, op. cit., p. 12. Aux pages 265-301 de ce même ouvrage collectif, on trouve une contribution de l'historien russe Leonid Gibiansky, intitulée « Soviet-Yugoslav Relations, the Cominform and Balkan Communist Parties : Documentary Sources and Some Aspects of its Research », qui fait le point sur l'historiographie concernant les vicissitudes du stalinisme dans les Balkans.

(4) « *The Yugoslav-Soviet Conflict was not provoked by ideological differences. It was purely a matter of state interests. As was the case during the war, Tito followed his own agenda and Yugoslav interests as he saw them. Regional cooperation, Balkan federation, Yugoslav military presence in Albania – all this issues demonstrated that he considered himself to be in a position to develop his own foreign policy and to articulate the interests of communism in the Balkans as he saw fit. This kind of independent conduct was the real cause of his conflict with Stalin. From the ideological point of view, Tito's Yugoslavia was, if anything, the most accomplished copy of the USSR. Tito was able to stand up to Stalin no because he and the CPY were not Stalinists, but precisely because they were. Only a Stalinist firm and monolithic structure, based on the Partisan organisation created during the war could have withstood the pressure which Yugoslavia was exposed to after 1948* » (V.G. Pavlovic, « Stalinism without Stalin... », art. cit., p. 42).

(5) Cf. la traduction française de cette biographie : M. Djilas, *Tito mon ami, mon ennemi : biographie critique*, traduit de l'allemand (*Tito : eine Kristische Biographie*) par Catherine Lecoanet, Régine Temam, Marie-France Thivot, traduction revue à partir de l'original serbo-croate par Michel Barthélémy, Paris, Fayard, 1980.

et de Mussolini, que de militants du PCY restés fidèles à Staline (6).

Dans la pire tradition des institutions concentrationnaires, le régime en vigueur dans ce que les témoins qui en réchappèrent qualifièrent par la suite de véritable enfer était fondé sur la famine, les mauvais traitements, l'hygiène déplorable des lieux, mais surtout un système de délation dans lequel les détenus étaient sommés de se faire les bourreaux de leurs compagnons d'infortune et de leur administrer force corrections sous les prétextes les plus divers et les plus futiles. Les prisonniers jugés les plus récalcitrants ou qui, au goût de leurs geôliers, ne se repentaient pas avec suffisamment de vigueur et de conviction de leur félonie, encore une fois réelle ou supposée, à l'égard du régime, subissaient ce surcroît de souffrances que constituait l'isolement dans des anfractuosités de la montagne qui occupe une grande partie de l'île maudite, où ils étaient exposés au froid ou à l'intolérable chaleur selon les saisons, au manque de nourriture, à une soif lancinante, sans compter le manque de soins de la kyrielle d'affections parfois très graves que ces terribles conditions de survie ne manquaient pas de déterminer.

Des haines recuites...

Le caractère idéologiquement composite de la population de ce bague permet d'imaginer le surcroît de cruauté que pouvaient susciter les haines recuites liées aux toutes récentes tragédies provoquées par la guerre, l'occupation et la très dure lutte pour la libération du pays et sa transformation sociale, et auxquelles les autorités permettaient de se donner libre cours.

Il serait bien entendu indécent d'établir entre ces diverses catégories de victimes une quelconque gradation, mais il est cependant nécessaire de remarquer qu'une en particulier peut être distinguée des autres en raison de ce que le parcours tout à fait particulier des hommes qui l'ont constituée peut apporter quelques éléments d'information précieux pour revisiter ce véritable cancer que fut le stalinisme dans l'histoire du mouvement ouvrier.

Un certain nombre de militants communistes italiens

Parmi les malheureux retranchés ainsi du monde des vivants, figuraient en effet un certain nombre de militants communistes italiens qui, au moment de l'entente fraternelle entre communistes ayant pris les armes contre le fascisme et le nazisme des deux côtés des frontières séparant le Frioul-Vénétie julienne de la Slovénie ainsi que l'Istrie et la Dalmatie devenues italiennes à la suite du traité de Rapallo en 1920 de la Croatie, rejoignirent avec enthousiasme la nouvelle république sœur pour contribuer à y édifier le « socialisme ».

Quand survint la rupture déchirante avec la « patrie », jusqu'alors incontestée dans ces milieux et même bien au-delà, de tous les prolétaires et des antifascistes, on conçoit aisément combien il fut difficile pour ces militants d'adhérer à la violente propagande antisoviétique de la direction du PCY.

Il s'ensuivit pour nombre de ces militants un passage dans la clandestinité et, pour certains, un réel activisme en faveur du Kominform, encouragé depuis Trieste par le très orthodoxe Parti communiste du territoire libre de Trieste, ville qui n'avait pas encore été restituée à l'Italie et était dirigée par une vieille « connaissance », Vittorio Vidali, alias Carlos Contreras, exécuté des basses œuvres du NKVD aux États-Unis, en Espagne, puis au Mexique où il s'illustra dans le premier attentat manqué perpétré contre Trotsky.

(6) Pour ce qui est du dénombrement des membres du PCY victimes de la politique anti-kominformiste, Pansa, en se fondant sur un article de Stefano Bianchini paru dans la publication italienne « *Rivista di storia contemporanea* » en octobre 1990, indique que le chiffre des personnes arrêtées pour « kominformisme » passa de 501 en 1948 à 6 290 en 1949 et évalue à un cinquième les adhérents du PCY (davantage un parti de cadres qu'une organisation de masse) favorables à Moscou. Durant les sept ans que dura la confrontation Tito-Staline, 58 596 adhérents du PCY furent exclus tandis que 31 412 subirent des sanctions plus légères (cf. Giampaolo Pansa, *Prigionieri del silenzio*, op. cit., pp. 170-171 et 212-213).

Les moins chanceux parmi eux furent arrêtés, interrogés avec la brutalité qu'on peut imaginer par la police politique du régime, l'Ozna (Détachement pour la défense du peuple) qui prit plus tard le nom de Udba (Direction pour la sécurité de l'État) ou par la police militaire (le Kos) et expédiés soit à l'île chauve, soit dans les autres établissements du même type, comme celui de Zenica, dans le sud de la Bosnie-Herzégovine, ou encore ceux de Sremska Mitrovica, en Serbie, et de Stara Gradiska, en Slavonie, sur le territoire de l'ancien État oustachi de Pavelic, où, par une très cruelle ironie du sort, nombre de partisans serbes et croates ainsi que de juifs avaient été massacrés durant la guerre.

Itinéraires de militants dévoués et courageux condamnés au silence

Ce n'est que récemment, à la suite de la publication de Mémoires de quelques témoins qui passèrent à travers ces épreuves, qu'il est possible de reconstituer ce que fut le calvaire sans fin de ces militants qui, à chaque embarquée de l'histoire, se retrouvèrent en quelque sorte du mauvais côté de la barricade : celui où l'on risquait la mort, la détention, la torture, et pour finir, quand on en réchappait, l'oubli et le silence dicté par une « raison » d'État ou de parti qui avait pourtant failli en de multiples occasions.

L'exemple d'Andrea Scano

Parmi les exemples cités dans l'ouvrage de Giampaolo Pansa, celui de Andrea Scano (1911-1980), ouvrier agricole d'origine sarde qui, chargé de famille à l'âge de vingt ans, avait dû s'adonner à la contrebande entre son village de l'extrême-nord de la Sardaigne et la Corse toute proche.

Arrêté par la police française et extradé, il purgea alors la peine de trois ans et demi de prison à laquelle il avait été condamné par contumace pour expatriation clandestine (on était alors en plein régime fasciste et Mussolini avait en ligne de mire de ses visées expansionnistes la Corse, considérée comme une terre italienne).

A sa sortie de prison, considéré comme asocial et donc politiquement suspect par les autorités, il prit à nouveau le large avec deux autres habitants de son village et vécut clandestinement, toujours en Corse, mais cette fois à Ajaccio, où, en juillet 1937, il entra vraisemblablement en contact avec un représentant communiste qui lui proposa de se rendre à Marseille où il devait s'embarquer pour l'Espagne. Après un bref séjour à Barcelone, le fugitif se retrouva à Albacete, siège du quartier général des Brigades internationales, dirigées avec une poigne de fer par Luigi Longo alias Gallo, qui succédera à Togliatti à la tête du PCI, et une autre « connaissance » des familiers du mouvement ouvrier français, le colérique et redoutable André Marty. Parmi la nomenclatura kominterniste en vue à Albacete figuraient des hommes qui allaient faire parler d'eux par la suite et, notamment, le tchécoslovaque Klement Gottwald, premier président de son pays après le coup de Prague de février 1948, et... un certain Josip Broz, plus connu sous le nom de Tito.

En Espagne, Scano fut intégré en qualité de télégraphiste dans le troisième bataillon de la brigade Garibaldi composée, comme son nom le laisse présager, de combattants italiens.

Les témoignages d'autres volontaires italiens qui le côtoyèrent à l'époque le décrivent comme un exécutant très consciencieux et méthodique des tâches qui lui sont confiées et insistent également sur le soin scrupuleux avec lequel il consacrait ses heures de loisir à lire et à se cultiver.

Après avoir connu le baptême du feu en Aragon et en Estrémadure, le militant italien participa aux terribles combats sur l'Èbre de l'automne 1938 qui se solda par la défaite des troupes républicaines et la décision du président du conseil Juan Negrin de congédier les combattants étrangers des Brigades internationales.

C'est ainsi que Scano traversa les Pyrénées avec ses camarades en février 1939, où il fut interné par les autorités françaises dans le camp de Saint-Cyprien, près de Perpignan.

Mais il se trouvait dans un autre de ces camps d'internement, celui d'Argelès, quand, à la suite de la débâcle de l'armée française et de la déclaration de guerre de l'Italie à la France en juin 1940, les rescapés

d'Espagne jugèrent bon de suivre la directive de la direction du PCI qui conseillait aux anciens combattants d'Espagne de rentrer en Italie. Scano s'exécuta et fut donc à nouveau emprisonné à Sassari, dans sa Sardaigne natale, au printemps 1941.

Mais les autorités fascistes, bien renseignées sur les activités du militant en Espagne, prirent la décision de ne pas le libérer à l'issue de sa peine, mais de l'envoyer en « résidence surveillée » (*confino*, selon la terminologie judiciaire de l'époque) dans l'île de Ventotene, située au large de l'extrême-sud du Latium.

Un véritable séjour des grands noms de l'antifascisme militant

Ce lieu de détention était un véritable séjour des grands noms de l'antifascisme militant : communistes, socialistes, anarchistes, membres du groupe radical Giustizia e Libertà. Parmi les plus illustres personnalités qui y séjournèrent on compte notamment le socialiste Sandro Pertini, futur président de la République italienne de 1978 à 1985, mais Scano y retrouva aussi son ancien dirigeant d'Albacete, Luigi Longo.

Survint le retournement du 25 juillet 1943 et les dirigeants du PC internés dans l'île, Luigi Longo, Pietro Secchia et le Sicilien Girolamo Li Causi, organisèrent méthodiquement le transport des 500 militants communistes vers le continent.

Scano, pour sa part, débarqua à Gênes et prit aussitôt du service sous le nom de Elio dans le groupe de partisans mis sur pied par les communistes locaux.

La fin de l'année 1943 fut marquée par des grèves ouvrières importantes, notamment dans cette région très industrialisée qu'était la Ligurie, et les partisans organisèrent plusieurs actions militaires en soutien aux grévistes.

Le 13 janvier 1944, Scano participa à l'assassinat de deux officiers allemands à Gênes, attentat qui fut suivi par l'exécution de huit détenus antifascistes. La guerre civile s'intensifiait au nord, Scano participa au maquis qui s'était constitué dans la région du mont Tobbio dans les Apennins ligures, et c'est là qu'il fut gra-

vement blessé, en février 1944, et, après une longue convalescence, il reprit les armes dans la province d'Alessandria, au sud du Piémont, en tant que membre du commandement de la 108^e Brigade Garibaldi Paolo Rossi qui opérait entre Gênes et la vallée du Po.

Les résistants qui l'ont connu et côtoyé à cette époque le décrivent comme un communiste tout à fait orthodoxe.

L'un de ces convaincus que la modération du parti n'était qu'une feinte

A la Libération, le 25 avril 1945, Scano devint secrétaire de district du PCI et se distingua par une intransigeance qui laisse à penser qu'il appartient à cette catégorie de communistes issus de la résistance armée qui étaient convaincus que la modération de la direction du parti n'était qu'une feinte, et que tôt ou tard, la question de l'achèvement de la Résistance par une révolution sociale communiste se poserait.

On sait que nombre des militants de cette mouvance, dont le chef de file était un des plus hauts responsables du parti, ce Pietro Secchia que nous avons déjà rencontré à Ventotene et qui fut petit à petit mis à l'écart par Togliatti, avaient conservé des armes qu'ils avaient soustraites aux troupes alliées chargées de les retirer de la circulation.

A l'été 1947, Scano fut dénoncé aux carabinieri pour avoir constitué avec d'autres camarades un véritable arsenal dans la ville de Tortona, mais il bénéficia d'une fuite qui lui permit d'échapper à l'arrestation en se déguisant en cheminot et, passant la frontière à Gorizia, il alla se réfugier dans la Yougoslavie « socialiste » et donc hospitalière, et alla s'installer à Fiume qui était devenue Rijeka.

Il faut préciser que si toutes les régions de l'Istrie, de la Croatie et de la Dalmatie qui étaient passées sous le contrôle de l'Italie après le premier conflit mondial connurent après 1945 un exode très important de populations italiennes craignant le « communisme » et les représailles des populations slaves longtemps discriminées, elles furent aussi, dans une mesure bien entendu moindre mais tout de même conséquente, une sorte de contre-exode

d'ouvriers et de techniciens italiens, souvent originaires des régions frontalières, incités à venir combler les vides laissés par les premiers et qui se prêtèrent à cette opération avec l'enthousiasme que suscitait le prestige immense que les communistes italiens et slaves avaient acquis par leur lutte contre le nazisme et le fascisme, sans compter bien entendu la popularité immense dont jouissait dans les milieux de la gauche et bien au-delà l'Union soviétique de Staline.

Scano, quant à lui, avait trouvé un emploi de peintre en bâtiment et menait une vie plus que modeste étant donné les énormes difficultés économiques que connaissait alors le nouvel État sorti de la guerre.

Le PCI adopta sans broncher le point de vue soviétique

Quand survint la rupture entre Tito et Staline, le PCI adopta sans broncher le point de vue soviétique, et cette Yougoslavie, glorieusement engagée sur la voie de la construction du socialisme sous la direction de son chef, le maréchal Tito, devint soudain un enfer dirigé par un dictateur fasciste.

D'un autre côté, la propagande des autorités et du parti yougoslave transformèrent en suspects, agents d'une puissance étrangère, terroristes et criminels ceux qui avaient été considérés encore quelques mois avant comme des camarades, des frères venus apporter leur contribution internationaliste à la transformation sociale du pays.

Scano fut alors contacté par un communiste italien, Alfredo Bonelli, marié à une jeune femme slovène, qui était entré clandestinement en Yougoslavie pour y accomplir une mission en faveur du Kominform.

En décembre 1948, Bonelli, Scano et quatre autres Italiens constituèrent un groupe auquel ils donnèrent le nom pompeux de « Comité de promotion de l'organisation kominformiste de Rijeka-Fiume ».

L'activité de cette organisation se limita à faire passer à Trieste des rapports sur l'état désastreux du pays et à diffuser en tout et pour tout 500 exemplaires d'un

seul tract bilingue italien-croate, ainsi que quelques opuscules du Kominform et une vingtaine d'exemplaires d'un journal imprimé à Prague, le *Nova Borba*, journal des kominformistes de la diaspora yougoslave.

Arrêté en juillet 1949, Scano fut d'abord emprisonné dans la prison de la ville, puis transféré à l'île chauve à la fin de l'hiver 1950 ; il y restera jusqu'au début de l'année 1953.

Son témoignage

Dans un témoignage oral qu'il fit à Bonelli et que celui-ci retranscrivit dans ses Mémoires (7), voilà comment il raconte l'accueil des nouveaux détenus par les anciens dans le goulag de l'île chauve :

« Sur le parcours, les internés kominformistes nous attendaient rangés sur deux rangs. Nous devons passer au milieu et, au fur et à mesure que nous avançons, nous recevons des coups de poing, des coups de pied, des crachats, au milieu des cris et des insultes. Je n'en pouvais plus, la route était escarpée, j'avais tout le poids de mes affaires sur le dos et j'étais affaibli par la prison et par le voyage. Un des internés s'agrippa à moi en me tabassant comme un malade. Je dégoulinais de sang, j'avais du mal à respirer, je le suppliais de se calmer, d'arrêter, de me laisser poursuivre mon chemin. Mais il frappait de plus belle. Et il hurlait : t'es un kominformiste comme moi ? Et alors prends ça et ça encore ! (...) A chaque fois qu'arrivait un convoi, nous devons nous ranger et frapper. En réalité, on arrivait pas mal à faire semblant et à pousser les nouveaux arrivants devant eux afin qu'ils terminent plus vite leur chemin de croix. Mais il y en avait toujours pour faire du zèle, et à la fin, tout le monde finissait par être roué de coups » (8).

Durant ses trois années de détention, Scano échappa à une épidémie de typhus

(7) Alfredo Bonelli, *Fra Stalin e Tito. Cominformisti a Fiume 1948-1956* [Entre Staline et Tito. Kominformistes à Fiume 1948-1956], Trieste, Istituto Regionale per la Storia del Movimento di Liberazione in Friuli e Venezia Giulia, I Quaderni di Qualestoria, 1994.

(8) Giampaolo Pansa, *I prigionieri del silenzio*, op. cit., pp. 238-239.

qui, à l'été 1951, n'emporta pas moins de 175 détenus. Quelques mois plus tard, l'île reçut la visite d'une délégation de la SFIO, mais les autorités prévenues organisèrent les choses de façon à ce qu'aucune des horreurs qu'y subissaient quotidiennement les prisonniers ne filtre.

Il n'y eut donc aucune campagne internationale de dénonciation car, comme le dit Pansa, il ne faut pas oublier qu'en se dressant contre Staline, Tito s'était attiré la sympathie du monde dit « libre » à qui il convenait de ne pas chercher de poux dans la tête.

Une fois libéré, Scano mena quelque temps une vie misérable à Rijeka car personne ne pouvait l'embaucher sans risquer de graves ennuis avec l'Udba, puis il finit par trouver un emploi très mal rémunéré et dangereux où il était exposé aux vapeurs toxiques du vernis antirouille qu'il devait étaler sur les soutes des navires en cale sèche aux chantiers navals de la ville. Il put finalement renouer le contact avec Bonelli et parvint à rentrer en Italie le 16 juillet 1954.

Deux nouvelles déconvenues...

Mais dans sa patrie l'attendaient deux nouvelles déconvenues de taille : les suites pénales de l'affaire de dissimulation d'armes qui l'avait poussé à se réfugier en Yougoslavie et la suspicion dans laquelle le tenaient ses camarades communistes pour avoir vécu dans le pays du fasciste Tito. Les responsables locaux du PCI refusèrent de lui délivrer sa carte d'adhérent et le traitèrent comme un renégat.

Finalement, après avoir vécu à nouveau dans la clandestinité à Gênes, il fut convaincu par un ami de se constituer prisonnier et purgea encore une peine de six mois de prison, du 3 mai au 3 novembre 1955 et, comme si le sort s'acharnait à se jouer de lui, ce fut donc derrière les barreaux de la prison de Tortona qu'il apprit la nouvelle du voyage de Khrouchtchev à Belgrade le 26 mai et la réconciliation entre Tito et l'URSS qui s'ensuivit.

Ses dernières années jusqu'à sa mort furent plus paisibles, et il finit par être réadmis dans son parti, occupant même quelques responsabilités dans l'administration communale de la petite ville de Novi Ligure.

Pourtant, dans ses derniers jours, alors qu'il est pris en charge par une de ses nièces, Rina, et qu'il se sait condamné, il écrit un long poème à sa bienfaitrice dont nous ne traduisons ici que les premiers vers très émouvants et qui constituent la seule concession publique qu'il consentit à la loi d'airain du silence qu'il ne cessa de s'imposer malgré toutes les souffrances et les injustices endurées :

La pluie de sang

*« Si c'est à l'enfer que je suis destiné
ne vous inquiétez pas pour moi
car j'y suis déjà allé !*

...

*Il est une île déserte
au milieu de la mer.*

*Moi je connais son nom,
mais je ne te le dirai pas.*

*Il est une île
dont je me souviendrai pour l'éternité.
C'est l'île du mal. »*

Conclusion

L'histoire terrible de ce militant que nous avons rapportée ici n'est malheureusement pas un cas unique. Le livre de Pansa ainsi que les souvenirs de ceux qui ont partagé, sinon la même expérience, du moins des vicissitudes similaires à la sienne et les recherches historiques qui commencent à être menées sur les zones d'ombre du phénomène stalinien, permettent de mieux en éclairer la nature et la signification.

Il ne s'agit évidemment pas d'établir avec une complaisance morbide des pratiques qui d'ailleurs sont loin d'être propres à cette séquence historique, mais, du point de vue du mouvement ouvrier, de mesurer à quel point la dégénérescence des régimes issus de la grande révolution d'Octobre a été profonde et mortifère et, pour reprendre ce qui a constitué le point de départ de cette évocation, combien la désignation comme objet historique qui peut paraître curieuse, voire absurde d'un « stalinisme sans Staline » est au contraire pertinente et riche de nouvelles possibilités d'exploration et de compréhension de l'ontogénèse des formations sociales et politiques.

Frank La Brasca

Palmiro Togliatti et la révolution hongroise

Article paru dans *Il Corriere della Sera*

Présentation

« Il Migliore » ? Vraiment ?

A peu près à la même époque où Jacques Duclos, en France, gratifiait Maurice Thorez du titre (enviable ? envié ?) de « *premier stalinien de France* », leurs camarades italiens appelaient leur secrétaire général, Palmiro Togliatti, « *il Migliore* » (« le Meilleur »).

L'article ci-après paru récemment dans le supplément littéraire du quotidien milanais *Il Corriere della Sera* et traduit de l'italien, inciterait pourtant à douter de la légitimité de ce surnom flatteur.

Le lecteur en jugera, tout comme il pourra méditer sur la pertinence de la légende dorée qui a fleuri dans les années soixante et soixante-dix du siècle dernier, en Italie comme en France, sous l'autorité intellectuelle et la caution de grands esprits sur l'identité desquels il vaut mieux étendre un voile pudique et qui a fait du Parti communiste italien et de son principal dirigeant les représentants d'un communisme « ouvert », « démocratique », « européen », bref, aux antipodes de la barbarie moscoute quasi-asiatique.

Frank La Brasca



Palmiro Togliatti.

Togliatti et la révolution hongroise

« D'accord, pendez Nagy, mais seulement après les élections en Italie »

« **D'**accord, pendez Nagy, mais seulement après les élections en Italie. Ainsi le PCI ne perdra pas de voix. » Voilà ce qu'on peut lire dans le procès-verbal d'une rencontre entre Togliatti et Kadar qui eut lieu à Moscou. Le 25 mai 1958, les élections eurent effectivement lieu en Italie et Nagy fut exécuté le 16 juin suivant.

Quand Togliatti applaudissait à la « lutte héroïque »... contre les insurgés de Budapest

Ce soixantième anniversaire de la révolution hongroise nous offre l'occasion de discuter de l'état de nos connaissances sur ces événements de l'année 1956, et en particulier sur leurs répercussions en Italie. Il est cependant nécessaire d'annoncer en préalable que certains faits bien documentés sont systématiquement ignorés, ce qui retarde le processus d'acquisition d'une vision d'ensemble desdits faits.

Premier exemple : dans l'ouvrage *Un nocciolo di verità* (Un noyau de vérité) (La Pietra, 1978) peu diffusé et presque jamais cité, l'auteure, Felicità Ferrero, témoigna de la présence à Budapest d'Aldo Togliatti, le fils de Palmiro, au cours de l'été 1956. L'excellente et récente étude de Massimo Cirri (*Un'altra parte del mondo* [Un autre côté du monde], Feltrinelli) requiert toute notre attention : en effet, « Aldo », qui souffrait de graves problèmes psychologiques, était en traitement auprès de médecins hongrois. Nous

ne pouvons déterminer avec certitude à quelle date il revint en Italie car il semble que cela constitue un secret très bien gardé. Il est cependant probable que ce fait ait joué un rôle dans la froide et violente vigueur avec lequel le père de ce dernier réagit à la révolution hongroise, invoquant dans un premier temps, puis exaltant par la suite la répression dont elle fut l'objet de la part des troupes soviétiques.

Second exemple : dans une étude scrupuleusement documentée et jamais citée, *Oro da Mosca* (Or de Moscou), Mondadori, 1999), Valerio Riva et Francesco Bigazzi ont publié un document très parlant, dont l'original se trouve dans les archives moscovites désignées sous le sigle *Rgani* : il s'agit d'« une note de frais » datée du 4 décembre 1956 de Boris Ponomarev, responsable du PCUS pour les rapports avec les partis frères, où était soumis à l'approbation de Khrouchtchev et des autres camarades le versement de deux millions et demi de dollars au PCI, la moitié de cette même somme au PCF et d'autres sommes d'un montant décroissant destinées à d'autres partis. Il est évident que devant un tel document, toute la rhétorique sur les « ouvertures géniales » de Togliatti et sur la « voie italienne au socialisme », qui allait être exaltée quelques jours plus tard lors du VIII^e Congrès du PCI, prend un sens bien différent.

Si l'on passe à présent aux documents inédits, il convient de prendre acte qu'il en manque au moins un à l'appel, à savoir le procès-verbal de la réunion entre Khrouchtchev et les dirigeants des pays

satellites, qui se déroula à la fin juin 1956, après le long voyage effectué par Tito en URSS et au cours de laquelle furent communiquées les conditions qui venaient d'être négociées pour la réconciliation entre Moscou et Belgrade.

Dans l'attente (qui sera probablement de longue durée) que les archives présidentielles russes redeviennent disponibles, il convient de prendre en compte le procès-verbal de l'entrevue entre Togliatti et Kadar, le leader hongrois mis au pouvoir par les Soviétiques, qui se déroula en novembre 1957 à Moscou.

En plus de sa requête désormais connue que l'exécution de Nagy (le Premier ministre porté au pouvoir par la révolte de Budapest) soit renvoyée à une date postérieure à celle des élections italiennes de 1958, le chef du PCI déclara qu'il connaissait ce dernier « depuis 1935

et qu'il ne le considérait pas comme une personne sérieuse ». Au terme de l'entretien, Togliatti félicita Kadar pour la « lutte héroïque » qu'il avait dirigée en 1956 : le style dans lequel est rédigé ce procès-verbal et le fait qu'il n'appela aucune réponse permet de deviner qu'un tel commentaire ne fut pas sans créer un embarras bien compréhensible.

Traduction française de l'article de Federico Argentieri, paru dans le supplément du quotidien milanais *Il Corriere della Sera*, intitulé : « La Lettura », le 16 octobre 2016 et reproduit sur la toile par le site « Vento largo ».




Une de « l'Unità », quotidien du comité central du PCI, sur l'écrasement de l'insurrection de Budapest : « Les bandes contre-révolutionnaires sont contraintes à la reddition après leurs attaques sanguinaires contre le pouvoir socialiste ».

Parmi celles-ci figuraient probablement le limogeage de Rakosi de la direction hongroise et peut-être même la réhabilitation de Laszlo Rajk, la principale victime des procès bidon contre le « titisme », réhabilitation qui eut lieu le 6 octobre suivant et qui fut caractérisée par Togliatti comme « une folie ».

Perles

À propos des grades dans la franc-maçonnerie

Tout commentaire affaiblirait la portée considérable de cette œuvre considérable, d'un auteur plus considérable encore sur une question centrale, voire capitale de l'histoire du mouvement ouvrier et démocratique : les grades dans la franc-maçonnerie.



Souscription
Parution début juillet 2016

EDITIONS

Vers les Hauts grades
Un livre de Christian Eyschen

Vers les Hauts Grades

Elles se posent dans le partage, où l'autre n'est pas qu'un miroir.
Alors, pourquoi ne pas se décider à partager, à publier, même si on n'aurait pas dû ? Comme, après tout, quand quelque chose est supposé ne pas se faire, il suffit de le faire, pour que la transgression transforme son statut. Des planches données dans les Hauts Grades, sont ici publiées.
Pierre-Yves Ruff.


La Maçonnerie est avant tout voyage, mais un voyage essentiellement intérieur et parsemé d'énigmes. Que sont-elles ? Ou bien, si les énigmes sont d'abord celui qui les trouve en lui-même, qui sont-elles ?

Tout, dans les voyages initiatiques, tourne autour d'un Secret. Mais quel est ce secret ? Il s'annonce aisément sous les signes du recouvert et de la perte. Qu'y a-t-il sous le voile ? Et qu'en est-il de cette parole, que l'on dit être perdue ?

Les hypothèses sont multiples, tant sont multiples les facettes de l'humain. Peut-être le secret n'existe-t-il que d'être partagé – mais, en ce cas, y a-t-il un secret, ou bien la trace de ce secret n'existe-t-elle que dans le partage lui-même ? Mais le partage, alors, n'est-il pas simplement la condition humaine, comme tout être est partagé entre l'espace dans lequel il est et celui dont il tente de s'approcher.


C'est au fond la question humaine, celle du cheminement, celle du partage, celle encore du retour sur soi-même et de la marche vers soi-même, qui seraient, en ce cas, toujours posées.

Christian Eyschen



Vers les Hauts Grades

THEOLIB • COLLECTION GIGARD



Ce qu'ils diront certainement de ce livre

Vision, prévision, profusion

- André 24 : *C'est le programme de l'anti-France qui veut détruire nos crèches chrétiennes et donner le pouvoir aux islamistes. France, Réveille-toi !*
- Marine La Peine : *Devra-t-on subir encore longtemps la dictature des Lumières ? La seule fonction de la Lumière est d'être éteinte.*
- Robert Treinard : *Je hais les Francs-Maçons, comme je déteste tous les arabes et les étrangers. Moyen-Orient, Extrême-Orient, Grand Orient : tous à la mer. La France est éternelle !*
- Dario Morano : *Ces gens-là ne sont pas de chez nous. Je vous le dis. Quand il fallait être blanc, chrétien, ni domestique, ni esclave, ni femme, ni artiste, passe encore. Mais là non ! La Franc-Maçonnerie doit être de race blanche et judéo-chrétienne.*
- Léo Taxil : *Ce livre m'a beaucoup déçu. Pas un mot sur les messes noires, les hosties outragées, les bacchanales et les orgies. Quel intérêt de publier sur la Franc-Maçonnerie sans parler de tout cela ?*
- Le PEP'S : *Pour des gens qui ne savent ni lire ni écrire, quels « savants » prétentieux ! Heureux les Pauvres d'esprit !*
- Jean-Jacques Joseph : *Les flics sont souvent des Francs-Maçons. Tous les Francs-Maçons sont des flics. Eyschen est un chat. Tant de degrés pour aussi peu de saveur.*
- L'Indicateur Bertrand : *Ce livre est détestable. J'ai tout renié pour réussir. Et lui, ce libre penseur malfaisant, va m'expliquer ce qu'est la Franc-Maçonnerie ? Alimentaire mon cher Watson, alimentaire !*
- Philippe Duret : *A l'occasion d'un bureau National du PS où il était question de laïcité, j'ai lâché (propos recueillis par **Le Monde**) : « aujourd'hui les laïcards historiques, les francs-maçons, considèrent que les religions nous emmerdent ». Ce n'est pas avec ce livre que cela va s'arranger.*

La Table des chapitres

Introduction. La liberté, c'est faire ses propres choix, les réaliser et les assumer	5
CHAPITRE 1. LA FRANC-MAÇONNERIE	9
CHAPITRE 2. INITIATION	17
CHAPITRE 3. ÉLEVATION	33
CHAPITRE 4. EXALTATION	51
CHAPITRE 5. MAITRE SECRET	71
CHAPITRE 6. GRAND ÉCOSSAIS DE LA VOUTE SACRÉE	81
CHAPITRE 7. ROSE-CROIX	93
CHAPITRE 8. CHEVALIER DE L'AIGLE BLANC ET NOIR	109
IN MEMORIAM YVON TANGUY. À MON PARRAIN	147

L'Express

135 euros par mois... c'est l'aisance ?

Le site de *L'Express* a publié en octobre dernier une note dans la rubrique Actualités sous le titre : « GPA : qui sont les mères porteuses indiennes ? Une étude démonte les clichés ».

On y lit :

« Les travaux d'une sociologue, publiés par l'INED ce mercredi, démontent un certain nombre d'idées reçues qui entourent le recours par des parents étrangers à la gestation pour autrui en Inde.

Des parents riches qui exploitent des femmes vivant dans la misère à qui l'on arrache leur enfant. Une image que les détracteurs de la GPA – gestation pour autrui – invoquent régulièrement pour dénoncer le recours à une mère porteuse en Inde, destination phare des parents étrangers en mal d'enfant. »

Or cette note renvoyant à une étude de la sociologue Virginie Rozée qui a passé deux ans en Inde, et « rencontré 32 experts – médecins, avocats, responsables politiques – huit parents et 33 mères porteuses en 2013 et 2014 », publiée dans le bulletin d'information *Population et Sociétés* de l'Institution national d'études démographiques (INED), dénonce des idées reçues :

« Principale idée reçue démontée par cette étude : loin d'être analphabètes, les gestatrices pour autrui rencontrées **ne vivent pas dans la misère, loin s'en faut** (sic !!!!, souligné par moi). **La majorité d'entre elles reçoivent au moins 10 000 roupies (environ 135 euros par mois)** (souligné par moi) quand 75 % de la population indienne vivait sous ce seuil en 2011-2012. »

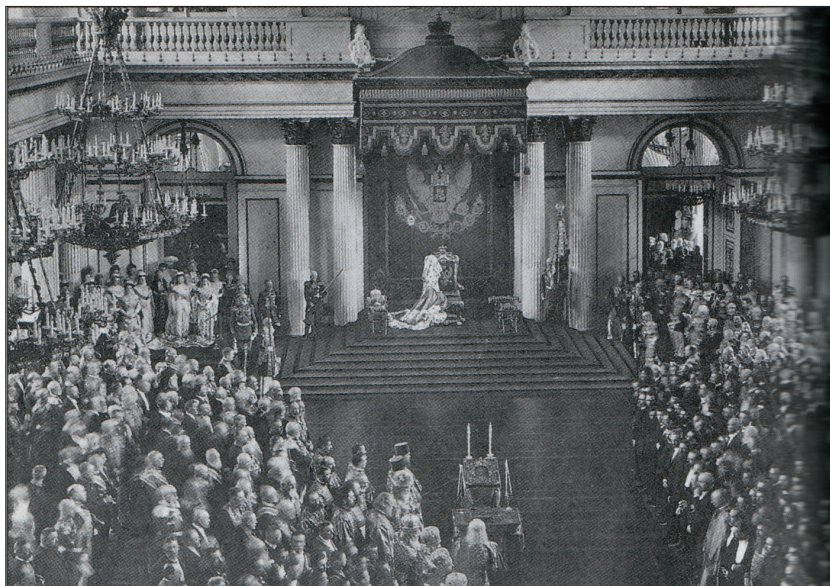
Ainsi avec 135 euros par mois (pour LA MAJORITÉ), c'est être loin de la misère et ce n'est pas le besoin qui peut pousser des Indiennes à vendre leur ventre pour 3 000 dollars par mois en moyenne (petite partie seulement de ce que le couple qui n'est pas, lui, du tout dans la misère doit payer pour ce genre de service).

Jean-Jacques Marie

Questions d'histoire

Lénine et les élections

Jean-Jacques Marie



Ouverture de la première Douma (10 mai-27 avril du calendrier julien) 1906.

Le manifeste du 17 octobre

Pour désamorcer la grève générale qui emportait alors la Russie et faire barrage à la révolution montante, le tsar Nicolas II annonce, le 17 octobre 1905 par un manifeste, la création d'une chambre (la Douma) élue. Une loi du 11 décembre annonce l'organisation des dites élections sur la base du suffrage universel masculin aménagé de façon à minorer au maximum le poids des votes ouvriers et paysans. Ont droit de vote à la Douma tous les hommes de 25 ans au moins, propriétaires, locataires ou assujettis à l'impôt. Le vote à plusieurs degrés (de deux à quatre) est organisé sur la base de quatre curies : nobles, paysans, bourgeois citadins et ouvriers : les peuples allogènes votent à part.

Participer ou boycotter

Lénine veut que le Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR) en cours de réunification participe aux élections auxquelles sont invités pour la première fois des millions d'hommes à qui le parti peut ainsi s'adresser. Il voit dans la participation aux élections un moyen de mener une activité d'agitation vers les ouvriers et paysans membres des deux premières curies. Sa position stupéfie les délégués réunis à la conférence de Tammerfors en décembre 1905, persuadés que le régime agonise et favorables au boycott. Pour eux, participer aux élections, c'est cautionner la Douma impériale antidémocratique au moment même où la conférence se prononce pour l'insurrection à Moscou, sur l'insistance de Lénine. Pensant que la courbe de la révolution est encore montante, Lénine se range à l'avis de la majorité de la conférence bolchevique et... rédige lui-

même la brochure présentant la résolution en faveur du boycott. Il appuie cette orientation sur deux points : la vague de la révolution monte, les masses ont des « *illusions constitutionnelles* », c'est-à-dire voient dans la Douma une institution démocratique. Il faut tenter de dissiper ces illusions.

Une question purement tactique

Il y introduit ainsi des nuances significatives. Il insiste sur le fait qu'il s'agit là d'une question purement « *tactique* » à laquelle il ne faut pas donner une ampleur trop grande. Il réussit à introduire dans la résolution la recommandation « *d'utiliser largement les réunions électorales* », non pas bien entendu pour appeler à voter pour des listes de candidats... puisqu'il n'y en aura pas, mais « *pour faire campagne parmi toutes les couches du peuple en faveur d'une lutte décisive contre l'autocratie* ».

Les masses n'ont pas écouté l'appel au boycott

Au cours du congrès de fusion du POSDR – divisé en bolcheviks et mencheviks depuis le congrès de 1903 – tenu à Stockholm en avril 1906, les délégués reçoivent les résultats des élections à la Douma. Les masses n'ont pas écouté les appels au boycott et, en l'absence de candidats socialistes-révolutionnaires (puisque ces derniers ont eux aussi appelé au boycott) et sociaux-démocrates, ont voté pour le parti inconnu des « *travailleurs* » qui obtient 94 députés. Les élections ne

s'étant pas encore déroulées au Caucase, les mencheviks proposent d'y présenter des candidats. Les bolcheviks s'insurgent, mais Lénine vote pour. Il est l'un des seuls bolcheviks à le faire...

Stolypine dissout la première Douma...

Trois mois plus tard, le Premier ministre Stolypine, mécontent d'une Douma largement hostile à l'autocratie, la dissout et annonce l'élection d'une seconde Douma. Lénine se prononce d'abord contre la poursuite du boycott que réclament de nombreux bolcheviks. Il persuade difficilement une courte majorité bolchevique. Il prône un « bloc de gauche » avec les S-R et les travaillistes contre les Cadets (monarchistes constitutionnels), alors que les mencheviks veulent s'allier avec ces derniers et donc jouer le jeu des élections constitutionnelles. Lors de la conférence nationale du parti en novembre 1906, les mencheviks l'emportent, avec l'appui du Bund. Les « travaillistes », eux, se rallient au Parti constitutionnel-démocrate (les Cadets) dont l'objectif est de libéraliser le régime tsariste pour mieux le préserver. Lénine en conclut aussitôt que les sociaux-démocrates doivent mener une campagne indépendante en reprenant la tactique du boycott. L'élection de la seconde Douma marque une polarisation aux deux extrêmes. Elle comprend 65 députés sociaux-démocrates, en majorité mencheviks. Aussi opposée au régime que la première, elle reçoit le nom de « *vengeance du peuple* ». La seconde Douma élue, en février 1907, entre en fonction le 5 mars.

Dans un article de juin 1907 sur la tactique du boycott où il rappelle que l'objectif premier de cette tactique était de dissiper les « *illusions constitutionnelles* » des masses en cette période de montée révolutionnaire, il attribuera l'échec de cette tactique au maintien des illusions dans les masses : « *Les larges masses populaires assurément croyaient encore à un degré plus ou moins grand à la "Constitution" pendant cette période, croyaient à la Douma, en dépit des mises en garde de la social-démocratie.* »

... puis la seconde

Stolypine, décidé à liquider une Douma aussi hostile au régime et ingouvernable que la première, accuse le groupe parlementaire social-démocrate de lien avec l'organisation militaire insurrectionnelle du POSDR. Il demande à la Douma son accord pour arrêter seize d'entre eux. Il ne l'obtient pas ; dans la nuit du 2 au 3 juin, la police arrête les seize et, le matin du 3 juin, dissout la Douma. Le manifeste impérial dénonce « *l'imperfection de la loi électorale grâce à laquelle l'institution législative se remplissait de membres qui n'exprimaient pas les besoins et les aspirations populaires* »... de la cour. Stolypine exile les seize et prépare une nouvelle loi électorale nettoyée de son « imperfection » pour obtenir enfin une troisième Douma docile.

Une nouvelle loi électorale pour trafiquer les votes légalement

La nouvelle loi électorale réduit massivement le nombre de députés des régions agitées (le Caucase, la Pologne), et change les quota par curie : en gros, un électeur élu dans le collège qui choisira les députés représentera, selon sa curie, 230 propriétaires fonciers, 60 000 paysans ou 125 000 ouvriers. Devant ce coup de force et cette grossière manipulation, qui instaure une caricature de suffrage universel, la majorité des bolcheviks se prononce, avec le chef de l'aile gauche du parti, Bogdanov, pour le boycott des élections. Lénine s'y oppose car en cette période de recul de la révolution il juge nécessaire de ne pas abandonner le terrain de lutte que constituent les élections à la Douma, si trafiquées soit-elle avec la nouvelle loi. Il est d'abord très largement minoritaire chez les bolcheviks.

Le 26 juin 1907, il publie un long article, *Contre le boycott*, où il développe cette argumentation. Les partisans du boycott, dit-il, perpétuent la ligne adoptée lors de la montée de la révolution, alors qu'elle reflue. Le boycott, souligne-t-il, correspondait à la « *montée révolutionnaire* » (1905) ;

or, désormais, la révolution est dans une « période de déclin », qu'il fait débiter en 1906. Il n'y a plus dans les masses aucun « engouement » pour la Douma, donc le boycott, destiné à dissiper cet engouement, ne se justifie plus. Il n'aurait de sens que comme « appel à l'offensive la plus énergique et la plus résolue » pour laquelle il faut « préparer un stock de matière inflammable dans tous les domaines »... Dans tous les domaines, c'est-à-dire sans en omettre aucun, y compris donc dans les élections. C'est pourquoi il va combattre

résolument son aile gauche boycottiste (Bogdanov, Krassine) qui ne jure alors que par la seule action clandestine ; il finira par la pousser hors de la fraction bolchevique deux ans plus tard.

Il poursuit cette politique lors des élections à la quatrième Douma en 1912 alors même qu'un nouvel élan révolutionnaire commence (mais commence seulement) à soulever la Russie.

Jean-Jacques Marie



10 juillet 1906 : les députés de la Douma dissoute sur le quai de la gare de Vyborg avant leur retour à Saint-Pétersbourg.

**La fermeture
de l'Institut
d'histoire de la
Révolution française**
Nicole Perron et Rémy Janneau

La fermeture de l'Institut d'histoire de la Révolution française : une mesure politique

La mesure n'a pas fait les gros titres. Au terme, semble-t-il, de longues – et discrètes – négociations, l'Institut d'histoire de la Révolution française (IHRF) a été fermé ou, plus exactement, absorbé par l'Institut d'histoire moderne et contemporaine. Il garde, certes, sa très riche bibliothèque et sa mission d'établissement d'une édition scientifique des archives parlementaires relatives à la Révolution mais il n'a plus ni autonomie financière ni existence légale.

Aucune rationalisation administrative ou budgétaire ne peut expliquer à elle seule la fermeture d'un institut consacré à l'étude de ce qui fut l'événement fondateur de la République et de la démocratie dans notre pays. Dans la continuité de la création, en 1885, d'une chaire d'histoire de la Révolution française, de la monumentale *Histoire socialiste de la Révolution française* publiée par Jaurès entre 1901 et 1904, de la création, en 1907, de la Société des études robespierristes, la fondation de l'IHRF, par Jean Zay, le 27 octobre 1937, en réponse à l'appel de l'historien Georges Lefebvre, confirmait la place spécifique de cet événement dans l'enseignement et la recherche.

Avec les historiens Georges Lefebvre, Albert Soboul, Jean-René Suratteau, auxquels sont venus s'ajouter des chercheurs étrangers comme les Britanniques Richard Cobb et George Rudé, commence l'âge d'or de l'institut et de l'école classique d'histoire de la Révolution. Ce

rayonnement, la réaction ouverte ou sournoise ne l'a jamais accepté. Jamais elle n'a renoncé à éteindre la mémoire de la Révolution, cette « *flamme tourmentée* » appelée selon Jaurès à « *s'élargir en une ardente espérance socialiste* ». A cette fin, elle a combiné la démarche révisionniste courtoise de François Furet, réactivant les mânes du monarchiste et catholique ultra-conservateur Augustin Denis Cochin, aux attaques plus frustes de Pierre Chaunu qui ne manquait jamais de cracher lorsqu'il passait devant le lycée Carnot. L'un faisait de la Révolution la « *matrice de tous les totalitarismes* », l'autre appuyait de son crédit d'historien l'invention d'un « *génocide franco-français* ». La haine de Chaunu n'épargna pas l'Institut d'histoire de la Révolution française dont les chercheurs furent accusés d'être « *gavés [de subventions] comme des oies du Périgord* », cela à l'heure même où Albert Soboul payait de sa poche les frais d'hébergement d'un étudiant chinois !

La méthode est aujourd'hui plus subtile. La perte de l'autonomie financière mettra un terme au « *gavage* » des historiens par trop républicains. L'absorption de l'IHRF dans l'Institut d'histoire moderne et contemporaine dissoudra la Révolution dans la longue durée, la réduira, pour reprendre les termes de Michel Vovelle, à une « *parenthèse* » voire à « *une dérive* ». La perte de tout statut légal l'effacera du paysage universitaire avant que ce ne soit de la mémoire collective. Car tel est bien l'objectif : faire

oublier au peuple français son passé révolutionnaire afin de l'amener, pour parler comme François Furet, à « *accepter le monde tel qu'il est* ».

Mais il y a plus. Au-delà de la Révolution française elle-même, en ces temps de confusion intellectuelle, c'est la notion même de révolution qu'il s'agit de dénaturer à défaut de pouvoir l'effacer totalement de la langue française. Emmanuel Macron intitule *Révolution* un ouvrage qui a tout à voir avec la pire réaction. François Fillon est censé incarner, après Ronald Reagan et les conservateurs allemands sous la République de Weimar, une « *révolution conservatrice* ». Il est tentant de paraphraser Orwell : la réaction, c'est la révolution ; la destruction de tout droit, c'est la modernité... Une telle perversion des mots est incompatible avec la connaissance de l'histoire, tout particulièrement de l'histoire révolutionnaire. Là encore, Orwell était un visionnaire : « *L'ignorance, c'est la force* » !

La fermeture de l'IHRF a donc un caractère profondément idéologique.

Elle a des racines politiques : la défense d'un capitalisme pourrissant qui broie les droits démocratiques et sociaux les plus élémentaires.

Elle est le fruit de décisions prises au plus haut niveau par les faux socialistes

qui tiennent les rênes du régime bonapartiste substitué, voici près de six décennies, à la République.

Elle a des complices, les médias, qui ont laissé, dans un silence religieux, s'accomplir cette mise à mort qu'il faut bien caractériser pour ce qu'elle est : une mesure contre-révolutionnaire.

L'enjeu de cette dissolution de fait va donc bien au-delà d'une simple question de « visibilité » de l'institut. Les défenseurs de l'histoire révolutionnaire n'ont rien à attendre, contrairement à ce que l'on a pu lire dans certaines déclarations sans doute bien intentionnées, d'une « *réinvention [...] au sein des pyramides institutionnelles* ». Cette fermeture doit être caractérisée et condamnée pour ce qu'elle est : une mesure politique prise par un gouvernement complaisant à l'égard des forces les plus réactionnaires.

Attachés tant à la République qu'à la vérité historique, nous restons cependant confiants. Quelle que soit la haine à laquelle elle est appelée à se heurter, nous restons convaincus, avec Jaurès, que « *la ferveur révolutionnaire ne disparaîtra pas* ».

**Nicole Perron
Rémy Janneau**

« *L'Institut d'Histoire de la Révolution française peut-il cesser d'exister ?* »

Lu sur le site de l'Association des historiens modernistes des universités françaises (AHMUF)

L'année 2016 commence avec la disparition, en tant qu'institution, de l'Institut d'Histoire de la Révolution française au sein des organismes de recherches nationaux. L'événement peut passer inaperçu, il n'en est pas moins important pour l'école historique française, plus largement pour la communauté internationale des historiens de la période révolutionnaire,

enfin, et aussi, pour évaluer l'intérêt porté par notre pays à son patrimoine historique et mémoriel. Très concrètement, l'IHRF possédait des missions, qui sont de facto, remises en cause ; il est donc nécessaire de mettre en évidence les enjeux que cette situation comporte, en laissant de côté, faute de compétences, les questions liées à l'administration et à la gestion de l'IHRF.

Depuis 1937, quand Georges Lefebvre l'avait créé à la suite du Centre d'études de la Révolution française, né cinq ans plus tôt sous la direction de Sagnac et d'un historien du droit, le réfugié russe Mirkine-Guetzevitch, l'IHRF avait été un lieu de rencontres, d'échanges et de publications. Pendant les années de guerre, entre 1940 et 1944, Lefebvre avait maintenu en son sein la vie de la recherche protégeant ainsi de son mieux des étudiants-chercheurs. J'avais eu la chance de rencontrer l'une de ses élèves, Olga Ilovaïsky, peu de temps avant son décès en 2009. Cette descendante directe d'un officier Russe blanc et qui n'avait jamais renié ses attachements familiaux avait été alors accueillie par Lefebvre dans l'Institut, avant d'y faire toute sa carrière. L'Institut vivait, souvent mal faute d'allocations suffisantes, mais attirait des personnalités du monde entier, assurait la publication des Archives Parlementaires et augmentait sa bibliothèque, recevant par exemple l'exceptionnel fonds Siderski, le tout faisant de ce lieu, au fil des années, un site unique pour travailler sur l'histoire de la Révolution.

La collection de livres imprimés, de mémoires de thèses ou de diplômes universitaires consacrés à la période révolutionnaire est, avec autour de 20 000 ouvrages, sans rivale, mais fragile. Aux achats indispensables, il faut ajouter un budget conséquent pour assurer la reliure d'ouvrages anciens et exercer une mise à disposition prudente d'œuvres rares. La question de la pérennité de cette entreprise se pose et ne doit pas être esquivée. Toute délocalisation et pire tout éclatement du fonds seraient une régression considérable et une perte pour la communauté internationale. Je me souviens du plaisir des historiens chinois pouvant feuilleter, librement, les exemplaires du *Moniteur* sur les tables de l'Institut. Comment garantir cette chance de circuler au milieu d'une documentation spécialisée, irremplaçable et riche ? Les travaux « de sécurité » réalisés au début des années 2000 en augmentant la surface et rénovant les rayonnages ont rendu cette collection véritablement accessible à tous les lecteurs. Qu'en sera-t-il demain ?

Qu'en sera-t-il aussi de cette lente et interminable édition des sources de la série C rassemblées dans les volumes des Archives Parlementaires qui a toujours été effectuée au sein de l'IHRF par un personnel très formé, encadré par un ou plusieurs enseignants-chercheurs ? La tâche peut paraître désuète à l'heure des numérisations à tout-va et des mises en ligne. Mais qui pourra dire qu'il n'est pas essentiel à notre démocratie d'établir scientifiquement les textes des discours et des lois qui la firent naître ? Ce fut au sein de l'IHRF, sous la direction de Lefebvre et de Marcel Reinhard aidés notamment par Marc Bouloiseau, que la publication des Archives Parlementaires put être reprise avec des normes garantissant l'authenticité des textes. La toute première série, désormais accessible sur Internet, n'avait pas bénéficié de cette attention érudite, qui ne cessa pas de s'approfondir ensuite jusqu'à maintenant, au fil d'un passage de témoin entre les générations. Que deviendront cet apprentissage et ce savoir-faire ? Quelle fiabilité auront les publications à venir ? Faut-il rappeler l'importance que revêtent encore les débats parlementaires de cette période dans notre vie quotidienne ?

Ce rappel des missions et des enjeux liés à l'Institut serait, malgré tout, incomplet s'il ne mentionnait pas les querelles parfois fort vives qui affectèrent l'Institut, à commencer par celle qui éclata dans les années 1950 à propos de la Révolution atlantique et de Jacques Godechot, qui y avait préparé sa thèse sous la direction de Mathiez puis de Lefebvre. Celles qui éclatèrent plus tard avant et après le bicentenaire de la Révolution sont connues, même s'il conviendrait de les étudier avec le recul dorénavant possible. Elles contribuèrent certainement à modifier l'image de l'Institut au moment où l'histoire de la Révolution redevenait une passion française, où les points de vue s'affrontaient avec virulence. Je garde pourtant en mémoire la diversité des présentations faites au cours des séminaires dans la salle Marc Bloch de la Sorbonne, compris quand le choc des idées amena à ajouter une séance supplémentaire imprévue pour que les différences

s'expriment, pour l'intérêt de tous. Il serait dommageable d'identifier l'Institut à une ligne de pensée uniforme.

Cette vitalité ne doit pas faire sous-estimer la fragilité de l'Institut, comme on le vit quand l'unité de recherche associée (URA) qui était son statut jusqu'au bicentenaire fut remplacée, en 1997, par une unité mixte de services (UMS 622), au statut moins noble, autour de la bibliothèque et des Archives Parlementaires – correspondant exactement aux missions qui viennent d'être évoquées. Cette situation était certainement de peu d'envergure, voire incongrue au sein de la constellation institutionnelle du CNRS. Elle permettait cependant de rayonner, d'attirer des étudiants – me conduisant, par exemple, à diriger une vingtaine de thèses et habilitations, et plus de soixante-dix maîtrises, DEA, masters – sans que l'Institut ne menace personne, ne réclamant aucune exclusivité. Ce qui pourtant n'empêcha pas que des projets de recherche, inaboutis par ailleurs, puissent se monter sans l'inclure. Ce qui se passe en 2016 est tout à la fois brutal tout en étant annoncé, puisque les points forts de l'Institut, l'accueil et l'échange, la bibliothèque et les publications, entraient mal dans les critères d'évaluation.

Pour conclure, il faut demander si ce véritable « lieu de mémoire », et d'histoire, peut disparaître sans préjudice ? Comment penser qu'un centre connu du monde entier puisse être anéanti au moment où l'on cherche à développer des sites universitaires d'excellence en France ? Des années 1780-1810 qui virent la France entrer dans la modernité politique, ne va-t-il rester que l'époque napoléonienne à posséder un Institut épaulé par l'Université ? Pourquoi, d'ailleurs, ne pas s'inspirer de l'exemple de l'Institut Napoléon, dont un des présidents, Marcel Dunan, fut titulaire de la chaire d'histoire de la Révolution française, après Lefebvre, pour recréer un IHRF sur de nouvelles bases ? Je veux croire qu'une initiative « citoyenne », appuyée par les pouvoirs publics, comme ce fut le cas en 1937, mais aussi par les chercheurs français et internationaux, pourra inventer un cadre au sein des pyramides institutionnelles, permettant que les chercheurs intéressés par la Révolution, aujourd'hui plus nombreux hors de France que dans notre pays, puissent continuer à se retrouver autour d'un pôle de référence, appuyé sur une tradition forte, faisant en sorte que les efforts des générations passées ne soient pas perdues.

Jean-Clément Martin
Directeur de l'IHRF 2000-2008

Chronique des falsifications

L'identité de Lev Dovator en ex-URSS

Le général Lev Dovator est un héros célèbre et populaire en ex-URSS, depuis sa mort (19 décembre 1941) à la tête d'une division de cavalerie cosaque – rebaptisée 2^e Corps de cavalerie de la garde pour ses exploits – en pleine contre-offensive victorieuse de l'Armée rouge défendant Moscou contre la Wehrmacht hitlérienne.

Lev Dovator est la figure centrale d'un imposant monument funéraire en porphyre rouge, dédié à trois militaires morts au combat, devant lequel brûle la flamme du souvenir. Ce tombeau est l'un des « clous » du cimetière de Novodiévitchi, le « Père Lachaise » moscovite des personnalités de l'époque soviétique.

L'Allemand Paul Carell, dans son best-seller *Opération Barbarousse* (Unternehmen Barbarossa-Berlin 1963) sur l'invasion de l'URSS en 1941-1945, lui rend un hommage appuyé et qui se veut sans doute « chevaleresque ». Cet ex-officier de propagande SS reconverti en publiciste « démocrate » et « antinazi » a ainsi écrit un véritable mémorial « purement militaire » de la Wehrmacht, débarrassé de toute allusion aux massacres et crimes de guerre de cette armée. Pour « consoler » sans doute son public d'anciens militaires anti-communistes, il a intérêt à magnifier certains de leurs ex-adversaires.

Première falsification ou simple fantasme très révélateur, il écrit ainsi à propos de Dovator : « *Les sources militaires soviétiques ne disent rien de ses origines sociales, ce qui suggère qu'elles n'étaient pas prolétariennes mais bourgeoises. Il provenait probablement du corps des offi-*

ciers de l'ancienne armée tsariste – c'était l'un de ces hommes de la classe moyenne qui ont embrassé la carrière militaire et devinrent des soutiens inconditionnels du régime bolchevique » (1).

En réalité, en nous reportant simplement à l'article de l'encyclopédie interactive en ligne « Wikipédia » relatif à Dovator, nous démasquons le mensonge ou le fantasme de P. Carell :

« *Lev Mikhailovitch Dovator, né le 20 février 1903 et mort le 19 décembre 1941, est un militaire soviétique, héros de l'Union soviétique. [...]*

Biographie :

Lev Mikhailovitch Dovator naît dans une famille de paysans pauvres de la région de Vitebsk (aujourd'hui en Biélorussie). Il travaille à l'usine lorsque la révolution de 1917 éclate. »

Ainsi, Lev Dovator était un authentique prolétaire d'origine paysanne, pas du tout un cadet de l'armée tsariste d'origine bourgeoise comme le voudrait Carell !

Mais l'affaire ne s'arrête pas là. La suite de l'article du Wikipédia français est indigente, manifestement bâclée. Reportons-nous à la version anglaise de Wikipédia. En effet, elle est beaucoup plus développée et détaillée et là... surprise !

(1) « Soviet military sources say nothing about his origins, which rather suggests that they were not proletarian but bourgeois. He probably came from the Officers' Corps of the old Tsarist Army- one of those men of middle-class origin who embraced the military profession and became unreserved supporters of the Bolshevik régime » (d'après l'édition anglaise « Hitler moves east »).

« Né à Khotino, Dovator appartenait à une famille de paysans juifs pauvres » (2) [je souligne]. Une référence précise est donnée en note : rien moins que les Mémoires de Gueorgui Joukov, le chef d'état-major général soviétique au moment de la mort de Dovator – donc le mieux placé (avec le NKVD...) pour connaître le pedigree des officiers (3).

La famille de Dovator était juive, ce qui n'est pas très surprenant, cette région de la Biélorussie était assez densément peuplée de juifs, y compris établis à la campagne. Rappelons que Marc Chagall, le grand peintre de ce « yiddishland », était de Vitebsk.

Deuxième surprise : si par curiosité nous cherchons ce qu'en disent les sites russes actuels, nous ne trouvons, dans la plupart des nombreux articles, aucune mention de ces origines juives. Le Wikipédia russe commence comme la version française, qui s'en est sans doute inspirée : « Une famille de paysans pauvres » (4). La référence à Joukov a disparu. Si nous poursuivons notre recherche, en associant « Lev Dovator » à « evrei » (israélite, en russe), nous trouvons en particulier un grand et impressionnant article consacré aux « héros juifs de l'Union soviétique » qui témoigne éloquemment de la grande part prise par les citoyens de cette « minorité nationale » à la grande guerre patriotique ; c'est sur un site intitulé : <http://cyclowiki.org/wiki/> On trouve bien Lev Dovator au 53^e rang de la liste alphabétique – et nous n'en sommes qu'à la lettre D ! Une des clés du mystère est peut être donnée par la petite note de bas de page qui dit, avec une extrême mais éloquente concision : « Les répertoires soviétiques qualifient le général Dovator de biélorusse, les [répertoires] israélites de juif » (5)...

On comprend donc ainsi que dans le climat de chauvinisme slave et d'antisémitisme hypocrite (« lutte contre le cosmopolitisme ») impulsé par Staline dès avant la campagne hystérique de la fin de sa vie, il ne fallait pas qu'une des plus pures figures de « héros positif » de l'Union soviétique soit un juif ! Comme un autre Lev, le fondateur de l'Armée rouge...

Malgré les « déstalinisation » et « décommunisation » en Russie, à la faveur de l'antisémitisme ouvert qui s'étale avec la néostalinisation poutinienne, le tabou officiel sur les origines juives de Dovator est toujours prégnant.

Ainsi s'illustre de façon emblématique la tragique histoire, si éloquemment racontée par Jean-Jacques Marie dans son remarquable *L'antisémitisme en Russie de Catherine II à Poutine* (Éditions Taillandier, 2009). Celle de l'authentique libération des juifs du « ghetto » (plus exactement des « shtetls » [6]) à laquelle a présidé le pouvoir soviétique à ses origines, et qui tourne au cauchemar lorsque la bureaucratie s'est avisée, à son tour, de faire des juifs (évidemment très présents en son propre sein !) les boucs émissaires de ses propres turpitudes.

Charles Dupuy, octobre 2016

(2) Born at Khotino, Dovator came from a family of peasant jewish origin.

(3) Zhukov, Georgy (1974). Marshal of Victory, Volume II. Pen and Sword books LTD, p. 50.

(4) Лев Михайлович Доватор родился 20 февраля 1903 года в селе Хотино Мартиновской волости Лепельского уезда Витебской губернии (ныне д. Хотино Улльского сельсовета Бешенковичского района Витебской области) в крестьянской семье.

(5) Советские справочники называют генерала Доватора белорусом, еврейские – евреем.

(6) « Petites villes » en yiddish.



Lev Dovator

Pages oubliées

**Le massacre
du Dimanche rouge
raconté par
le pape Gapone**



Présentation

Au début de 1904, le policier Zoubatov tente d'organiser les ouvriers dans des « syndicats » contrôlés par la police pour les convaincre que le tsar les défend contre leurs patrons et les bureaucrates. En février 1904, il forme, avec le prêtre Gapone, une Assemblée des travailleurs de Saint-Pétersbourg où ne peuvent adhérer à l'origine que des ouvriers de nationalité russe et de religion orthodoxe ! Faute de toute organisation indépendante (qu'il est rigoureusement interdit de constituer), les ouvriers affluent dans ce syndicat jaune qui affirme sa volonté de les défendre... en harmonie avec les représentants du pouvoir (1). Cet afflux fait craquer les cadres du syndicat jaune.

A la mi-décembre 1904, la direction de l'usine Poutilov, qui fabrique des canons et des mitrailleuses, licencie quatre ouvriers membres de la Société des ouvriers de la capitale fondée par le pope Gapone, avec l'aide de l'Okhrana. La Société exige leur réintégration que la direction refuse. Sa section de Poutilov décide la grève. Le 3 janvier, 12 800 des 15 000 travailleurs de Poutilov débrayent. La grève gagne le lendemain trois autres usines, puis s'étend comme un ouragan et devient générale. Les 7 382 entreprises privées de Saint-Pétersbourg sont en grève. Avec les 32 000 ouvriers des entreprises d'État et les ouvriers du bâtiment, la capitale compte 140 000 grévistes qui découvrent avec ivresse leur puissance insoupçonnée. Ainsi commence la première grève générale de l'histoire de la Russie

Gapone rédige une pétition au tsar, la lit et la relit au cours de réunions où les ouvriers exaltés la votent et la signent massivement dans un enthousiasme délirant. La pétition exige la libération immédiate de toutes les victimes de l'arbitraire, l'amnistie des prisonniers politiques, l'inviolabilité de la personne, la liberté de parole, de presse, de réunion, de conscience, l'instruction publique générale et obligatoire aux frais de l'État, la séparation de l'Église et de l'État, la cession progressive de la terre au peuple, la convocation d'une Assemblée constituante élue au suffrage universel direct et non censitaire (c'est-à-dire un homme une voix), le remplacement des impôts indirects par un impôt direct et progressif sur le revenu, l'arrêt de la guerre, la liberté immédiate des syndicats, la journée de travail de huit heures, qui permettrait aux « *ouvriers de s'organiser pour défendre leurs intérêts contre l'exploitation éhontée des capitalistes et du gouvernement des fonctionnaires qui pille et étouffe le peuple* » (2). Gapone appelle à porter la pétition au tsar, au palais d'Hiver.

Le dimanche 9 janvier, Gapone entraîne vers le palais d'Hiver une procession pacifique de travailleurs endimanchés, avec leurs femmes, leurs enfants, psalmodiant des cantiques, surmontée de drapeaux russes, d'oriflammes et de portraits du tsar, sans aucun drapeau rouge, pour remettre solennellement leur pétition au tsar et lui demander justice et protection. Nicolas II, méprisant cette populace, qui le vénère encore, est resté terré dans son palais de Tsarskoïe Selo, à trente kilomètres de la capitale.

Le grand duc, à qui il a confié la capitale, a, sans décréter la loi martiale, massé 22 500 fantassins, cavaliers et cosaques, qui ont reçu la consigne de tirer. Lorsque la tête du cortège, conduit par Gapone, arrive aux abords du palais, la troupe tire ; la foule s'enfuit en désordre au milieu des salves, qui mitraillent les portraits du tsar et les emblèmes religieux. L'armée fusille les manifestants à tous les carrefours. Jusqu'au soir, la cavalerie sabre des manifestants, que l'infanterie achève à la baïonnette. Des barricades éphémères s'élèvent ici et là. Des centaines de cadavres et des milliers de blessés rougissent la neige.

Gapone tire un bilan de ce Dimanche sanglant : « *Il n'y a plus de Dieu, il n'y a plus de tsar !* » Une fois parti en exil, il rédige des Mémoires dont nous extrayons en particulier le récit qu'il donne de ce « Dimanche rouge ».

Jean-Jacques Marie

(1) Lire une présentation détaillée de cette politique dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 71 (troisième trimestre 2016) dans l'article de Marc Teulin : « Provocations policières contre le mouvement ouvrier russe », pages 60-64.

(2) Lire des extraits de cette pétition dans l'article cité ci-dessus et le texte complet dans : Jean-Jacques Marie, *Le Dimanche rouge* (Larousse, 2008, pages 84-102).

Extraits de *Les Dessous de la révolution russe.* *Les Mémoires du pope Gapone.*

La procession se mouvait en masse compacte. Devant moi marchaient mes deux gardes-du-corps et un jeune homme aux yeux noirs, dont la vie de dur travail n'avait pas éteint la juvénile gaieté. Sur les flancs de la colonne couraient les enfants. Des femmes insistèrent à ce point pour marcher au premier rang et me faire, disaient-elles, un rempart de leur corps, qu'il fallut employer la force pour les repousser.

Je dois mentionner aussi ce fait bien significatif : au départ, les agents de police non seulement n'entravèrent pas la procession, mais encore se joignirent à nous, tête nue, par respect pour les emblèmes religieux. Deux officiers de la police locale, la tête également découverte, nous précédaient, veillant à ce que rien ne nous fit obstacle, forçant même les quelques voitures que nous rencontrions à se ranger pour nous laisser la voie libre.

Ce fut ainsi que nous approchâmes de la Porte de Narva. Comme on avançait, la foule se faisait plus dense, le chant plus impressionnant, la scène plus dramatique.

Tout à coup, à deux cents pas devant nous, apparurent les troupes. Des sections d'infanterie barraient la route, et devant elles un escadron de cavalerie se tenait rangé, les sabres flamboyant au soleil. Oserait-on nous attaquer ? Une minute nous tremblâmes, puis, la marche en avant reprit, lourdement.

Alors les cosaques, au galop, s'avancèrent vers nous sabre au clair. Ce serait donc un massacre ?

Les hommes, les femmes et les enfants tombaient comme sous la cognée

Ce n'était plus le moment de réfléchir, de combiner des plans ou de donner des

ordres : les cosaques arrivaient sur nous comme une trombe. Un grand cri d'alarme s'éleva. Les rangs de front se brisant s'ouvrirent devant eux, et dans ce passage ils lancèrent leurs chevaux, frappant à droite et à gauche. Je voyais les sabres se lever et s'abaisser, et les hommes, les femmes, les enfants tomber un à un comme des arbres sous la cognée, tandis qu'une clameur faite d'imprécations et de gémissements emplissait l'air.

Il était impossible de raisonner dans la fièvre d'un pareil moment. À mon ordre, les rangs de devant se refermèrent sur le sillage des cosaques qui, pénétrant de plus en plus loin dans la masse, ressortirent bientôt par l'extrémité de la procession.

Nous repartîmes, encore pleins d'une solennelle résolution, mais la rage au cœur. Les cosaques, faisant voler leurs chevaux, rentraient maintenant dans la foule par les derniers rangs. S'y frayant un chemin, ils la traversèrent de nouveau d'un bout à l'autre et retournèrent au galop vers la porte de Narva. L'infanterie ayant ouvert ses rangs pour les laisser passer, ils allèrent se reformer en ligne derrière elle.

Cependant nous avançons toujours, bien que les baïonnettes alignées se levassent menaçantes, comme en un geste fatidique nous montrant de leur pointe le sort qui nous attendait. Mon cœur fut étreint d'un spasme de pitié ; mais je ne connus pas la peur. Avant le départ, mon ami très cher, l'ouvrier K..., m'avait dit : « Nous allons donner notre vie en sacrifice. » Qu'il en fût donc ainsi !

Un feu de salve

Nous n'étions pas à plus de trente mètres des soldats ; seul, le pont du canal Tarakanovka nous séparait d'eux. – Ce canal est ici la limite de la ville. – Soudain, sans avertissement préalable, sans

sommation, sans une minute de délai, nous entendîmes le craquement sec d'un feu de salve. Je sus plus tard que le clairon avait sonné. Mais, outre que le bruit de nos chants l'étouffait, comment aurions-nous compris, l'eussions-nous entendu, sa sinistre signification ?

Vassilieff et moi marchions côte à côte en nous tenant par la main. Soudain, il me lâcha et s'affaissa sur la neige. Au même instant je vis aussi tomber un porte-bannière. Un des officiers de police dont j'ai parlé plus haut s'écria :

– Malheureux ! que faites-vous ! Comment osez-vous tirer sur le portrait du tsar ?

Cet appel resta sans effet, comme il fallait s'y attendre, ou plutôt il eut pour résultat d'attirer l'attention des massacreurs sur les deux hommes ; ils tombèrent sous les balles. – J'ai su depuis que l'un avait été tué raide et l'autre grièvement blessé.

Je me retournai précipitamment vers la foule et lui criai de toutes mes forces :

– Couchez-vous !

Et je m'étendis moi-même à terre.

Au même instant une salve éclata, immédiatement suivie d'une seconde, puis d'une troisième. Les manifestants, qui s'étaient d'abord agenouillés, puis couchés de tout leur long, se cachaient maintenant le visage dans leurs mains comme s'ils devaient mieux éviter ainsi la grêle des balles. Ceux des derniers rangs commencèrent à fuir. La fumée des coups de feu formait devant nous un léger nuage, et j'éprouvai dans la gorge l'âcre sensation de la poudre. Un vieillard du nom de Lavrentieff, qui portait le portrait du tsar, avait été l'une des premières victimes. Un autre vieillard s'empara du portrait qui s'échappait des mains de son camarade et le dressa, quand une nouvelle salve le tua à son tour.

Je mourrai, prononça-t-il dans une dernière convulsion, mais... je... verrai le... tsar.

Un petit garçon de dix ans tomba

Une balle vint casser le bras d'un autre porte-bannière. Un petit garçon de dix ans qui tenait une lanterne d'église reçut aussi un projectile et tomba ; mais, continuant à serrer bien fort sa lanterne, il essaya de se relever. Une autre balle en eut définitivement raison.

Furent encore tués les deux forgerons qui s'étaient institués mes gardes-du-corps. Tous les porteurs d'icônes et de bannières subirent le même sort, et ces emblèmes jonchèrent la neige.

Maintenant, les soldats déchargeaient leurs fusils dans les cours des maisons proches où la foule avait cherché un refuge et – je l'ai appris plus tard – des balles allèrent frapper des gens chez eux, à travers les vitres.

À la fin le feu cessa. J'étais là debout, sans blessure, avec quelques autres, indemnes comme moi, et mes yeux se portaient sur les corps étendus alentour.

– Debout ! criai-je.

Mais aucun ne bougeait. J'eus un moment d'incompréhension. Pourquoi ne se relevaient-ils pas ? Puis je vis qu'ils gisaient, les bras étendus, dans la neige que de larges taches pourpres coloraient. Alors je compris.

À mes pieds s'allongait le cadavre de mon pauvre Vassilieff.

J'eus l'impression que mon cœur cessait de battre. Et cette pensée me traversa l'esprit comme un éclair : *Tout cela est l'œuvre de notre Petit Père le Tsar*. Peut-être la colère qui s'empara de moi m'empêcha-t-elle de défaillir.

Un nouveau chapitre commençait dans l'histoire du peuple russe

Maintenant je savais, en vérité, qu'un nouveau chapitre commençait dans l'histoire du peuple russe.

J'étais toujours debout à la même place ; un petit groupe d'ouvriers s'était reformé autour de moi. En jetant un coup d'œil en arrière, je vis encore dans le lointain s'agiter des tronçons de la belle colonne que nous formions tout à l'heure. C'était une débandade affolée. En vain essayai-je de rallier les fuyards. La panique les emportait comme un vent d'automne les feuilles mortes. (...)

Les soldats restaient en possession du champ du massacre. D'abord, ils ne s'inquiétèrent ni des morts ni des blessés, et ils ne permirent à personne d'en approcher. Au bout d'un certain temps, ils se

décidèrent à entasser les corps sur des traîneaux. On les emmena, les uns pour l'hôpital, les autres pour le cimetière.

Les blessures, au dire des médecins, étaient en général très graves. Elles intéressaient le plus souvent la tête ou le tronc, rarement les membres. Certains morts avaient reçu plusieurs balles. Mais on eut beau fouiller morts et blessés, on ne trouva pas une arme dans leurs vêtements, pas une pierre dans leurs poches.

Un médecin des hôpitaux, à qui trente-quatre cadavres furent amenés, avoua que le spectacle était horrible : la face des cadavres convulsée d'horreur et de souffrance, le plancher couvert d'une mare de sang.

Chapitre XVI

La Première Barricade

Les autres groupements de l'association n'avaient pas moins souffert que nous, dans les divers quartiers de la ville. En dehors des petits groupes dont les quartiers généraux se trouvaient au centre de Saint-Petersbourg, il y avait eu quatre grands points de concentration : le nôtre au sud-ouest de la ville ; le second à la Pétersbourgskaya-Storona, au-delà de la Petite-Néva, au nord ; le troisième à Vassili Ostroff, entre la Grande et la Petite-Néva ; et le quatrième, route de Schlüsselbourg, au-delà de la Néva, au sud-est de la ville.

Dès le matin, une foule immense s'était assemblée au cercle du district de Pétersbourgskaya, pour attendre le départ du cortège. On sentait cette multitude pénétrée d'un esprit pacifique et exempt d'inquiétude. Plusieurs soldats à cheval, qui passaient par là, s'approchèrent des ouvriers, leur demandèrent du feu pour allumer leurs cigarettes, et d'amicales conversations s'engagèrent.

Une rumeur tragique circula

Avant que le signal du départ eût été donné, une rumeur tragique circula : les troupes, disait-on, barraient le chemin du Palais, et déjà nombre d'hommes et de femmes avaient été sabrés par les cosaques. Ces alarmantes nouvelles n'empêchèrent pas le cortège de se mettre en

marche vers le pont Troïtski. Une autre cohorte, partie de la rue Orenburgskaya, se dirigeait vers le même but. Les deux foules se rejoignirent et cheminèrent un long moment sans rencontrer d'obstacles. Mais, quand elles approchèrent du Parc Alexandrovski, derrière la forteresse de Saint-Pierre-et-Saint-Paul, des compagnies de troupes barraient le chemin du pont Troïtski.

Un officier, se détachant, s'avança vers la foule, à une centaine de mètres environ. Les premiers rangs de manifestants, voyant son geste d'agiter les deux mains, s'arrêtèrent et lui envoyèrent trois parlementaires. Mais, avant que ceux-ci ne l'eussent approché, il s'écria :

– N'avancez pas ou je commande le feu !

À ces mots, les délégués s'agenouillèrent sur la neige, retournant leurs poches pour bien faire voir qu'ils étaient sans armes. Alors l'officier vint à eux, prit des mains du premier un exemplaire de la pétition au tsar et le renvoya vers les manifestants avec ses deux compagnons.

Sans aucune sommation préalable

S'imaginant qu'on lui laissait le champ libre, la foule, se déplaçant pesamment, reprit sa marche. Aussitôt, sans aucune sommation préalable, les soldats exécutèrent un feu de salve, suivi d'un second, puis d'un troisième. Par vingtaines, les malheureux manifestants s'affaissaient, grièvement blessés ou frappés à mort.

Toutes ces phases du drame se succédèrent, au dire de témoins oculaires qui me l'ont conté, avec une extrême rapidité, de sorte que, si la foule avait même tenté de se disperser, elle n'en aurait pas eu le temps matériel. Comment, d'ailleurs, une telle multitude eût-elle pu se diluer en quelques instants par les rues avoisinantes, alors que c'était partout un formidable encombrement obturant toutes les voies, depuis le pont situé au nord, le long de la Perspective Kamenoostrovski, jusqu'à l'endroit où elle rencontre la Perspective Bolchoï.

Les manifestants qui avaient échappé aux balles commençaient à se disperser et à se jeter à gauche, dans la rue Dvorianskaya qui mène au faubourg

Viborg par le pont Sampsonievski, quand soudain un escadron les chargea par derrière, au galop, les cavaliers frappant du sabre à droite et à gauche, au hasard. Plusieurs manifestants cherchèrent un refuge dans les maisons voisines. Mais l'officier commanda de fermer les portes et de ne laisser entrer personne.

Une fois les rues balayées et l'ordre rétabli, les passants inoffensifs ne furent pas à l'abri des attaques de la troupe. Un sujet allemand, du nom de Martinat, reçut un coup de sabre sur la tête en traversant la rue et, lorsqu'il fut tombé, les soldats ne cessèrent pas de frapper. Bien d'autres furent ainsi blessés, que l'on continua à rouer de coups une fois à terre.

Les morts et les blessés demeurèrent longtemps à l'endroit où ils étaient tombés, car la police et les troupes empêchaient le public de les emporter. Plusieurs personnes passant en traîneau s'arrêtèrent dans l'intention d'employer leur véhicule à cette œuvre d'humanité. Mais la police fit faire volte-face aux cochers. Ceux qui s'obstinèrent furent blessés à leur tour. Cependant, malgré les menaces et les coups, les cochers, non seulement donnèrent leur temps et leur peine, mais, dans plus d'un cas, refusèrent de recevoir un salaire pour prix de leurs courses charitables.

Le peuple russe subissait une profonde transformation

À ce moment se place un événement unique dans les annales de cette terrible

journée. Le peuple russe qui, depuis tant de générations, supportait si patiemment ses misères, subissait une profonde transformation. Des révoltes s'éveillaient en lui. La vue de ces centaines de victimes innocentes et sans défense alluma un regain d'indignation dans le cœur de tous les témoins du massacre. La foule n'avait pas plutôt été dispersée dans une rue qu'elle se reformait dans une autre. Et les harangueurs révolutionnaires, que le peuple avait, jusqu'à ce jour, ou ignorés, ou traités en ennemis, trouvèrent des oreilles toutes prêtes à les entendre.

– Pourquoi vous rendre au Palais ? disaient-ils ; vous voyez bien que le tsar ne veut pas céder à votre pétition. Les mains vides, nous n'obtiendrons rien de lui. Il nous faut des armes.

Et, dans plus d'un endroit, la foule répondait par ce cri :

– Oui, oui, des armes ! Donnez-nous des armes !

Alors, s'étant divisés en petits groupes, les manifestants se répandirent dans les rues voisines, arrêtant les officiers qui passaient en traîneau, les agents de police – chaque agent, en Russie, est muni d'un revolver à six coups – et leur arrachant leurs armes. Néanmoins, un tel esprit d'ordre et de mesure régnait parmi eux que, s'ils surprénaient quelque pillard en train de dévaliser un magasin, – peut-être à l'instigation de la police, ce qui s'est déjà vu plus d'une fois, – ils l'arrêtaient sur-le-champ dans ses déprédations et le chassaient. (...)

Les intertitres sont de la rédaction des Cahiers du mouvement ouvrier.



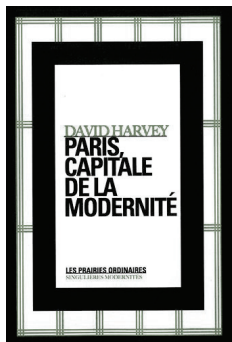
Le pape Gueorgui Gapone (1870-1906)



Les dirigeants de l'Okhrana

Notes de lecture

David Harvey et « *Paris, capitale de la modernité* »



David Harvey est un géographe anglo-saxon, « radical », et ce depuis une cinquantaine d'années. En témoignent son dernier ouvrage *The Ways of the world* paru en Grande-Bretagne et aux États-Unis début 2016, et la mise en ligne récente sur son site « davidharvey.org » de ses dernières conférences sur *Le Capital* :

Marx and Capital : The Concept, The Book, The History », au Graduate Center de la City University of New York, dont il est professeur émérite d'anthropologie et de géographie.

En 1969, il quitte l'Université de Bristol où il est maître de conférence pour l'Université Johns-Hopkins de Baltimore, ville plus pauvre, où le climat politique et social de la fin des années soixante est beaucoup plus ouvert et contestataire que celui de l'Angleterre. Frappé par l'extrême misère de certains quartiers de Baltimore, il comprend « que la plupart des théories qu' (il avait) ingurgitées au début des années 1960 mettaient en fait l'aménagement du territoire au service du capitalisme ». Soucieux de donner des bases solides à la position de géographes critiques et militants dont il fait partie, il constitue un séminaire informel de lecture de Marx, en particulier du livre I du *Capital*. Puis il organise des séances de lecture du livre I du *Capital* pour étudiants, militants syndicaux, militants du

quartier (essentiellement afro-américains) puis des livres II et III, dans une ancienne bibliothèque qu'il achète avec d'autres « radicaux » pour en faire une maison de quartier ouverte aux associations. Depuis, il n'a cessé de reprendre ces séances de lecture/étude du *Capital* dans des cadres différents, jusqu'à ces dernières années sur Internet.

Pour lui, l'essentiel de son apport personnel consiste à avoir donné au marxisme la dimension spatiale qui lui manquait, ou qui n'était que « sous-entendue ». Les questions qu'il développe sont : « *Comment le capital produit-il de l'espace ? Quel genre d'espace produit-il ? En quoi l'espace reflète-t-il des rapports d'exploitation ? En quoi les perpétue-t-il ?* » Et « ces questions peuvent être soulevées, très concrètement, à différentes échelles : telle ou telle ville, telle ou telle région, le monde. » Il s'agit d'appliquer à la géographie les outils marxistes en créant une méthode, le matérialisme historico-géographique, qui amène à illustrer des concepts par des exemples précis et concrets, tout en leur donnant une nouvelle dimension. C'est ce qui fait la particularité de ce géographe par rapport à ceux que l'on qualifie de « radicaux » ou de « critiques ».

David Harvey se définit comme « (...) un universitaire et un auteur, (...) (essayant) (...) « de préserver, au sein de l'université, des lieux où maintenir une recherche orientée par l'approche marxiste », et de la maintenir ouverte à ceux qui agissent, « en leur offrant une plate-forme où ils puissent s'exprimer ».

Alors qu'il est reconnu dès 1982 par les Anglo-Saxons, il faut attendre 2008 et une toute jeune maison d'édition indépendante, « Les Prairies ordinaires », pour qu'il soit traduit en français pour la première fois.

Paris, capitale de la modernité, édité aux États-Unis en 2003, paraît en France en 2012. Sous ce titre, David Harvey regroupe plusieurs travaux centrés sur le Paris du Second Empire. Il s'agit d'une œuvre originale : l'étude par un géographe d'une ville, mais à un moment de son passé. C'est un travail extrêmement précis, fouillé, abondant en informations et en explications. Illustré également avec soin : dessins de Daumier, gravures, peintures, premières photos. Comme le souligne Matthieu Giroud, dans la préface, sa « méthode du matérialisme historico-géographique » l'amène à « croiser les perspectives ». Tout d'abord « en intégrant la perception et les représentations » dans une première partie consacrée à « Paris 1830-1848 », à partir de l'œuvre de Balzac et des « utopies romantiques et socialistes ». Puis, dans une deuxième partie, « Matérialisations : Paris 1848-1870 », en montrant comment la ville s'est radicalement transformée du point de vue géographique bien sûr, mais en interrelation avec l'économie, la politique, la société, la culture. D'où une étude thématique (en quatorze rubriques), mais qui doit être appréhendée dans sa globalité, afin de pouvoir saisir « le véritable moteur du changement social ». Enfin, un « coda » termine ce livre sur l'histoire de « la construction de la basilique du Sacré-Cœur », malgré l'opposition des républicains qui n'ont jamais désarmé. C'est d'abord le Conseil de la Ville de Paris qui dépose une requête à la Chambre des députés en 1882, où les républicains réformistes qui la dominent alors s'en font l'écho. Clemenceau emporte un vote largement majoritaire, mais la loi est votée trop tard dans la session et le gouvernement, s'inquiétant des 12 millions de francs d'indemnité qu'il faudrait verser à l'Église, empêche discrètement la réintroduction de la motion. En 1897, celle-ci est toutefois présentée à nouveau à la Chambre, en vain, car le montant de l'indemnisation des souscripteurs se

serait alors élevé à 30 millions de francs, et le chantier faisait vivre 600 familles !

Il est difficile de rendre compte d'une œuvre aussi foisonnante et originale en quelques lignes. Nous n'en retiendrons donc que trois aspects qui témoignent de sa richesse et de son importance.

Cette étude, qui de fait commence en 1830, montre que les travaux d'Haussmann constituent une fausse rupture. Le changement apporté par celui-ci n'a en effet rien d'idéologique. Il existe en revanche au niveau de l'échelle. Toutefois, l'immensité de ses réalisations, l'étendue de la « destruction-créatrice », ne sont possible que parce qu'elles permettent, pendant un moment, d'absorber le surplus de capital et de main-d'œuvre, et donc d'éloigner le spectre de la révolution, ce qui lui vaut l'appui du pouvoir, du moins tant que les intérêts de celui-ci coïncident avec ceux des financiers dont il a le soutien. Il y a donc un mythe haussmannien que Harvey déconstruit, en montrant qu'une fois de plus il y a nouveauté, certes « modernité », mais que celle-ci prend racine dans ce qui a existé.

Elle montre aussi comment se fait le passage d'une révolution à l'autre. L'échec de la révolution de juin 1848 a entraîné l'écrasement des différents courants idéologiques développés au cours des années 1840, des associations de travailleurs, qui voulaient fonder une République sociale. Ce sont les partisans d'une République politique qui l'emportent, et pour plus de sûreté ceux-ci misent sur Louis Napoléon Bonaparte et son régime autoritaire qui, en prétendant avoir une base populaire, s'appuie sur le monde de la finance et des affaires. Paris change pour s'adapter à la modernité capitaliste qui s'épanouit à ce moment-là. Cela permet d'éloigner les classes laborieuses, « classes dangereuses » du centre et dans la mesure du possible de Paris même, par le déplacement des usines, par la spéculation immobilière qui bat son plein, et la disparition de l'aide sociale d'assistance publique.

Toutefois, Haussmann et ses successeurs ne maîtrisent pas tout. Les populations chassées du centre, « rejointes par l'afflux de migrants » (venant de plus en plus nombreux des provinces), forment de nouveaux quartiers (Belleville, Gobelins),

cet « autre Paris » plus difficile à surveiller. La ségrégation socio-spatiale n'a pas que des avantages. On a reproché à juste titre à Harvey de ne pas avoir consacré de chapitre spécifique à la Commune. Toutefois, d'un thème à l'autre, il met en évidence les éléments qui vont permettre son explosion, malgré les difficultés de la vie quotidienne, malgré la censure, l'interdiction de s'organiser et la double surveillance des patrons et de la police. On assiste à la résurgence d'un mouvement ouvrier, on découvre le rôle de militants comme Eugène Varlin, mais aussi celui des femmes.

Thiers applique la solution qu'il avait proposée en vain à Louis-Philippe en 1848 : laisser le peuple en révolution s'enfermer dans la ville puis « éradiquer les "rouges" une bonne fois pour toutes ». Il plastronne auprès de Monseigneur Guibert : « *Aplatis, les "rouges" ! ...* » C'est ainsi, en massacreur des communards, qu'il apparaît dans l'histoire, alors que les luttes de ses victimes « *forcent l'admiration (et) ont encore bien des enseignements à nous livrer* ».

Enfin, l'analyse de David Harvey demeure pertinente pour comprendre le monde actuel. À travers l'étude des bouleversements de Paris sous le Second

Empire, on comprend mieux les évolutions urbaines de ces dernières dizaines d'années et les projets actuels. Les mécanismes de la « *gentrification* », la dynamique spéculation/généralisation du crédit, l'évolution urbaine comme réponse à une accumulation excessive de capital, la ville devenue objet de consommation... La ville conçue en quelque sorte comme une nouvelle « *réponse* » aux crises du capitalisme. Et, en contrepoint, l'exclusion des classes laborieuses vers des quartiers puis des banlieues de plus en plus lointains, où elles côtoient les nouveaux migrants, qui viennent de beaucoup plus loin qu'alors.

Ce sont ces différents aspects, dont le Paris du Second Empire a été en quelque sorte le laboratoire, que le géographe étudie depuis une cinquantaine d'années dans les villes américaines, et qu'il décode derrière les projets du « Grand Paris ». Mais, pour lui, établir un constat et l'expliquer ne suffisent pas. C'est un point de départ pour redéfinir et défendre le « *droit à la ville* », c'est-à-dire un contrôle collectif des processus d'urbanisation, afin que la ville évolue en fonction des besoins et des désirs fondamentaux de chacun.

Odile Dauphin



Les travaux boulevard Haussmann jusqu'à l'Opéra.

Éric Hazan,

La dynamique de la révolte

Sur des insurrections passées et d'autres à venir

La Fabrique éditions 2015



À l'atmosphère mortifère à laquelle les médias voudraient nous habituer concernant l'histoire d'hier et d'aujourd'hui, l'auteur remarqué de *L'Invention de Paris* (Seuil 2002) et d'une *Histoire de la révolution française* (La Fabrique 2012), vient nous offrir ici un sérieux correctif. La citation de Georg Büchner donnée en introduction en donne le ton : « *On reproche aux jeunes gens d'user de la violence. Mais ne sommes-nous pas dans un état de violence perpétuelle ? [...] Qu'ap-*

pelez-vous donc légalité ? Une loi qui fait de la grande masse des citoyens un bétail bon pour la corvée afin de satisfaire les besoins artificiels d'une minorité insignifiante et corrompue ? [...] Cette loi est une violence brutale et perpétuelle faite au droit et à la saine raison et je combattrai contre elle, en parole et en action, où je pourrai » (1).

À contrario de l'opinion courante, qui voudrait que tout mouvement d'émancipation soit voué à l'échec, ce « petit » livre arrive à point, pour redonner leurs couleurs aux grands événements révolutionnaires du passé, préluant, selon lui, aux grands événements révolutionnaires à venir : « *J'ai cherché à repérer dans l'histoire des révolutions passées et récentes ce qui peut nous servir aujourd'hui et demain à surmonter le pessimisme ambiant et à penser l'action commune.* » Projet des plus sympathiques que l'auteur va nous détailler le long de quelque 150 pages pleines de fraîcheur, afin de lutter contre l'abandon des « catégories

héritées du marxisme ("les masses", les "classes") » qui « *a abouti à ce relativisme généralisé qui, avec le nihilisme et le cynisme, ses cousins, a contribué à orienter la pensée dans le sens du renoncement, de l'acceptation d'un ordre regrettable mais sous lequel il faut bien vivre.* »

L'auteur veut saisir de ces grands événements, ce qui est le plus souvent masqué dans les livres d'histoire (les livres scolaires tout particulièrement), ce « *moment révolutionnaire initial* » où les masses révoltées se mettent en mouvement pour leur propre compte, ce « *moment décisif* », pour reprendre la formule du photographe Henri Cartier-Bresson, où la révolution apparaît pour ce qu'elle est vraiment. Démonstration d'autant plus nécessaire, qu'elle souligne la différence de nature entre la période de soulèvement et la période de réaction qui s'installe ensuite.

Concernant la révolution d'Octobre, le Parti bolchevique, nous dit l'auteur, n'a jamais été le parti monolithique, dont le stalinisme a voulu répandre l'image, et l'auteur précise : « *L'insurrection d'Octobre a donc bien été préparée, lancée et dirigée par le Parti bolchevique. Mais – et c'est un mais qui change tout – le parti d'alors n'a rien à voir avec ce qu'il est devenu par la suite [...], il n'a rien de bureaucratique, on s'y dispute, on s'y injurie, on s'y excommunique quitte à s'embrasser quelques jours plus tard. La fable d'un parti pyramidal conduit d'une main de fer par un Lénine toujours clairvoyant a été bâtie sous Staline pour étayer sa propre tyrannie* » (p. 102). Concernant la révolution allemande de 1918, saluons aussi cette thèse que nous partageons : « *Ce que montre la triste histoire des spartakistes, c'est combien Lénine avait raison en poussant le Parti bolchevique à refuser toute collabora-*

tion avec les modérés, les conciliateurs, les opportunistes. Cette ligne, il l'a tenue alors même que la majorité de son parti était prête à une "large union", à la politique de front populaire que le Komintern fera appliquer pour le pire, une douzaine d'année après sa mort. Cent ans plus tard, cette controverse reste d'actualité » (p. 117).

Si nous ne suivons pas l'auteur, sur les raisons de l'échec de « l'exceptionnel mouvement » de l'Autonomie italienne des années 1970 à se poursuivre en révolution (p. 29), regrettant que dans l'action, la « contre-culture » ne l'ait pas emporté sur la « dimension matérielle », nous adhérons à son enthousiasme sincère pour

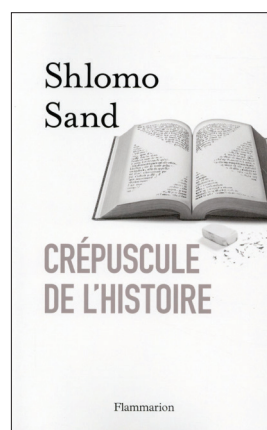
la libération de l'homme par l'homme, qui lui fait dire en conclusion : « Nous vivons une époque en suspens où chacun attend la fin [...]. Si nous voulons qu'elle advienne, cette fin libératrice, il faut nous organiser dès maintenant comme si elle avait déjà eu lieu. » Un livre inattendu dans la masse actuelle de contre-vérités. À lire absolument.

Jean-Pierre Plisson

(1) Lettre à sa famille, 5 avril 1933.

Crépuscule de l'histoire

Un livre de Shlomo Sand, Flammarion 2015, 310 pages.



Les historiens ont-ils « inventé » les peuples ? Dans un ouvrage publié en 2008 (1), Shlomo Sand montrait de manière très convaincante comment des intellectuels, sionistes ou non, avaient « inventé » le peuple juif. Ce *Crépuscule de l'histoire* généralise sa réflexion à quelques grands États et à la fonction de l'histoire dans ce processus de réinvention du passé.

Une histoire qui s'écrit « d'en haut »

L'ouvrage, très riche, brosse un large panorama de l'historiographie. L'auteur part d'un constat : « L'histoire a toujours été écrite d'en haut » (2). Du « père de l'histoire » chinois Sima Quian à l'arabo-andalou Ibn Khaldoun en passant par le Grec Thucydide et le Flamand Comynnes (3), tous les historiens, annalistes et mémorialistes sont issus de milieux ai-

sés, souvent de l'aristocratie. Ils travaillent sur une documentation élaborée au sein des classes dirigeantes. Ils écrivent « aux côtés du pouvoir » et surtout, « sur le pouvoir ». Leurs œuvres visent à éduquer politiquement les élites de leur temps.

Le XIX^e siècle est marqué par une rupture. Si certains auteurs restent « des essayistes indépendants » (Carlyle et Macaulay en Angleterre, les frères Thierry et Tocqueville en France), une autre voie s'ouvre parallèlement : celle de l'histoire universitaire. L'historien devient le salarié

(1) Shlomo Sand, *Comment le peuple juif fut inventé*, Arthème Fayard, 2008.

(2) Sand, page 166.

(3) Sima Quian (- 146 à - 85) : historien chinois ; Ibn Khaldoun (1332-1406) : le plus grand historien du monde arabo-musulman ; Thucydide (- 460 à - 395) : l'un des « pères de l'histoire » ; Philippe de Comynnes (1447-1511) : mémorialiste.

d'un État au moment où s'affirment les nations voire les nationalismes.

C'est indéniablement l'Allemagne qui donne le *la* avec, notamment, Léopold Von Ranke (1795-1886), Johann Gustav Droysen (1808-1884) puis Theodor Mommsen (1817-1903). Dans le sillage de Mabillon (4) et des bénédictins de Saint-Maur, ces « pionniers prussiens » (5) jettent les bases d'une méthode de critique des documents extrêmement rigoureuse, adjoignent au texte un appareil critique, inventent le séminaire de recherche...

En France, l'histoire se professionnalise avec François Guizot (1787-1874), professeur à la Sorbonne, avec Jules Michelet (1798-1874), conférencier à l'École normale supérieure avant d'enseigner à la Sorbonne puis au Collège de France, avec Fustel de Coulanges (1830-1889), titulaire d'une chaire à Strasbourg avant d'être nommé, lui aussi, à la Sorbonne puis au Collège de France. Elle devient véritablement scientifique dans le dernier quart du siècle, avec l'affirmation de « l'école méthodique » (6) dont les figures de proue sont Gabriel Monod, Charles-Victor Langlois et Charles Seignobos.

Elle connaît une évolution semblable en Angleterre avec William Stubbs (1825-1901) et Dalberg-Acton (1834-1902) respectivement professeurs à Oxford et à Cambridge.

Ces historiens ont en commun de chercher à promouvoir une histoire objective que peut seul produire un traitement scientifique des documents, prétention que récuse l'auteur qui leur reproche leur « prosternation devant les sources » (7) et qui nie que l'histoire puisse jamais devenir une discipline scientifique. Circonstance aggravante : ils seraient « contaminés » par le positivisme, le darwinisme social et la « téléologie marxiste » (8). Auguste Comte, Herbert Spencer et Karl Marx auraient, concède-t-il, « décrypté mieux que leurs contemporains, les codes de leur environnement » mais « ils ne s'en tinrent, malheureusement pas à cela. [Ils] allèrent jusqu'à ériger la dynamique conflictuelle de leur époque en lois historiques générales, et, partant, intemporelles ». Devenus « lois historiques générales et intemporelles », les trois concepts, étonnamment amalgamés, de progrès de l'humanité, de

« compétition entre les races » et de lutte des classes auraient ainsi nourri un « processus idéologique » que les historiens auraient « transposé en une recherche sur le passé, avec l'aspiration explicite d'orienter le présent et de bâtir le futur » (9).

Mythistoire et invention des peuples

Il en est résulté que, loin de répondre à la question : « *Que s'est-il passé ?* » que Ranke plaçait au départ de toute recherche historique, les historiens n'ont écrit qu'une « mythistoire » « blanche » et européocentriste, réinventant le passé pour forger des mémoires collectives et « nationaliser les masses » (10). Ce « lien immanent » (11) entre « positivisme » et « nationalisme » aurait permis, pour reprendre un titre célèbre, aux nations de « refaire l'histoire » (12), construisant des « ethnicités fictives ». Reprenant la thèse de Patrick Geary, Shlomo Sand transpose et généralise manifestement à l'échelle des nations européennes, les conclusions qu'il a été amené à tirer de son analyse des racines du sionisme :

(4) Jean Mabillon (1632-1707) : l'un des bénédictins de Saint-Maur qui conçurent une méthode rigoureuse d'authentification, de datation et de critique des documents. Il est considéré comme le père de la diplomatique.

(5) Page 172.

(6) Ainsi appelée à cause du « discours de la méthode » de Langlois et Seignobos, nom familier de leur *Introduction aux études historiques* (Kimé, 1992. Première édition : 1898).

(7) Page 195.

(8) Page 30. La téléologie est, en principe, l'étude des « causes finales ». L'emploi de ce terme suggère ici que pour Marx, l'histoire tendrait, comme chez Saint-Augustin ou Bossuet, vers une fin. L'auteur, qui affirme avoir été formé par des professeurs « dont certains étaient marxistes » (p. 29), confond manifestement le marxisme avec les formes les plus caricaturales de la vulgate stalinienne ou reprend le point de vue de ceux qui voudraient y voir une forme de déterminisme.

(9) Page 185.

(10) Page 172.

(11) Page 257.

(12) Patrick Geary, *Quand les nations refont l'histoire : l'invention des origines médiévales de l'Europe*. Flammarion, 2004.

les ethnies « celtiques », « gothiques », « gaéliques », « lombardes », « teutoniques », etc. « loin de se trouver à l'origine ancienne de la création des nations, doivent être perçues comme des identités distinctives imaginaires, résultant directement de la production idéologique des historiens modernes [...]. Il n'y avait pas [à l'origine] de divisions ethniques, identifiées, ni de peuples ou de nations. Ceux-ci ont été inventés » (13).

Sous le masque de l'objectivité scientifique est ainsi née, dans chaque pays, non une histoire, mais une « mythologie moderne ». Les historiens britanniques ont placé leur pays « au sommet de la pyramide de la civilisation », lui conférant un « droit naturel à gouverner les peuples arriérés ». À l'instar de George Bancroft, leurs collègues américains ont fait des États-Unis « la nation la plus patriotique et la plus démocratique » (14), gommant de leur récit le sort réservé aux Indiens, la traite négrière et l'esclavage. Les historiens allemands ont forgé le double mythe d'une nation racialement pure et de son « chemin particulier ».

En France, cette histoire « positiviste » (qualificatif qui deviendra par la suite infâmant) accouche d'un « roman national » finalisé qui commence avec la blondeur de « nos ancêtres les Gaulois » et aboutit, de manière nécessaire... à la république bourgeoise. L'illusion d'un caractère « scientifique » et « objectif » de l'histoire durera jusqu'à Marc Bloch en qui Shlomo Sand voit « le dernier positiviste ». Le « roman national » périlitera lorsque se profilera le « spectre de l'agonie de la nation » (15).

On retient généralement de l'école des *Annales* (16) dont Marc Bloch fut précisément l'une des figures de proue, un engouement pour les « structures » et les « mentalités » et un évitement de l'histoire politique. La critique de Shlomo Sand porte beaucoup plus loin : « Tout ce qui risquait de susciter un différend idéologique ou un débat sur des valeurs, surtout concernant la France, était écarté de publication [...]. On trouvera [dans cette revue] fort peu de références sérieuses aux conflits de classes, et encore moins à leurs relations avec la politique et les régimes en place » (17).

Cette prise de distance par rapport à l'histoire politique serait néanmoins la « première hirondelle annonciatrice » d'un intérêt moindre des historiens professionnels à l'égard de « l'histoire mythologique » : « Se détourner du politique correspondait aussi à une forme inconsciente de retrait du national » (18). Beaucoup se tournent, en effet, dans la seconde moitié du siècle, vers une « histoire quantitative » qui décrit, à grand renfort de courbes et de tableaux, le mouvement des prix ou la circulation des marchandises sans jamais analyser de manière critique les processus de production ni les structures économiques et politiques en place.

Cette histoire « quantitative » échouant « à répondre aux questions du pourquoi » (19), à partir des années 1960, d'autres « renouvellent leur garde-robe » en se tournant vers les multiples aspects des « mentalités ». L'explication des phénomènes serait à rechercher dans les attitudes mentales. La « nouvelle histoire », héritière des *Annales*, se propose de « nouvelles approches » de « nouveaux objets » (20) dont restent exclus Vichy, le stalinisme, le colonialisme et la « décolonisation » (21) mais qui laisseront l'histoire « en miettes » (22). La mémoire elle-même s'invite, au début des années 1980, à la table des historiens. Shlomo Sand

(13) Sand, page 207.

(14) Page 219.

(15) Page 142.

(16) Revue fondée en 1929 par Lucien Febvre sous le titre *Annales d'histoire économique et sociale*, autour de laquelle s'est regroupée une école qui rejetait l'histoire « positiviste » et « événementielle » à laquelle elle a opposé l'étude des « structures », des « mentalités » puis la « longue durée » et finalement les objets d'étude les plus divers (la peur, le climat, le corps, la mort, etc.).

(17) Pages 106-107.

(18) Page 227.

(19) Page 123.

(20) Jacques Le Goff et Pierre Nora (Dir), *Faire de l'histoire*, Gallimard Bibliothèque des histoires, 1974. *Nouveaux problèmes, nouvelles approches, nouveaux objets* sont respectivement les titres des trois tomes de l'ouvrage.

(21) Page 133.

(22) Titre de François Dosse que Shlomo Sand reprend sous une autre forme page 137.

souligne le caractère sélectif des « lieux de mémoire » de Nora (23) : « Les sévères défaites de Napoléon qui ne sont pas gravées dans la mémoire nationale semblent n'avoir jamais existé » (24). Les « lieux » de pillage du colonialisme, Diên Biên Phu et la bataille d'Alger semblent également sortis de la mémoire collective. La « globalisation » induit, par ailleurs, « une valorisation du pluralisme culturel » : « Toute trace de particularisme qui n'avait pas été effacée par le rouleau compresseur de la culture nationale eut droit à un bain de jouvence et à des historiens dédiés » (25). Enfin, l'idée même que l'on puisse aboutir à une certitude historique succombe aux coups du *Linguistic Turn* (26), incarné par le médiéviste américain Hayden White : le récit historique serait une fiction littéraire qui devrait autant à l'imagination de l'historien qu'à la documentation sur laquelle il travaille. De ce foisonnement et de ce dynamisme apparents résultent, en réalité, un émiettement de l'histoire, des doutes renforcés quant à son caractère scientifique, un recul de son pouvoir explicatif et une mémoire sélective.

Une telle mise à mal de Clio obéit également, selon Shlomo Sand, à des causes plus profondes : « La modification de la structure des classes sociales qui s'était constituée en même temps que la formation des nations », la « décroissance de la classe ouvrière industrielle » puis l'effondrement des « régimes communistes » contribuent à « briser la vision socialiste (communiste ou social-démocrate) » et mettent en cause « l'un des principaux métarécits (27) de l'historiographie sociale critique, et tout particulièrement celle se réclamant du marxisme ». En clair, l'historien est invité à prendre acte que l'avenir est irrémédiablement bouché, que la lutte de classe n'est qu'un concept que Marx a indûment érigé en « loi historique générale et intemporelle » (28) et que toute perspective révolutionnaire participe des « métarécits » du passé. Shlomo Sand traduit ici à sa manière la réécriture de l'histoire qui aboutit à la mise hors la loi du récit et de l'histoire politique dans l'enceinte de l'école, à la criminalisation de la Révolution Française, « matrice de tous les totalitarismes » (29), et à l'instrumentalisa-

tion idéologique de ce concept, offensive historiographique dont François Furet a donné la conclusion en ces termes : « Il faut accepter le monde tel qu'il est. »

Clio, muse vieillissante ?

L'inaptitude de Clio à produire « de grands récits », comme jadis l'historiographie nationale, la plongerait dans « une longue et douloureuse agonie ». Avec la fin présumée de l'État-nation, elle aurait, en quelque sorte, achevé sa mission historique. L'auteur ne s'en tient pas, fort heureusement, à ce constat inquiétant que démentirait d'ailleurs aussi bien la vitalité de la recherche universitaire que l'engouement du public pour tous les genres historiques mais il fait curieusement l'impasse sur les convergences intervenues au cours des vingt dernières années.

Il fait abondamment référence à Paul Veyne mais n'en retient que l'idée suivant laquelle l'histoire ne peut être scientifique et il le gratifie de cette épithète étonnante : « L'œuvre de Veyne est demeurée quasiment orpheline dans le champ historiographique français » (30). Or c'est rigoureusement l'inverse : en plein triomphe des *Annales* et au moment même où les génies de la pédagogie mettaient le récit hors la loi scolaire, Veyne, alors totalement à contre-courant, a montré la voie. En 1971, ce spécialiste de l'éver-

(23) Pierre Nora (Dir), *Les Lieux de mémoire* (trois volumes), Gallimard, 1997, première édition : 1984-1986-1992.

(24) Pages 139-140.

(25) Page 231.

(26) Venu de la philosophie, ce courant s'intéresse au langage, au discours. Concernant l'histoire, retenons-en l'essentiel : l'histoire ne peut être une discipline scientifique ; elle n'est qu'un genre littéraire. Un tel courant ne pouvait que renforcer le relativisme.

(27) Récit commun aux membres d'une société ou d'un groupe, censé en assurer la légitimité et la cohésion.

(28) Page 185.

(29) Formule bien connue de François Furet (*Penser la Révolution française*, Folio Histoire, 1978, Page 282.

(30) Page 256.

gétisme gréco-romain, peu suspect de sombrer dans la fiction littéraire, affirme sans ambages, en effet, que toute histoire est un récit ordonné par une « *mise en intrigue* » dont le « *devoir de vérité* » auquel s'astreint l'historien fait un « *roman vrai* » (31). Paul Ricœur (32) développe la même idée une décennie plus tard, restituant au récit la valeur explicative que les *Annales* lui avaient si longtemps déniée. À partir des années 1990, on observe une convergence, l'histoire retrouve un équilibre associant, sans problème, le récit politique, les structures socio-économiques, les évolutions culturelles, des temporalités différenciées et même l'anecdote croustillante... Décidément, Clio est loin d'être à l'article de la mort.

La conclusion laisse perplexe. L'auteur accorde finalement à Clio, qui s'enfonçait, quelques lignes plus haut, dans le « *crépuscule de l'agonie* », la possibilité d'une rémission : elle pourrait « *surmonter sa fatigue* » moyennant qu'elle « *continue à raconter de magnifiques récits sur les actes des humains* ». Nous ne savons que trop bien ce qui faisait la « beauté » du « *roman national* » : « notre » mission libératrice et civilisatrice, l'abnégation de « nos » soldats, le génie militaire de leurs généraux et la largeur de vue de « nos » hommes d'État. Pierre Nora exagérait à peine en déclarant, en 2009, au cours d'une interview, que le « *petit Lavis* » (33) avait préparé les Français pour Verdun. Le XX^e siècle a décollé – à quel prix – les

yeux de ceux qui avaient voulu y croire. C'est tant mieux, et nous ne suspectons pas Shlomo Sand de le regretter. On voit mal cependant comment un monde qui s'enfonçait chaque jour un peu plus dans la barbarie pourrait encore inspirer à Clio « *ces magnifiques récits* ». Pourtant l'histoire continue à se faire... et à s'écrire. Il n'est pas de démocratie ni de lutte pour les droits sans référence à l'histoire. Citoyens et travailleurs ont besoin de vérité, d'analyse, d'explication et d'une mise en perspective mettant en évidence que le système capitaliste et le régime politique en place ne sont pas des « *horizons indépassables* ». Laissons à Shlomo Sand le mot de la fin : « *Il faudrait que [Clio] tente de nous expliquer, quelles que soient les insuffisances du langage, pourquoi diable tout cela a eu lieu !* » (34). Que l'on se rassure, elle s'y emploie.

**Rémy Janneau,
le 16 octobre 2016**

(31) Paul Veyne, *Comment on écrit l'histoire*, Seuil, 1971.

(32) Paul Ricœur, *Temps et récit*, Seuil, 1983.

(33) Ernest Lavis (1842-1922), historien phare de la III^e République, chantre de ce « *roman national* », auteur d'une monumentale *Histoire de France* et de manuels scolaires familièrement appelés « *petits Lavis* » sur lesquels on pouvait lire en couverture : « *Tu dois aimer la France, parce que la nature l'a faite belle, et parce que l'histoire l'a faite grande.* »

(34) Sand, page 297.

Cinéma-DVD

Traître sur commande

Traître sur commande (*The Molly Maguires*) est un film de Martin Ritt sorti en 1970, il a été projeté au Festival de Cannes en 2016 dans la sélection Cannes Classics.

Ce film, qui fut un échec commercial à sa sortie, évoque un épisode de l'histoire du mouvement ouvrier américain. Nous sommes en Pennsylvanie en 1876. Les *Molly Maguires*, une société secrète de mineurs irlandais, lutte contre le patronat des mines par le sabotage des installations, le déraillement des trains du charbon, des expéditions punitives contre des ingénieurs trop zélés. Un détective est chargé de l'infiltrer et d'en identifier les membres. Les *Molly Maguires* étaient à l'origine une organisation, née en Irlande au milieu du XIX^e siècle, qui regroupait les métayers catholiques luttant contre les propriétaires anglais protestants. Dans le film, un personnage explique la devise des *Molly Maguires* à un nouveau membre... qui n'est autre que le détective qui va les trahir : « *Si le peuple s'unit, le propriétaire fléchit.* »

C'est après une longue grève perdue en 1875 et l'écrasement de leur syndicat que les mineurs avaient eu recours au sabotage. Dans une scène du film, le capitaine des flics explique au traître : « *Ils ont perdu une grève et pensent se rattraper en faisant tout sauter.* »

Le leader des *Molly Maguires* est Jack Kehoe, interprété par Sean Connery, et le traître est James Mc Parlan, catholique originaire de l'Ulster, interprété par Richard Harris. Ces deux personnages ont réellement existé. James Mc Parlan était un agent de la tristement célèbre agence Pinkerton, même si, dans le film, ce n'est jamais dit, car en 1970, l'agence existait encore. Ce personnage est certainement le plus intéressant du film. Certes, c'est



un traître, soucieux avant tout de promotion sociale, mais on comprend qu'il n'est pas insensible à la misère des mineurs et à leurs conditions de travail. Au flic à qui il rend des comptes, il demande : « *Ça vous irait de passer votre vie ici ?* », et celui-ci lui répond : « *J'ai débuté comme mineur... et ensuite j'ai rendu quelques services* », on devine lesquels !

Outre l'action des *Molly Maguires* et le travail d'infiltration du détective privé,

le film, tourné dans une ancienne mine de Pennsylvanie, dénonce les conditions de travail très dures, le travail des enfants, les patrons qui déduisent du salaire la poudre que les mineurs utilisent et qui leur font payer l'affûtage de leurs outils. Un mineur qui avait gagné 9 dollars la semaine pouvait au final ne toucher, toute déduction faite, que 24 cents ! Le carreau de la mine est en permanence sous la surveillance de gardes armés de fusils.

Dans le film, seuls trois membres de *Molly Maguires* sont condamnés à la pendaison. Dans la réalité, ils furent dix, en 1877, à subir ce châtime après un procès inique où le procureur était Gowen, un des patrons d'une des principales mines et où les Irlandais, pourtant majoritaires dans le comté, avaient été exclus du jury par crainte de « *solidarité ethnique* ».

Traître sur commande est une belle fresque sociale d'un cinéaste engagé, Martin Ritt, qui fut victime du maccarthysme en 1951 et dut attendre quinze ans avant de retrouver les chemins des studios.

Un film à voir, de préférence au cinéma sur grand écran en panavision et technicolor, ou à défaut sur DVD.

Roger Revuz